La Vérité

Revue théorique de la IVe Internationale

Algérie, Amérique latine, Europe : offensive de l'impérialisme et résistance des peuples

Nº 103 Nouvelle série (n° 709) - Septembre 2019 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". *On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky
(1929)

La Vérité

Revue théorique de la IVe Internationale

- **Notes éditoriales — Nul ne sait...** ..... p. 3

- **Amérique latine : une nouvelle offensive de l'impérialisme américain** ..... p. 9
  - Résolution politique de la 35e Rencontre nationale de *O Trabalho* (ENOT), section brésilienne de la IVe Internationale (extraits) ..... p. 13
  - Annexe — Liste Dialogue et Action pétiste au 7e Congrès du PT ..... p. 17
  - Mexique — Face à l'offensive de l'impérialisme, le gouvernement de Lopez Obrador et la résistance du peuple travailleur ..... p. 19
  - Venezuela — Contre l'ingérence impérialiste, pour la défense de la nation et des droits du travail ..... p. 27

- **Europe — *« Des émeutes à redouter »* (selon un rapport du gouvernement britannique)** ..... p. 31

- **La dislocation du marché mondial** ..... p. 41

- **DOSSIER — *La Vérité* a 90 ans** ..... p. 51

- **Interview d'Esteban Volkov, petit-fils de Léon Trotsky** ..... p. 59

La Vérité

Revue théorique de la IVe Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros • Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Nul ne sait…

CES notes éditoriales sont écrites le jour même de l'ouverture du procès de Louisa Hanoune au tribunal militaire de Blida. Nul ne sait quelles seront les conclusions de ce procès lorsque paraîtra ce numéro de *La Vérité*. Nul ne sait non plus quels seront les développements à l'échelle internationale et en Algérie.

Face à la mobilisation révolutionnaire en Algérie depuis le 22 février, après toutes sortes de manœuvres, pour se maintenir, le régime tente de passer en force. Malgré le rejet du peuple algérien qui s'exprime sous la forme *« Pas d'élection avec la bande ! »*, il a décidé que l'élection présidentielle aurait lieu le 12 décembre.

Cette tentative s'accompagne d'un recours de plus en plus massif à la répression. De nombreux militants connus de la mobilisation populaire ont été interpellés et incarcérés. Le dispositif policier est extrêmement important, tentant d'empêcher les cortèges de se constituer. Le vendredi 20 septembre, un pas de plus a été franchi, puisque, sur ordre de l'état-major, la gendarmerie a bouclé tous les accès à Alger afin d'empêcher les manifestants d'autres communes de se rendre en centre-ville.

Dans une situation de crise générale du régime, ils n'ont pas d'autre voie que d'aller plus avant dans la tentative d'imposer cette élection. Mais ce vendredi 20 septembre, la mobilisation était encore plus puissante que les précédentes semaines. Il y avait comme à l'habitude des slogans contre le régime, pour la libération des emprisonnés politiques, et surtout une exigence massivement reprise : pas d'élection avec la bande !

Il s'agit d'une mobilisation révolutionnaire, qui, bien évidemment pose toutes les exigences démocratiques, mais qui se combine avec les revendications économiques et sociales. De très nombreuses mobilisations, dans différents départements du pays, voient la population barrer les routes en relation avec la question de l'eau, de l'électricité, du logement, du chômage.

Depuis 2015, la paupérisation de la population s'est particulièrement développée, quand le régime a procédé à des contre-réformes remettant en cause ce qui avait été arraché par la population laborieuse dans les premières années du XXIe siècle. Et ce régime qui cherche à se maintenir poursuit et aggrave cette politique. Le président par intérim, Bensalah, a enjoint son Premier ministre de préparer pour 2020 un budget de rigueur, qui est en discussion dans ce Parlement illégitime rejeté par la masse de la population.

Ce projet de budget, outre les coupes drastiques dans les dépenses publiques de l'Etat, prévoit la suppression de l'article 49-51 (*lire ci-après*), sauf pour les secteurs stratégiques. Rappelons que durant les années 1990, la politique de soumission au FMI a entraîné la fermeture de 1 500 entreprises publiques avec, à la clé, des centaines de milliers de travailleurs jetés au chômage.

Après la fin de l'horrible guerre de décomposition des années 1990 et le rétablissement de la paix, la lutte de classes a repris ses droits : de nombreuses grèves à l'appel des organisations syndicales, ainsi que le combat du Parti des travailleurs pour les renationalisations, exprimaient la montée de la colère dans le peuple. Face à cette situation, le régime a dû proposer le vote d'une loi sur le contrôle des investissements étrangers. L'investisseur étranger ne pouvait pas posséder plus de 49 % des actions et 51 % devaient être algériens.

Louisa Hanoune et les députés du Parti des travailleurs ont expliqué que, pour eux, cela devait être 100 % public, mais que malgré tout ils voteraient cette loi de 49-51 pour freiner la pénétration du capital étranger en Algérie.

La suppression de l'article 49-51 donne la véritable nature de ce régime, qui ouvre la voie à la pénétration du capital financier, à la spéculation et au pillage. Il est d'ailleurs illustratif qu'une délégation du FMI se soit rendue en Algérie.

LE COMBAT DU PARTI DES TRAVAILLEURS

Dans cette situation, le Parti des travailleurs a publié un communiqué (extraits) :

> « Le Parti des travailleurs, qui a toujours milité pour la souveraineté de la nation algérienne, pour la souveraineté de toutes les nations et peuples opprimés par l'impérialisme, qui n'a cessé d'œuvrer à organiser la

défense de cette souveraineté en organisant notamment plusieurs conférences internationales ici même, en Algérie, considère la venue de cette délégation du FMI dans notre pays et en ce moment précis comme une ingérence intolérable.

Le Parti des travailleurs considère qu'aucun Algérien attaché à la souveraineté de notre nation ne peut accepter que les experts de cette institution — qui a imposé des plans meurtriers mettant en faillite de nombreux pays dans le monde, conduisant plusieurs d'entre eux à la dislocation — viennent nous dicter leurs orientations économiques et leurs réformes (…).

Ni Fonds monétaire international (FMI), ni Banque mondiale, ni OMC ni Accord d'association avec l'Union européenne, la politique économique doit être exclusivement algérienne. Cela veut tout simplement dire des politiques conformes aux aspirations de la majorité du peuple algérien. Et des politiques conformes aux aspirations du peuple sont contradictoires avec les orientations que vient de donner le chef de l'Etat au chef du gouvernement (…). La rigueur économique, la maîtrise des dépenses publiques et la réduction du déficit budgétaire telles que prônées par Bensalah, c'est le propre des politiques suggérées par le FMI qui envoie ses experts dans notre pays (…).

C'est pour en finir avec cette situation de mal-vie que le peuple s'est révolté le 22 février, et que, malgré les menaces, la répression, les manœuvres politiques…, il maintient sa mobilisation, seule issue pour en découdre avec ce système qui est seul responsable de cette situation.

Pour protéger la nation, défendre l'unité de l'Algérie, son indépendance et sa souveraineté, il faut donner la parole au peuple pour qu'il définisse lui-même, en toute liberté et démocratie, la nature et la forme des institutions à mettre en place à travers l'Assemblée constituante souveraine.

Le secrétariat permanent
du bureau politique,
Alger, le 4 septembre 2019. »

Les manœuvres se multiplient. D'un côté, il y a un regroupement de partis d'opposition — qui s'appelle *« Les Forces pour le changement »* —, qui est partisan de l'élection présidentielle, dont fait partie Benflis, un ancien Premier ministre de Bouteflika, qui s'apprête, semble-t-il, à déposer sa candidature. De l'autre, il y a le Pacte pour l'alternative démocratique, qui regroupe sept partis (dont le FFS, le RCD et le Parti des travailleurs), une Ligue des droits de l'homme et plusieurs associations et personnalités.

Dans le pacte fondateur de l'Alternative démocratique, on peut lire :

« Pacte politique
pour une transition démocratique
et un processus constituant souverain
(extraits).

Les Forces de l'alternative démocratique, en accord avec le processus révolutionnaire mené par la majorité du peuple, constatent qu'au moment où le pouvoir, de fait, évoque un simulacre de dialogue en vue d'imposer une élection présidentielle, synonyme du maintien du système, des dizaines de citoyens sont toujours détenus arbitrairement pour leurs opinions ou leurs positions politiques ; la liberté d'expression et celle de circulation sont remises en cause, les médias publics et privés sont soumis aux injonctions du pouvoir politique.

Les Forces de l'alternative démocratique réitèrent leur refus de l'agenda de la présidentielle que veut imposer le pouvoir de fait, et ce en symbiose avec la farouche volonté exprimée par le peuple algérien pour un changement démocratique radical consacrant sa pleine souveraineté, alors que le pouvoir s'évertue à maintenir le système en tentant un passage en force. Cela s'illustre par les discours du chef d'état-major de l'armée nationale populaire, prononcés à partir des casernes, empreints de menaces et d'accusations de trahison à l'encontre de ceux qui défendent l'option de la souveraineté populaire pleine et entière par l'intermédiaire d'un processus transitoire démocratique et souverain, qui culminera par un processus constituant souverain qui démantèlera l'actuel système/régime, et par là même posera les bases d'une nouvelle république garantissant tous les droits et toutes les libertés.

La revendication de changement vers un Etat de droit fondé sur une légitimité démocratique s'appuyant sur la souveraineté du peuple exige un nouveau climat politique incompatible avec les propositions du pouvoir actuel, et appelle à l'ouverture immédiate d'une phase de transition démocratique où les affaires de l'Etat seront dirigées dans un nouvel esprit à travers un processus constituant souverain, ajusté aux aspirations démocratiques et sociales du peuple algérien. Le départ du régime, de ses symboles, sera le premier indicateur pour avancer dans la nouvelle phase.

Le peuple algérien refuse de construire du neuf avec du vieux et refuse d'y associer ceux dont les mains ont été entachées du sang des Algériens ou qui se sont rendus

responsables ou complices de la répression et de la corruption (…).

En adoptant une solution de rupture avec le système, les Forces de l'alternative démocratique renouvellent leur attachement au pacte politique adopté le 26 juin 2019 et œuvrent à la réalisation d'un processus constituant souverain pour une république consacrant :

— l'unité et la souveraineté nationales ;

— le refus de toutes les formes de l'ingérence extérieure ;

— toutes les libertés individuelles et collectives, dont les libertés syndicales et le droit de grève, d'expression, d'organisation, de manifestation, de culte, de conscience, etc. ;

— le respect des droits de l'Homme et des conventions internationales qui les consacrent ;

— la séparation et l'équilibre entre les pouvoirs, qui constituent le fondement de la construction d'un Etat de droit ;

— l'indépendance effective de la justice ;

— la non-utilisation de la religion, du patrimoine culturel et des symboles de la nation à des fins politiques ;

— la non-utilisation de la violence pour atteindre, exercer ou se maintenir au pouvoir ;

— des élections libres, honnêtes et transparentes ;

— l'adoption du système déclaratif pour la création d'associations, de syndicats ou de partis ;

— la révocabilité des élus à tous les niveaux par leurs mandants ;

— la garantie effective par l'Etat des droits sociaux et économiques des citoyens ;

— la souveraineté du peuple sur les richesses du pays ;

— la confiscation des biens publics spoliés ;

— le rôle de l'Etat dans la gestion du développement national, dans l'éradication de la pauvreté, dans la lutte contre les inégalités sociales et économiques et les disparités régionales ;

— l'égalité en droits entre les Algériennes et les Algériens, notamment entre les hommes et les femmes devant la loi, ainsi que l'abrogation de toutes les lois ségrégationnistes ;

— l'égalité effective entre les deux langues nationales et officielles (l'arabe et le tamazight) ;

(…) Nous, Forces de l'alternative démocratique, lançons un appel à toutes les Algériennes et à tous les Algériens pour s'engager dans un processus constituant souverain à travers l'auto-organisation au sein des structures et des comités de base à l'échelle nationale, dans l'objectif de donner la parole au peuple pour qu'il puisse choisir librement la forme et le contenu des institutions à mettre en place et qu'il estime à même de répondre à ses revendications et à ses attentes dans tous les domaines. »

Ce regroupement n'est pas un nouveau parti, c'est un accord entre différents partis reposant sur les bases suivantes : le rejet du régime et le refus d'une élection présidentielle, une transition démocratique par un processus constituant. Il est d'ailleurs significatif que le régime et ses agents concentrent leurs attaques contre le Pacte pour l'alternative démocratique. Plusieurs porte-parole du régime, dont l'état-major, ont dénoncé ceux qui refusent l'élection présidentielle comme traîtres à la nation, en les menaçant de poursuites judiciaires. Ce cadre d'unité que constitue le Pacte pour l'alternative démocratique est en effet un pôle qui refuse de soutenir de quelque manière que ce soit le régime.

Bien évidemment, pour le Parti des travailleurs, le refus de l'élection présidentielle, le départ du régime et le processus constituant signifient donner la parole au peuple pour définir le contenu et la forme des nouvelles institutions, soulevant ainsi la question de l'Assemblée constituante. Depuis sa fondation, le Parti des travailleurs combat sur cette exigence — voir l'article *« 30 ans de combat du Parti des travailleurs »* dans le n° 102 de *La Vérité* (juin 2019).

Dans ce précédent numéro de *La Vérité*, les Notes éditoriales étaient ainsi titrées : *« Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure… »* En effet, le surgissement révolutionnaire en Algérie, que personne n'avait vu venir, a une portée mondiale. C'est l'expression qu'à tout moment des explosions révolutionnaires peuvent se produire sur chaque continent. Les gouvernements impérialistes sont pris de panique face aux développements en Algérie et aux conséquences dans la région et à l'échelle mondiale. L'élection présidentielle qui s'est tenue à la mi-septembre en Tunisie exprime également ce rejet et cette volonté de dégager toutes les forces attachées à l'ordre impérialiste. 55 % des Tunisiens se sont abstenus et ceux qui sont allés voter l'ont fait pour deux candidats présentés comme antisystème : l'un, milliardaire, qui est en prison pour fraude fiscale, l'autre qui est un universitaire spécialiste du droit. Les deux grands partis, l'un laïque, l'autre islamiste, qui ont dirigé le pays depuis la chute de Ben Ali, sont écrasés. Les masses tunisiennes

rejettent ainsi tous ceux qui ont confisqué la révolution après la chute de Ben Ali.

NOUS NE CONNAISSONS NI LE JOUR NI L'HEURE...

Tous ces développements sont l'expression d'une situation mondiale qui bascule. *« Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure… »* : c'est le mouvement des masses qui a surgi à Hong Kong, drainant depuis de longues semaines des millions d'habitants de cette ville contre la décision prise de promulguer une loi d'extradition vers la Chine continentale. Après des semaines et des semaines de répression et de menaces, la bureaucratie chinoise a dû reculer et annuler cette mesure. Mais la mobilisation populaire continue, car elle avait avancé cinq revendications et une seule est satisfaite.

Ce recul de la bureaucratie chinoise est historique. Il indique la terreur de la bureaucratie devant une possible irruption révolutionnaire en Chine continentale même. En effet, il y a, au niveau d'entreprises ou au niveau local, des grèves, notamment sur la question des salaires. La bureaucratie chinoise est prise en étau entre la pression des Etats-Unis et la résistance des masses. La guerre commerciale déclenchée par Donald Trump contre la Chine aiguise encore la crise de la bureaucratie chinoise. Mais dans le même temps, cette guerre commerciale menace l'ensemble des relations sur le marché mondial. La place prise par la Chine dans la production industrielle, notamment pour des grands groupes européens ou américains, souligne l'impossibilité de se passer de la Chine, mais souligne également la dépendance de la bureaucratie à l'égard du marché mondial.

Cette offensive de Trump ne concerne pas seulement la Chine. C'est également une offensive contre l'Europe et ses différents Etats (*cf. Europe* – « Des émeutes à redouter », *page 31*). C'est une même offensive au Mexique, au Venezuela (*cf. Amérique latine : une nouvelle offensive de l'impérialisme américain, page 9*). La politique de Trump, c'est la remise en cause de tous les accords établis après la Deuxième Guerre mondiale et dans lesquels l'impérialisme américain se devait d'être un facteur de l'ordre impérialiste mondial. Trump a pris acte de la fin du monde de 1945. Toute sa politique est déterminée par la défense exclusive des intérêts des Etats-Unis. Mais cette volonté de protectionnisme se heurte à la réalité, celle des grands groupes et trusts américains, et de leur présence sur l'arène mondiale — notamment en Chine.

Dans le même temps, cette politique de Trump aiguise encore la crise mondiale. Sa décision de remettre en cause l'accord avec l'Iran, de prendre de lourdes sanctions contre ce pays, accélère la crise au Moyen-Orient. Les deux piliers de la domination américaine dans cette région sont en crise : après avoir revoté une deuxième fois pour des élections législatives, le Parlement de l'Etat d'Israël se retrouve de nouveau incapable de former un gouvernement. Le sionisme est entré dans une profonde crise de décomposition. L'autre pilier, l'Arabie Saoudite, a vu sa production pétrolière diminuer brutalement de moitié après le bombardement par des rebelles yéménites de ses installations pétrolières.

Dans la newsletter *Connaissance des Energies*, on peut lire :

> « On peut se demander si la récente attaque des installations pétrolières de l'Arabie Saoudite ne traduit pas un peu la fin de l'engagement américain *(de soutien au royaume saoudien — Ndlr)* (…). Les Etats-Unis sont devenus le premier producteur devant l'Arabie Saoudite, la Russie (...). Certains prévoient qu'ils pourraient être exportateurs nets dans un futur proche grâce aux hydrocarbures dits de schiste (…). Les Etats-Unis souhaitent que les Européens leur achètent une part croissante de gaz, voire de pétrole, en mettant en avant la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe et du pétrole du Moyen-Orient. La récente attaque des sites saoudiens est une bonne occasion de rappeler que l'Union européenne doit davantage se préoccuper de diversifier ses sources d'importation. Cette attaque tombe mal pour l'Arabie Saoudite, qui envisageait d'ouvrir une partie du capital de sa société pétrolière Aramco (…). Les capitaux internationaux vont sans doute être prudents avant d'affluer dans le Golfe et la valeur de souscription ne sera peut-être plus la même. »

Ces développements interviennent alors que tous les gouvernements impérialistes sont terrorisés par la menace annoncée d'une nouvelle crise financière d'ampleur dans un marché mondial qui est déjà en voie de dislocation. Un rapport de l'OCDE de septembre 2019 souligne que *« les tensions protectionnistes, les guerres commerciales*

américaines, le Brexit et le prix du pétrole aggravent les incertitudes » (cf. *La dislocation du marché mondial,* page 41).

La deuxième source de terreur pour ces gouvernements est celle du surgissement du mouvement des masses, comme cela s'est produit en Algérie. Dans tous les pays, comme l'indiquent les articles sur l'Europe et l'Amérique latine, la résistance des travailleurs et de la population laborieuse se développe. On note également la place des organisations syndicales menacées par la soumission de leurs directions aux exigences de l'impérialisme. Au sein du mouvement ouvrier et des organisations syndicales, mais également au plan politique, s'exprime une recherche, une volonté de combat : bref, une véritable recomposition est en train de s'opérer.

La campagne pour la libération de Louisa Hanoune se mène dans 93 pays. Bien évidemment, elle témoigne de la force de la solidarité internationale sur le terrain de la démocratie. Mais le fait que Louisa Hanoune soit secrétaire générale d'un parti politique qui combat l'impérialisme et qu'elle-même soit membre de la Coordination de l'Entente internationale des travailleurs a une résonnance directement politique. C'est la recherche dans ces 93 pays, sur tous les continents, d'une volonté de lutte contre l'impérialisme qui défende les travailleurs et la souveraineté nationale menacée. Et sur cette base, la volonté de chercher à se lier, à l'échelle internationale, à d'autres qui mènent le même combat. C'est la volonté de ces militants et travailleurs d'établir des liens à l'échelle internationale permettant le libre débat et l'action commune. C'est dans ces conditions qu'il faut saisir la place de la deuxième réunion du Comité international de liaison et d'échanges qui se tiendra les 28, 29 et 30 novembre. Dans la deuxième lettre convoquant cette réunion, on peut lire :

> « Le G7, qui a rassemblé le 23 août dans la cité balnéaire de Biarritz, en France, la presque totalité des chefs d'Etat des grandes puissances dites démocratiques, a donné une image saisissante de l'impasse politique dans laquelle tout le système de domination impérialiste est en train de sombrer, entraînant derrière lui tous les peuples dans le chaos.
>
> Nous y avons vu les "grands de ce monde" se congratuler dans une mise en scène indécente devant les caméras du monde entier pour tenter de masquer la panique qui les saisit tous devant les premiers signes d'une marche inexorable à l'éclatement de tout le système financier mondial.
>
> Nous avons vu Trump souffler le chaud et le froid dans la guerre commerciale qu'il a engagée contre la Chine, avec toutes ses conséquences sur le commerce mondial…
>
> Nous avons vu les dirigeants européens, particulièrement les Français, se présenter en "médiateurs" auprès de Trump dans les conflits les plus menaçants, comme si leur Europe avait les moyens de peser contre Trump (…).
>
> Tout cela pendant qu'à quelques pas, en mer Méditerranée, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants — chassés de leurs terres par la guerre et la misère provoquées par le pillage organisé par les grands trusts impérialistes et les Etats à leur service — se voyaient fermer, l'une après l'autre, toutes les frontières, comme ce fut le cas pour les centaines de milliers qui les ont précédés ces dernières années, comme c'est le cas pour les centaines de milliers de "migrants" bloqués en Amérique du Nord à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, ou bien en Asie aux frontières de l'Inde, ou encore au cœur même du continent africain (…).
>
> Dans notre invitation du 5 juillet, nous écrivions : *« Sur tous les continents et dans tous les pays, les travailleurs et les peuples cherchent les voies et les moyens de se défendre »*, et nous évoquions les développements de la révolution en Algérie, la résistance en France, au Brésil, à Hong Kong…
>
> La révolution algérienne n'a pas reculé d'un pouce face à la répression, forçant l'admiration de tous les peuples, qui conservent en mémoire le combat héroïque et victorieux du peuple algérien pour son indépendance. Dans 92 pays, des prises de position ont été réalisées pour la libération de Louisa Hanoune et de tous les prisonniers politiques en Algérie.
>
> En Europe, la résistance multiforme des travailleurs et des peuples aux plans d'ajustement structurel, dictés par l'Union européenne (UE) et fidèlement exécutés par tous les gouvernements européens, est à l'origine d'une crise politique sans précédent qui disloque tous les partis institutionnels et mine l'existence de l'UE et de tous les gouvernements en place.
>
> La crise qui secoue la Grande-Bretagne donne une image du déclin des vieilles puissances impérialistes européennes. Le système politique qui a été durant des siècles le « modèle » de la démocratie parlementaire agonise.

En Amérique latine, les peuples font front devant la politique d'agressions permanentes provoquée par l'impérialisme américain. Du Brésil au Venezuela en passant par le Mexique ou l'Argentine, la résistance des travailleurs et des peuples s'élargit et s'approfondit.

En Afrique, la mobilisation acharnée des travailleurs et de leurs organisations, pour la défense des droits ouvriers, pour la défense des Codes du travail, contre l'extension de la déréglementation et de la précarisation, pour le droit de grève… s'étend progressivement à tous les pays du continent et rejoint la mobilisation des peuples africains contre l'intervention armée des Etats impérialistes et contre la présence des bases militaires françaises et américaines sur le territoire des différents Etats africains.

A Hong Kong, le soulèvement populaire vient d'arracher du gouvernement de la cité-Etat et de la bureaucratie chinoise l'abrogation de loi d'extradition vers la Chine. Il a fait abroger une loi qui menaçait toutes les libertés, au premier rang desquelles le droit à l'organisation indépendante des syndicats de travailleurs. Cette mobilisation a été suivie avec passion par tous les militants qui, en Chine continentale, combattent pour la construction de véritables syndicats indépendants (…).

Mais au moment où des pans entiers du marché mondial se disloquent, victimes des contradictions fondamentales du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, entraînant des peuples entiers dans le chaos, la misère et les guerres…

Au moment où entrent en crise (et pour certains s'effondrent) les grands partis, les grandes organisations qui ont durant des décennies parlé, dans nos différents pays et sur nos différents continents, au nom des travailleurs et des peuples tout en liant leur sort au maintien de l'ordre impérialiste…

Au moment où des forces nouvelles cherchent à se dégager de cette crise et de la paralysie dans laquelle les vieilles directions cherchent à les enfermer…

Il nous a semblé vital d'ouvrir un espace d'échanges aux militants de toutes origines politiques et syndicales et de traditions diverses engagés dans les différents combats qui sont aujourd'hui les premiers symptômes de la vague de soulèvements révolutionnaires qui s'apprête à déferler au cœur des pays impérialistes comme des pays dominés par l'impérialisme.

Il nous a semblé vital de créer un espace d'échanges qui se fixe pour objectif de rétablir un lien permettant de replacer les développements en cours dans chacun de nos pays à leur place dans un tableau d'ensemble des développements de la lutte des classes à l'échelle internationale, et d'aborder ce débat le plus ouvertement possible.

C'est une condition essentielle pour réussir à renforcer dans chacun de nos pays la confiance des militants et des travailleurs qui ont besoin d'inscrire leur combat dans une vue d'ensemble de la confrontation mondiale en cours.

C'est le moyen de reconstruire pratiquement des liens de solidarité internationale, comme nous l'avons fait dans la campagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Voilà, chers camarades, les raisons de notre invitation. La suite, nous espérons la définir ensemble.

La Coordination
de l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples »

Lucien Gauthier
23 septembre 2019

Dernière minute (25 septembre 2019) : Au moment du « bouclage » de ce numéro, nous apprenons que Louisa Hanoune a été condamnée par le Tribunal militaire à 15 ans de prison ferme.
Ses avocats dénoncent un procès politique et font appel.

Amérique latine : une nouvelle offensive de l'impérialisme américain

« Le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat monarchique ou démocratique domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées (…). Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. »

(extraits de la préface de Léon Trotsky à l'*Histoire de la révolution russe* — 14 novembre 1930)

CETTE citation illustre la situation en Algérie. Il y a six mois, les masses ont surgi avec, dans les faits, un objectif révolutionnaire — *« Dehors le régime ! »* —, dans un mouvement qui est venu d'en bas et en dehors des organisations représentatives, entraînant en son sein la classe ouvrière. C'est ce qui donne également la dimension internationale de ce processus en montrant que la révolution n'est pas une figure du passé.

Comme une véritable révolution, le mouvement revêt cette dimension internationale y compris pour l'Amérique latine, où les gouvernements dits « progressistes » ont amené les peuples à l'impasse par leur refus de rompre avec les institutions de domination impérialiste. Même les gouvernements Chavez-Maduro ne sont pas allés jusqu'au bout dans la rupture.

On voit également dans le processus qui se déroule en Algérie, de même que pour des pays d'Amérique latine, l'actualité du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine afin d'ouvrir la voie aux revendications des masses, selon les conditions du moment et les caractéristiques des institutions nationales. Ce mot d'ordre *« démocratique révolutionnaire »*, selon le *Programme de transition*, vise à la réalisation des tâches anti-impérialistes sur une voie de rupture, au cours de laquelle *« les soviets peuvent et doivent surgir »* — donc, de transition vers le socialisme.

Le premier élément pour une réflexion sur la situation mondiale est la totale incapacité du capitalisme à atténuer un tant soit peu la souffrance des larges masses, aujourd'hui à l'échelle planétaire. La crise financière de 2007-2008, qui n'a pas été résolue, a engendré une offensive inédite contre les droits des travailleurs par la réduction du « coût du travail ».

Le protectionnisme des Etats-Unis, principale puissance impérialiste, a connu une recrudescence, amenant à l'actuelle « guerre commerciale » entre les Etats-Unis et la Chine. Mais l'un dépend de l'autre et l'histoire ne peut revenir aux siècles passés. Elle est un facteur de récession économique, de dérèglement des institutions multilatérales en faveur de la déstabilisation de gouvernements et de conflits militaires, avec l'Iran et d'autres pays.

L'encerclement impérialiste du Venezuela fait partie de l'offensive des Etats-Unis qui l'accompagne, depuis la tentative pour forcer une « rébellion » dans les forces armées jusqu'à la menace d'intervention militaire (du type de l'invasion de Panama sous Noriega, en 1989) et le sentiment de la persistance de Trump (« toutes les cartes sur la table ») tant que Maduro ne capitulera pas. Notre défense inconditionnelle du Venezuela contre l'encerclement et la menace militaire ne signifie pas un soutien au chavisme. Elle s'accompagne de mesures concrètes de rupture pour la défense des conditions de vie des masses et sert de socle à la formation, à notre initiative, d'un regroupement dans un Comité indépendant des travailleurs.

L'offensive impérialiste n'empêche pas, mais, bien au contraire, provoque la réaction des peuples. C'est ce que montrent le mouvement qui a amené à l'élection d'Obrador au Mexique — lequel, sous la pression, a abrogé la réforme de l'éducation, mais a également renouvelé le NAFTA (traité de libre commerce signé avec les Etats-Unis et le Canada) —, ainsi que la défaite aux élections primaires argentines de l'agent direct des Etats-Unis, Macri, ce qui annonce le retour du péronisme et sème la panique sur le « marché ».

Mais l'histoire de la décennie passée ne se répétera pas en Amérique latine, si ce n'est comme une farce.

En premier lieu, d'Obama à Trump, graduellement, l'impérialisme dominant, les Etats-Unis, est passé de la politique de reprise de positions à une offensive générale avec des coups d'Etat de type nouveau, lesquels, en réalité, comme tous les coups d'Etat, se sont alimentés des obstacles élevés contre les masses par des gouvernements de collaboration de classes (dits « progressistes »). Les Etats-Unis n'ont pas d'alternative face à leur propre crise. Et les classes dominantes ont perdu des marges de manœuvre, comme la hausse des exportations de matières premières, qu'elles possédaient il y a 15-20 ans en arrière : il n'y a pas de base matérielle pour des illusions sur une souveraineté de « marché » négociée avec les Etats-Unis. C'est soit la révolution, soit la contre-révolution !

Le second élément, c'est que la putréfaction du système capitaliste s'accompagne, parmi les larges masses qui luttent pour leur survie, d'une profonde méfiance sur les illusions d'une régénérescence du système, et en particulier de la déliquescence des forces politiques — social-démocrates, staliniennes, nationalistes et autres — qui ont trahi et ont aidé à prolonger l'agonie du système. C'est de là que provient la tendance à la désintégration de partis traditionnels de représentation de la classe ouvrière (et pas seulement des oscillations électorales). Ce qui intègre la crise finale de l'ordre issu de la Deuxième Guerre mondiale en 1945, basé sur la collaboration entre les impérialismes et l'URSS, avec l'appareil des Partis communistes conjointement à la social-démocratie.

Cette tendance à la désintégration ne produit pas la réorganisation spontanée de la représentation politique, d'où la fréquence d'irruptions de masse explosives en dehors des organisations traditionnelles : à Porto Rico, le gouverneur démocrate tombe, Hong-Kong met la bureaucratie le dos au mur et au Paraguay les mobilisations spontanées menacent de renverser le gouvernement, et tout cela seulement au cours du dernier mois.

Chaque pays est une configuration particulière d'expériences de la classe ouvrière, mais en aucun cas, pas même au Brésil de la CUT et du PT, la défense des organisations contre l'attaque impérialiste ne peut se transformer en une « messe » et dissocier la question de leur indépendance de l'action concrète d'aide aux masses, dans la dure situation qu'elles connaissent.

Il est nécessaire d'être lucide sur les processus en cours dans un monde bouleversé.

En France, le mouvement des « Gilets jaunes » a contourné les centrales syndicales, de sorte que la jonction avec le mouvement ouvrier ne peut se faire que par en bas, par le biais de syndicalistes de classe et de trotskystes, par des prises de position d'instances de syndicats au niveau départemental pour s'associer à l'irruption en cours.

En Afrique du Sud, le surgissement de la nouvelle centrale syndicale, la Saftu, issue d'une scission de la Cosatu subordonnée au Congrès national africain (ANC) au gouvernement, est un fait progressiste. C'est le produit, après le massacre des mineurs de Marikana (2012), du rejet de la politique de l'accord de « transition » de l'ANC passé par Mandela avec le régime de l'apartheid, qui a maintenu la domination économique en faveur de la minorité blanche.

Les sections de la IV^e^ Internationale, sur une ligne de front unique adaptée aux conditions actuelles, doivent s'intégrer à ces processus pour apprendre, avec nos expériences, au sein des processus. Les schémas du passé sont remis en question par des formes actualisées de la lutte de classe. Plus que jamais, nous poursuivons la lutte pour l'indépendance de classe, donc pour la construction de partis, mais dont les formes ne sont pas écrites dans les livres, même s'ils s'inspirent des principes fondateurs du mouvement révolutionnaire. Nous cherchons à nous lier aux forces qui apparaissent, et, par la libre discussion et l'action commune, à avancer dans l'organisation.

Un pas a été franchi avec la formation du Comité international de liaison et d'échanges (CILÉ) à la Conférence mondiale ouverte d'Alger (décembre 2017) convoquée par l'Entente internationale des travailleurs (EIT).

C'est dans ce cadre que nous publions dans cet article des documents politiques transmis par les sections de la IV^e^ Internationale au Brésil, au Mexique et au Venezuela.

O TRABALHO PT

Órgão da Corrente O Trabalho do Partido dos Trabalhadores - Seção Brasileira da 4ª Internacional — www.otrabalho.org.br — R$ 5,00 — nº 852 - de 15 a 29 de agosto de 2019

Retomando a luta!

13 de agosto - Em Porto Alegre, no dia nacional em defesa da Educação e da Aposentadoria

100 mil mulheres na Marcha das Margaridas, em Brasília

LIBERDADE PARA LUÍSA HANUNE
em 89 países, campanha pela libertação da dirigente do PT da Argélia

Lula Livre

O TRABALHO PT

Órgão da Corrente O Trabalho do Partido dos Trabalhadores - Seção Brasileira da 4ª Internacional — www.otrabalho.org.br — R$ 5,00 — nº 853 - 4 a 18 de setembro 2019

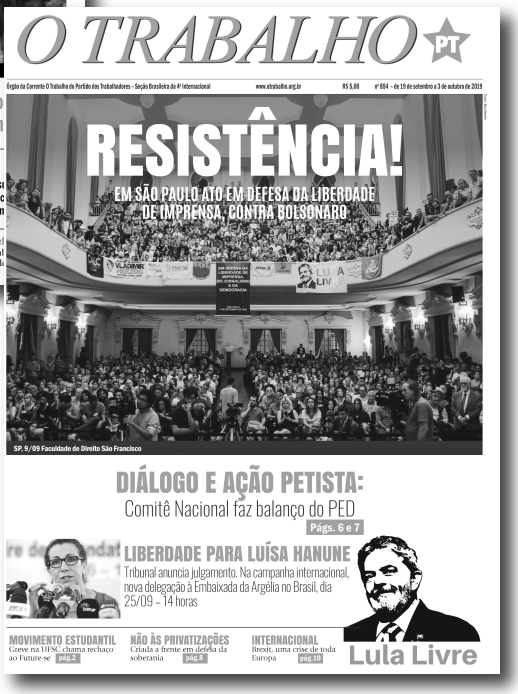
7º Congresso do PT "Lula Livre"

Lula discursa em 1º de junho de 2017, abertura do 6º Congresso do PT em Brasília

Aprofundar o rumo do 6º Congresso para reforçar a luta p
do governo Bolsonaro, é o que propõe a chapa do DAP n

LIBERDADE PARA LUÍSA HANUNE
Os advogados de Luísa Hanune apresentaram mais um pedido para s
provisória. Enquanto se aguarda a resposta do tribunal militar aparec
na imprensa, de que a instrução de seu processo vai se arrastar por n

Luta de classe — Há 36 anos nascia a CLIT — pág. 4
História — A 4ª Internacional e Trotsky — pág. 10
Venezuel — Reunião nacional representação política d — pág. 11


O TRABALHO PT

Órgão da Corrente O Trabalho do Partido dos Trabalhadores - Seção Brasileira da 4ª Internacional — www.otrabalho.org.br — R$ 5,00 — nº 854 - de 19 de setembro a 3 de outubro de 2019

RESISTÊNCIA!

EM SÃO PAULO ATO EM DEFESA DA LIBERDADE DE IMPRENSA, CONTRA BOLSONARO

SP, 9/09 Faculdade de Direito São Francisco

DIÁLOGO E AÇÃO PETISTA:
Comitê Nacional faz balanço do PED
Págs. 6 e 7

LIBERDADE PARA LUÍSA HANUNE
Tribunal anuncia julgamento. Na campanha internacional, nova delegação à Embaixada da Argélia no Brasil, dia 25/09 – 14 horas

MOVIMENTO ESTUDANTIL — Greve na UFSC, chama recharo ao Future-se — pág. 2
NÃO ÀS PRIVATIZAÇÕES — Criada a frente em defesa da soberania — pág. 8
INTERNACIONAL — Brexit, uma crise de toda Europa — pág. 10

Lula Livre

« Unes » des numéros d'août et septembre 2019 de *O Trabalho*, organe du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, section brésilienne de la IV^e^ Internationale.

BRESIL

Résolution politique de la 35e Rencontre nationale de *O Trabalho* (ENOT), section brésilienne de la IVe Internationale (extraits)

AU Brésil, l'ouverture du Dialogue et Action pétiste (DAP) vise à avancer dans la « transition » dans la construction de la IVe Internationale. Souvenons-nous que ce fut après le mouvement spontané explosif de juin 2013 (la manipulation finale de la droite a exploité l'attitude du PT au gouvernement — la CUT n'y est entrée qu'en juillet) que nous avons discuté de la transformation du Dialogue pétiste en Dialogue et *Action* pétiste, pour nous toujours comme « transition » vers le parti de la révolution (IVe Internationale).

TROIS ANS APRÈS LE PUTSCH

Il y a trois ans, le putsch de la destitution de Dilma Roussef, dans le cadre des institutions de la Constitution de 1988, a abouti à un régime de type bonapartiste juridico-militaire, pro-impérialiste, s'appuyant sur la classe dominante locale (« état d'exception »). Il y a un an, le gouvernement Bolsonaro servile, anti-ouvrier, autoritaire et obscurantiste s'est constitué, ce qui a accentué la situation défensive des masses. Mais c'est un gouvernement fragile dès l'origine et auquel il manque un mouvement de masse de rue de type fasciste pour soutenir son discours et son programme, pour criminaliser et briser les organisations de classe. En fin de compte, son ascension s'est faite dans des conditions frauduleuses, fabriquées six mois plus tôt par la détention préventive de Lula.

Mais la défaite n'était pas inévitable. La cause en est la politique de la direction du PT. Car malgré les conquêtes nationales (pré-sal) *(gisements pétrolifères au large des côtes brésiliennes — Ndlr)* et sociales (salaire minimum, plancher salarial des professeurs), le PT a approfondi son adaptation aux institutions de l'Etat soumis à l'impérialisme, il a abandonné les réformes structurelles (agraire, politique, médias, judiciaire, militaire, dette, etc.), il s'est accommodé de la conciliation et des alliances avec les oligarchies corrompues. Il n'a pas combattu l'opération Lava Jato dès le début *(« Lavage express » : opération lancée en mars 2014 par la police fédérale — Ndlr)*. Finalement, au cours du deuxième mandat de Dilma, avec le ministre-banquier Levy, il a attaqué les droits sociaux.

Mais le PT a survécu au putsch de la destitution différemment du PCB lors du coup d'Etat de 1964.

La grève générale de 2017 contre la réforme de la Sécurité sociale de Temer a relancé Lula sur le devant de la scène et a entraîné le « pas à gauche » du 6e Congrès du PT avec la reprise du mot d'ordre de la Constituante, abandonné au gouvernement.

Le PT maintint Lula, poursuivi par les institutions, comme candidat à la présidence, jusqu'à ce que, par la décision de celui-ci, il lui soit substitué Haddad. Ce dernier, au deuxième tour, a défendu la réforme de la Sécurité sociale, a retiré de son programme la Constituante et a sombré dans la défense des institutions en recherchant le front démocratique avec le « centre » (il a permis à Bolsonaro de passer pour « antisystème »).

LA NOUVELLE PÉRIODE

Bolsonaro est un aspirant bonaparte, inadapté aux institutions qu'il veut changer selon un cours autoritaire, et qui veut détruire les organisations. C'est un gouvernement de querelles entre ailes d'extrême droite, militaire et fascisante, ultra-libérale et religieuse, en conflit avec le Parlement, comme c'est le propre du bonapartisme. Son jeu est d'entraîner la bourgeoisie et les militaires dans son sillage pour imposer un « ordre » au-dessus des institutions actuelles.

Il gouverne par la crise, jusqu'à ce qu'il ne gouverne plus si la classe ouvrière l'arrête. C'est-à-dire, jusqu'à ce que « la vieille taupe fasse son travail » (Marx sur la révolution sociale dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*). C'est dans cette direction que chemine le Brésil si l'indépendance de ses organisations, comme point d'appui effectif pour les masses, est maintenue, même si le gouvernement est capable de porter l'attaque la plus dure depuis le putsch avec le vote à la Chambre de sa réforme de la Sécurité sociale, qui réduit brutalement les droits des assurés sociaux. Il y a eu une résistance, mais le mouvement de grève générale engagé par la CUT et quelques centrales syndicales a été limité, trahi par celles-ci, saboté par trois gouverneurs du PT (la direction n'a pas réagi), en contradiction avec le vote cohésif du groupe à la Chambre « orienté » par le Directoire national (dans le cadre d'une « mollesse » de l'appareil luliste dans la CUT et dans le PT).

Pour le moment, ils ont retiré de la PEC 06 (1) la « capitalisation individuelle » — que le ministre Guedes veut remettre —, laquelle démonterait le système de solidarité entre générations, liquidant le cœur de la conquête de la classe ouvrière (la contribution obligatoire des patrons) pour la retraite, et créerait une nouvelle relation de travail dégradée, base d'institutions d'un nouveau régime recherché par Bolsonaro (les privilèges en matière de prévoyance des militaires sont une autre facette de ce régime). Mais pour cela, il devrait écraser les travailleurs.

La défense de l'enseignement public contre les coupes budgétaires, contre le chantage de l'adhésion des conseils universitaires au Future-se (2) et contre l'obscurantisme est un autre socle pour un large front unique de résistance s'appuyant sur les syndicats, les organisations étudiantes et de jeunesse, les secteurs de la culture et de l'opinion démocratique.

La défense de la souveraineté nationale relie la lutte pour la renationalisation de la Vale (3), la récupération du pré-sal et la défense du patrimoine contre les privatisations avec le combat à mort contre les accords de libre commerce que le gouvernement tente de passer avec l'Union européenne et également les Etats-Unis.

La crise fiscale de faillite des Etats nécessite la renégociation de la dette interne et la fin des exonérations, et passe dans l'immédiat par la défense des fonctionnaires et du service public. Ce qui souligne le rôle des trois gouverneurs du PT (Bahia, Ceará et Piauí), révélateur de la nature de son appareil.

Dans la lutte pour en finir avec le gouvernement Bolsonaro mûrit le mot d'ordre d'agitation *« Dehors Bolsonaro ! »* s'accompagnant d'une issue politique concrète. Nous le préparons par la propagande sur la Constituante comme issue politique, pour balayer les institutions pourries et Bolsonaro. Et nous le préparons en reliant la lutte pour un gouvernement du PT (avec Lula libre), comme voie de rupture avec le « système ». C'est la Constituante qui est l'unique solution à l'impasse des institu-

(1) La PEC 06 est le projet d'amendement constitutionnel remettant en cause le système de Sécurité sociale *(Ndt)*.

(2) Il s'agit a priori d'un programme visant à la privatisation des universités, notamment par la recherche de financements privés *(Ndt)*.

(3) Vale est une multinationale brésilienne depuis sa privatisation en 1997. Il s'agit d'une des plus importantes entreprises minières dans le monde. Cette entreprise est responsable de la catastrophe de Brumadhino (Rio Doce – Minas Gerais) du 25 janvier 2019 avec la rupture d'un barrage entraînant la mort de 110 personnes et la disparition de 238 autres. Une catastrophe identique impliquant la société Vale s'était produite en novembre 2015 à Mariana *(Ndt)*.

tions actuelles (le « système »). Le moment viendra pour concrétiser la façon de la convoquer.

L'issue à la tragédie Bolsonaro n'est pas une destitution institutionnelle au Congrès, où le vice-président, le général Mourão, assumerait les fonctions pour appliquer le même programme, sans rupture. Des « élections générales » ne représentent pas non plus une rupture. L'hypothétique annulation du procès de 2018 par le STF (4), dans le cadre institutionnel, amènerait Rodrigo Maia — l'homme de la réforme de la Sécurité sociale ! — à assumer les fonctions pour gouverner et présider de nouvelles élections. Dans les deux cas, on jetterait Bolsonaro pour conserver son programme, dans le respect des institutions du putsch. C'est tromper le peuple.

L'intérêt du peuple, c'est une rupture du « système », mais pour sortir du régime dans une autre direction, en commençant par l'annulation de toutes les mesures depuis le putsch.

Sans dévier d'un millimètre, nous répondons sur la place des élections municipales de 2020. Nous prendrons soin d'orienter les militants et de discuter dans le DAP une plate-forme adaptée de front anti-impérialiste contre Bolsonaro et les putschistes, avec le PCdoB, le PSOL, des secteurs populaires du PSB et du PDT, et d'autres.

Il y a également dans la CUT un processus préoccupant. La CUT a été fondée sur le principe de l'indépendance face à l'Etat, pour la liberté et l'autonomie syndicale (convention 87 de l'OIT). Mais elle s'est adaptée au long des années à la structure syndicale officielle (unicité et impôt syndical), ancienne institution d'Etat partiellement réformée par la Constitution de 1988 ; vingt ans après, le gouvernement Lula a partagé l'impôt avec les centrales syndicales. La CUT a donc abandonné la pratique de la construction d'une structure syndicale complètement indépendante. Ce qui se relie au contrôle de la CUT par ce même appareil luliste qui contrôle le PT. Ainsi, avec des contradictions importantes — notamment dans le deuxième gouvernement Dilma (*« Dehors Levy ! »*) —, la CUT a accompagné la soumission des gouvernements du PT aux institutions subordonnées à l'impérialisme.

Après la destitution de Dilma, touchée en plein cœur par la réforme du travail et les mesures antisyndicales des putschistes, la CUT a approfondi son processus d'abaissement organisationnel et est entrée dans une crise financière aiguë.

La CUT est également menacée, il faut le dire, par le parasitisme de « mouvements » — en réalité, Consulta Popular — qui suce et défigure sa vie organique, la relation avec la base syndicale. Et cela n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec les idées du « syndicat-citoyen » mis en avant à son tour dans le sommet bureaucratique de la direction.

Ce que nous devons combattre en nous appuyant sur la base de classe, en cherchant à regrouper à travers des initiatives sur le terrain syndical, pour la défense de la CUT comme centrale syndicale historiquement indépendante.

La jeunesse est mise sur le devant de la scène en raison du caractère même du gouvernement Bolsonaro. Elle supporte, moins que quiconque, l'autoritarisme et l'obscurantisme. Et elle sent son avenir menacé par les mesures dans l'éducation et par le chômage, quand ce n'est son existence même, en raison des violences dans les banlieues.

La Jeunesse révolutionnaire (JR) du PT que nous impulsons doit se lier à la lutte de masse dans les quartiers et dans les écoles — en dépassant une posture de « tendance syndicale », même si elle défend et participe aux unions UNE, UBES et ANPG (5) — pour se lier fermement aux larges secteurs qui se mobilisent et s'identifient avec le Lula persécuté politique du PT. C'est de cette manière qu'elle gagnera les masses pétistes, y compris à travers la Jeunesse du PT (JPT). Sans se focaliser sur sa direction d'apprentis bureaucrates en culottes courtes ni sur le « parlement de tendances » dans l'UNE et l'UBES, mais en toute indépendance, en luttant pour une JPT autonome.

« Lula libre » est un mot d'ordre démocratique, mot d'ordre de résistance contre l'offensive du bonapartisme juridico-militaire putschiste. Il doit être mis en avant en collant aux luttes de masse, par le PT en premier lieu, mais aussi au sein des organisations représentatives.

---

(4) STF : Tribunal suprême fédéral *(Ndt)*.

(5) *União Nacional dos Estudantes (UNE)* : Union nationale des étudiants ; *União Brasileira dos Estudantes Secundaristas (UBES)* : Union brésilienne des étudiants du secondaire ; *Associação Nacional de Pós-Graduandos (ANPG)* : Association nationale d'étudiants diplômés *(Ndt)*.

LE DAP, LA IVe INTERNATIONALE ET LE 7e CONGRÈS DU PT

Le DAP se propose *« d'agir comme le PT agissait »*. C'est le regroupement de lutte pour un parti ouvrier indépendant sur le terrain du PT, pour nous une « transition » pour la IVe Internationale.

Dans ces conditions, le DAP prépare le 7e Congrès. La première *Lettre aux membres du PT* du DAP (mai) pour *« la plus large unité possible »* sur une plateforme a évolué en juillet — après discussion et accord homogénéisant le DAP lui-même — dans le programme de la Liste DAP 210 pour l'élection de délégués nationaux. Ainsi, pour la première fois, le DAP en tant que tel est nationalement en lice pour le processus d'élections directes (PED) et intègre le bilan de la conciliation des treize années de gouvernement du PT à la racine de la situation, pour présenter sept points pour le 7e Congrès avec quelques propositions. Et le processus n'est pas achevé. Pour nous, c'est le moment, en collant à la lutte de classes, de mettre en avant le bilan de la conciliation, le rôle de gouverneurs et quelques autres propositions.

Nous sommes conscients que la bataille pour *« la plus large unité possible »* sur la plate-forme se poursuit et passe par l'inscription des présidents et listes pour le Directoire national pour reprendre et approfondir le programme pour le 7e Congrès.

Louisa Hanoune, prisonnière depuis trois mois, est un drapeau de la lutte du peuple algérien dans un processus révolutionnaire que les peuples regardent avec intérêt. Nous ne pouvons pas sous-estimer la tâche de libérer la camarade ni l'impact subjectif de cette révolution dans le regroupement pour la construction de la section. Après 847 adhésions *(au comité brésilien pour la libération de Louisa Hanoune — Ndlr)* enregistrées au 23 juillet, la 35e ENOT propose de retourner à partir du 15 septembre à l'ambassade du District fédéral et de réaliser des conférences de presse dans les Etats, dans une campagne avec le plus large éventail de forces possible.

Liste Dialogue et Action pétiste au 7e Congrès du PT

Unité pour renforcer le PT !
Pour la défense des travailleurs et de la démocratie !
Le Lava Jato est une fraude ! Lula libre maintenant !
Pour la fin du gouvernement Bolsonaro !

LA situation sociale se dégrade et l'état d'exception ouvert par le putsch de la destitution *(de Dilma Roussef — Ndlr)* s'approfondit. Nous vivons sous des institutions putschistes qui maintiennent Lula prisonnier : le gouvernement obscurantiste, militarisé et vendeur de patrie, le Congrès le plus réactionnaire de l'histoire récente et le pouvoir judiciaire manipulé par le département de la Justice des Etats-Unis.

Notre base sociale (qui vit au Brésil un drame mondial) commence à reprendre l'initiative. Des centaines de villes ont enregistré des vagues de manifestations dans les derniers mois. Le 13 août, nous irons à la journée de mobilisation et de blocages pour la défense de l'éducation et de la retraite.

Le peuple a besoin du PT avec une direction unie, avec une vision stratégique et libérée de certaines illusions.

Le PT a affronté la réforme de la Sécurité sociale. Le groupe parlementaire a voté « non » en bloc. Mais il y a eu néanmoins l'action négative de trois gouverneurs, qui ont demandé un vote favorable à des députés d'autres partis de leurs Etats. Le texte voté constitue une inacceptable réduction des droits, même si les luttes et la grève générale y ont eu un impact et que certains points ont été abandonnés. Nous devons continuer en votant « non » au deuxième tour.

Dans le processus du 7e Congrès du PT, nous proposons 7 points :

1. La lutte *contre le gouvernement Bolsonaro*, pour la défense des droits et de la démocratie, concentrée sur l'exigence de l'immédiate *libération de Lula*, avec l'annulation des procès. Et la remise en cause, en raison des irrégularités, de l'opération Lava Jato (1), dirigée par l'ex-juge Moro, est centrale.

Le gouvernement Bolsonaro est un gouvernement autoritaire, mais il est fragile, car il est à l'origine de la fraude. Aujourd'hui, il tente d'organiser un mouvement de rue pour soutenir son discours.

Dans la lutte contre ce gouvernement, il n'y a pas de place pour les illusions dans les sommets militaires. Une destitution pour pousser vers le pouvoir le vice-président, le général Mourão, conduirait au même programme. Les généraux ont été sélectionnés au sein de la désastreuse occupation militaire d'Haïti par la Minustah (2) et ils ont agi comme les PM (3).

2. Sortir de la crise passe par la défense de la souveraineté nationale et *la sauvegarde des entreprises d'Etat stratégiques* pour le développement — la renationalisation de la Vale (4), par exemple, est une question vitale pour les travailleurs et la population des alentours, et pour la préservation de l'environnement.

---

(1) Lava Jato (« lavage express ») : opération judiciaire et policière qui a commencé en mars 2014, conduite par le juge Sergio Moro, désormais ministre de Bolsonaro, avec une large couverture des grands médias, qui, s'appuyant sur de simples délations (principalement venant de grands chefs d'entreprise), a conduit à une vague de condamnations et d'emprisonnements.

(2) Minustah : Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, en opération de 2004 à 2017. La composante militaire de la mission était dirigée par l'armée de terre brésilienne et le commandant de la force était Brésilien.

(3) PM : Polices militaires *(Ndt)*.

(4) Vale est une multinationale brésilienne depuis sa privatisation en 1997, une des plus importantes entreprises minières dans le monde. Cette entreprise est responsable de la catastrophe de Brumadhino (Rio Doce – Minas Gerais) du 25 janvier 2019 avec la rupture d'un barrage entraînant la mort de 110 personnes et la disparition de 238 autres (*cf. ci-dessus, note 3 p. 14*).

3. Sortir de la crise passe par le fait de surmonter la stagnation qui augmente le *chômage et le découragement*, et par le combat contre l'énorme inégalité sociale, avec une politique pour le marché intérieur qui permette le réajustement réel du salaire minimum et s'oppose à l'exigence de l'excédent fiscal primaire du marché.

4. Pour sortir de la crise, il faut un *gouvernement démocratique et populaire avec le PT à sa tête*, avec Lula libre, qui rétablisse les programmes sociaux, qui restaure le service public, qui délimite les terres indigènes et défende l'Amazonie, qui abroge la réforme du travail, le plafond de dépenses (EC 95) (5) et tous les décrets contre le peuple de Temer et Bolsonaro.

5. Pour ce faire et pour les réformes populaires — comme la réforme agraire, celles des médias, juridique et militaire —, il faut une profonde *réforme politique* de l'Etat qui modifie radicalement les institutions. Le moyen démocratique, c'est la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, avec la légitimité d'un nouveau gouvernement et Lula libre. L'expérience démontre que, par la conciliation, on n'avance pas.

6. Dans les élections municipales, le PT doit lancer des *candidatures propres du PT*, là où cela sera possible, dans un front anti-impérialiste contre Bolsonaro et les putschistes — dans les termes du 6e Congrès du PT, avec des partis comme le PCdoB et le PSOL, et des secteurs populaires du PSB, du PDT (6) et d'autres — en abandonnant l'« alliancisme » conciliateur (7) qui nous a fait tant de mal.

7. Il est à l'ordre du jour d'avancer *sur la voie ouverte* par les résolutions du 6e Congrès, afin d'approfondir la défense du PT comme parti démocratique, populaire et socialiste.

Organisation du PT

Il faut actualiser la compréhension commune de la situation issue des élections de 2018. Il faut apprécier les succès et les erreurs de notre trajectoire avec le *bilan* des années de gouvernement du PT, comme a commencé à le faire le 6e Congrès. Nous avons besoin d'une direction qui agisse et mette en œuvre cette orientation.

Une direction engagée avec les militants et le groupe parlementaire, qui soit tournée vers la lutte de classes et non pas vers une « fédération de mandats ». Une direction qui ne remplace pas la lutte par des « fronts ». Une direction qui comprenne les fronts ponctuels et une politique plus large de front unique pour la démocratie (avec Lula libre), inséparable de la défense des droits sociaux.

Nous croyons qu'il faut investir dans la construction du parti et rénover : nous soutenons la proposition que la *Jeunesse du PT* soit reconnue comme une organisation du parti *autonome* ; nous soutenons la proposition que les Noires et les Noirs adhérents du PT s'organisent dans un *secrétariat noir* pour traiter non seulement du « combat contre le racisme », mais intégralement de leurs questions.

Camarades, faisons du 8 septembre, jour du vote au PED (8), une grande journée de manifestation nationale pour *Lula libre* !

Oui, il est possible de vaincre Bolsonaro et les putschistes !
Vive le Parti des travailleurs !

Votez pour la liste de délégués nationaux du Dialogue et Action pétiste

---

(5) EC 95 : amendement à la Constitution à l'initiative du gouvernement Temer, qui a gelé les dépenses publiques sur vingt ans.
(6) Parti communiste du Brésil (*Partido Comunista do Brasil*). Parti Socialisme et Liberté (*Partido Socialismo e Liberdade*). Parti socialiste brésilien (*Partido Socialista Brasileiro*). Parti démocratique travailliste (*Partido Democrático Trabalhista*), membre de l'Internationale socialiste.
(7) Politique d'alliance sans principe.
(8) Processus d'élections directes (PED) qui organise le vote dans le Parti des travailleurs.

MEXIQUE

Face à l'offensive de l'impérialisme, le gouvernement de Lopez Obrador et la résistance du peuple travailleur

COMME nous l'écrivions dans l'article *« Mexique, une nouvelle situation politique »* (*La Vérité,* n° 101), la mobilisation du 1er juillet 2018 de 30 millions de travailleurs et d'une grande partie du peuple sur le terrain électoral a donné lieu à un basculement de la situation politique du pays et mis en place le gouvernement de Lopez Obrador, gouvernement qui oppose une certaine résistance à l'impérialisme et se propose de récupérer d'importants éléments de la souveraineté nationale.

Le basculement politique au Mexique a lieu à un moment où le gouvernement de Donald Trump, qui poursuit la politique de Barack Obama, est à l'origine d'une campagne contre toutes les nations du sous-continent latino-américain et caribéen. Cependant, il ne s'agit pas d'une simple continuité, car l'offensive actuelle remet en question l'existence même des Etats nationaux construits par les peuples dans leur lutte du XIXe siècle. Actuellement, le Venezuela est au centre de cette offensive, dans laquelle Trump impose un blocus économique total au pays et même la menace d'une intervention militaire.

La situation politique actuelle est marquée également par l'expérience des gouvernements progressistes qui ont existé au Brésil, en Argentine, en Equateur…, lesquels, incapables d'avancer dans la rupture avec le capital financier et d'engager une politique d'unité des nations latino-américaines, ont subi des défaites infligées par les oligarchies soutenues par l'impérialisme. Trump a fait revivre le département nord-américain des colonies, l'OEA, et a créé le groupe de Lima — un groupe de gouvernements fantoches — pour menacer le Venezuela. Néanmoins, ces défaites des gouvernements progressistes se sont produites sans que l'impérialisme, étant donné la profondeur de sa crise et la décomposition des oligarchies, ait pu écraser les masses laborieuses.

Dans le cas de notre pays, depuis sa campagne électorale, Trump utilise les menaces de la construction de *son* mur contre le Mexique pour s'assurer une base électorale, mais aussi pour exprimer le contenu de sa politique, qui se résume dans la devise *« America First »* (« Les Etats-Unis d'abord »).

Au début, ce fut la campagne pour la construction du mur tout le long de la frontière de 3 400 kilomètres (en réalité, un mur a commencé à être construit sous le gouvernement de George Bush, qui s'étend maintenant sur 1 100 km). Ensuite, devenu président, il a employé la politique de « tolérance zéro » pour les immigrants, dont l'aspect le plus brutal est la séparation des familles. Il sépare les enfants de leurs parents et les enferme dans des cages. Actuellement en pré-campagne pour sa réélection, il va utiliser l'argent du budget de l'armée des Etats-Unis pour construire une partie du mur.

DE L'ALENA À LA GUERRE COMMERCIALE ET POLITIQUE, ET AU TRAITÉ MEXIQUE-ÉTATS-UNIS ET CANADA (TMEC)

Le 10 juin dernier, Trump a lancé une menace consistant à imposer des droits de douane de 5 % — qui augmenteraient progressivement chaque mois de 5 % jusqu'à parvenir à 25 % — sur toutes les marchandises mexicaines exportées vers les Etats-Unis si le gouvernement mexicain n'arrête pas le flux migratoire cherchant à entrer aux Etats-Unis, lequel vient principalement des trois pays du triangle nord de l'Amérique centrale. Le gouvernement américain a fixé un premier délai de 45 jours au gouvernement mexicain pour stopper les immigrants.

Lopez Obrador s'est engagé à réduire le flux migratoire, et, pour cela, il utilise la Garde nationale, corps politico-militaire qui vient pourtant d'être créé pour faire face à la situation de violence héritée des gouvernements antérieurs du PRI (1) et du PAN (2). Il a mobilisé 21 000 hommes, répartis entre la frontière nord (avec les Etats-Unis) et la frontière sud (avec le Guatemala).

Le 22 juillet, Mike Pompeo, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a débarqué au Mexique pour « vérifier les comptes » du gouvernement mexicain. Il s'est déclaré satisfait des résultats, mais en même temps, il a fixé un nouvel ultimatum de 45 jours supplémentaires. A l'heure actuelle, ce deuxième délai est forclos et le gouvernement est dans l'expectative, dans l'attente des nouvelles mesures que Trump pourra prendre contre le pays. Pour le moment, il a imposé à l'acier destiné au secteur du bâtiment produit par le Mexique un droit de douane de 31 % (dans le même temps, pour la Chine, le même produit est imposé à 141 %).

Les chiffres donnés sur les « migrants » par le ministre des Affaires extérieures du Mexique, Marcelo Ebrard, indique que si, au mois de mai, 144 000 personnes ont traversé la frontière nord, en juin, le nombre est tombé à 100 000, c'est-à-dire près de 31 % de moins. Fin juillet, les médias informent que le passage des émigrants a été réduit de 40 %. Bien que le gouvernement mexicain rejette formellement l'idée de faire du Mexique un « troisième pays sûr » *(c'est-à-dire « ami » des Etats-Unis — Ndt)*, dans les faits, il a joué ce rôle. Les Etats-Unis assignent au gouvernement mexicain la tâche de gardien de la frontière sud et celle de résoudre un problème qui embrasse des millions d'êtres humains expulsés par la pauvreté et la violence sociale extrême qui règnent en Amérique centrale, lesquelles ont été créées par les compagnies impérialistes elles-mêmes moyennant la réduction des prix des matières premières produites par ces pays.

Le pillage de notre pays et la pression politique sur le gouvernement vont augmenter avec le nouveau traité de « libre commerce », le Traité Mexique, Etats-Unis et Canada (TMEC), qui a été signé par le président Peña Nieto le dernier jour de son gouvernement, lors de la réunion du G20 en Argentine. De leur côté, Lopez Obrador et son organisation, le Morena (3), considérant que ce traité est positif, ont rapidement encouragé la ratification de ce même traité au Sénat (trois sénateurs de l'organisation Morena votant contre cette ratification).

Le Sénat des Etats-Unis a retardé la discussion et la ratification du traité, les démocrates et les républicains étant plongés dans la campagne des élections de 2020. Trump cherche à tirer profit de cette situation et affirme qu'il est nécessaire de revoir le traité bien qu'il l'ait déjà signé. Ce traité est pire que l'ALENA en vertu du fait qu'il est un instrument très particularisé pour imposer la domination américaine dans tous les domaines, économiques, commerciaux et technologiques.

Indiquons brièvement quelques éléments de ce traité, signé, mais non encore ratifié, par le gouvernement impérialiste : sur le fond, le nouveau traité accentue la domination des grandes entreprises nord-américaines sur l'économie mexicaine et limite même le champ d'action de l'oligarchie du pays. Il reprend du traité ALENA encore en vigueur les rubriques concernant

---

(1) *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) – Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir pendant plus de soixante-dix ans. Il perd les élections en 2000 et revient au pouvoir en décembre 2012 (Peña Nieto).

(2) *Partido Acción Nacional* (PAN) – Parti Action nationale. Il se réclame de la démocratie chrétienne. Son candidat, Vicente Fox Quesada, est élu président en 2000 et 2006.

(3) *Movimiento Regeneración Nacional* (Morena) – Mouvement de la régénération nationale fondé en 2014 par Andrés Manuel López Obrador.

le « traitement national » des entreprises américaines et les limites imposées au gouvernement mexicain en matière d'expropriations ou de nationalisations.

En même temps, il stipule des mesures valables uniquement pour le Mexique et les Etats-Unis afin d'octroyer des privilèges juridiques aux entreprises américaines favorisées par les contre-réformes du gouvernement de Peña Nieto dans les branches du pétrole, du gaz, de l'électricité, des télécommunications, des transports et des infrastructures. Il renforce également tout ce qui a trait à la propriété intellectuelle. En particulier, il repousse à dix ans le monopole sur les médicaments biologiques utilisés dans les traitements contre le cancer, l'arthrose, etc.

Finalement, entre autres traits, le TMEC condamne le Mexique à dépendre de l'achat auprès des Etats-Unis des produits essentiels pour la classe laborieuse mexicaine. Comme le dit un document du Sénat mexicain :

> « Nous ne pouvons pas ne pas mentionner le danger que recèle le fait que, sur des produits stratégiques, nous montrions une dépendance importante qui, les circonstances aidant, pourrait mettre en danger le fonctionnement économique du pays (…). Ces risques ont été identifiés par la Banque centrale, qui a fait savoir que le Mexique avait importé pour l'année écoulée des millions de tonnes de maïs jaune, de soja, de blé, de différentes semences, viande de porc, de lait, d'œufs, de poulets, de haricots, etc., sans oublier les 195 000 barils quotidiens de carburant, l'équivalent de 52 % de celui utilisé dans le pays, ainsi que le gaz naturel, les médicaments et les vaccins » (4).

NEUF MOIS DE GOUVERNEMENT OBRADOR

Le gouvernement de Lopez Obrador n'affronte pas seulement les menaces douanières. Il y a une campagne permanente de la majorité des médias, des groupes de l'oligarchie et des partis du régime, qui remet en question chacune des mesures qu'il prend. La pluie de « droits d'*amparo* » (5) qu'octroient les juges à des groupes de l'oligarchie contre les mesures d'Obrador est particulièrement illustrative de cette situation. Prenons l'exemple de la construction d'un nouvel aéroport international (l'actuel étant insuffisant) en utilisant les installations d'un vieil aéroport militaire : l'oligarchie combat ce chantier parce qu'il signifie l'annulation d'un projet multimillionnaire dont les travaux, commencés par le gouvernement antérieur, étaient déjà avancés (à hauteur de 20 %) et se combinaient avec la disparition du vieil aéroport pour le transformer en une zone de spéculation immobilière. C'est également le cas des droits d'*amparo* accordés à une couche de hauts fonctionnaires d'Etat qui refusent que soient réduits leurs hauts salaires et leurs énormes privilèges, alors même qu'Obrador a réduit son propre salaire et que la Constitution du pays établit qu'aucun fonctionnaire ne peut gagner plus que le président de la République.

Devant la pression qu'exercent les agences de notation, et avant tout la baisse de la croissance économique et la menace de la récession économique (6), le gouvernement a pris la décision d'investir près de 500 milliards de pesos (25 milliards de dollars) pour impulser les « grands projets » qu'il a proposés : la construction du « train Maya » qui reliera les agglomérations du sud-est riche en sites archéologiques, mais dont les conditions de vie sont pauvres, pour encourager le tourisme ; même chose pour le train *Transístmico*, qui reliera le golfe du Mexique à l'océan Pacifique sur la partie la plus étroite du pays (70 km), concurrencera dans une certaine mesure le canal de Panama et devrait créer des milliers d'emplois dans une zone également pauvre du pays ; et enfin, la plantation d'arbres pour la reforestation d'un million d'hectares afin de donner de l'emploi à des centaines de milliers de travailleurs, parmi lesquels il inclut les émigrants d'Amérique centrale.

---

(4) Citations extraites de *« Addenda aux considérations présentées par le Groupe de suivi du TMEC, la Commission d'agriculture, cheptel, pêche et développement rural, ainsi que par les sénatrices Susana Harp Iturribaria et Ana Rivera Rivera… »* (Sénat de la République, 19 juin 2019).

(5) Juridiquement, un « droit de recours », élément de droit à géométrie variable censé protéger juridiquement l'individu contre les excès de la loi et dont la portée dépend de la teneur de la loi, de la qualité de l'individu et du régime du pays. Ici, il a été utilisé pour défendre d'énormes privilèges, mais également pour lutter contre une « loi » abusive contre le peuple, la « loi gourdin » *(Ndt)*.

(6) Obrador avait promis dans sa campagne électorale une croissance de 4 % dès la première année de son mandat. La réalité est qu'en ce moment, elle est à 0,2 %.

Lors de ses neuf mois de gouvernement, Lopez Obrador a centré sa politique sur la lutte contre l'énorme corruption existant dans toutes les institutions de l'Etat (le *Huachicoleo* [7] dans l'industrie pétrolière, dans le système de santé, dans les finances publiques, etc.).

Il se fixe également comme objectif de reconstruire les deux principales entreprises nationales, Pemex (pétrole) et CFE (secteur énergétique). Dans le premier cas, en adoptant des mesures contre son énorme dette et contre le vol de combustibles, et en augmentant la production de pétrole, qui s'est effondrée durant les derniers gouvernements du PRI et du PAN. Et enfin, avec la remise sur pied des six raffineries existantes, ainsi que la construction d'une nouvelle, pour que le pays soit à nouveau autosuffisant dans la production des carburants.

Pour mener à bien tous ces plans, Obrador et ses secrétaires d'Etat (ses ministres) recourent à des coupes importantes dans le budget public. La presse commence à faire grand bruit sur le niveau qu'atteindraient les coupes à venir dans le budget 2020, qui sera présenté en septembre devant les Chambres.

Obrador ne touche pas aux intérêts du capital financier. Le paiement des intérêts de la brutale dette publique, de l'ordre de 11 billions de pesos (plus d'un demi-billion de dollars) *(soit 500 milliards — Ndt)* est prioritaire, tout comme le refus d'élever les impôts des grandes entreprises et de l'oligarchie.

Obrador appelle les chefs d'entreprise du pays (il a rencontré les dix plus riches) à promouvoir sa politique, qu'il appelle la *« quatrième transformation »* en référence aux étapes de l'histoire de la nation (8). Il les invite à avoir confiance en son gouvernement et à investir, en même temps qu'il leur ouvre l'industrie pétrochimique pratiquement à 100 %, en contradiction avec l'orientation qu'il a annoncée dans sa campagne électorale selon laquelle *« les produits de l'énergie doivent être entre les mains de la nation »*.

Obrador veut la paix avec le gouvernement de Donald Trump et le capital financier. Cependant, ainsi que l'indique un analyste politique, au-delà de l'existence de certains investissements, derrière les sourires et les déclarations de collaboration, le capital financier va continuer à accroître la pression et à exiger d'Obrador de nouvelles concessions.

Ce qu'exige l'impérialisme, ce sont des gouvernements fantoches comme ceux du groupe de Lima, et plus encore ! Ce qu'exigent les oligarques locaux, c'est le maintien de leurs privilèges et avec cela la corruption. Nous avons devant nous des affrontements politiques et sociaux à un niveau supérieur. L'enjeu, c'est la souveraineté et l'unité de la nation.

LES ILLUSIONS SUR OBRADOR ET LA LUTTE DE LA CLASSE LABORIEUSE

Dans la situation politique actuelle pèse la présence des 30 millions de travailleurs et de gens du peuple qui, par leur vote, leur participation dans les collèges électoraux et leur vigilance, et devant la profonde décomposition et la perte de prestige du gouvernement sortant de Peña Nieto (PRI), ont évité une nouvelle fraude électorale et imposé Lopez Obrador. Ce fut une défaite de l'impérialisme, ce fut une défaite du PRI, parti de l'Etat qui a gouverné pendant plus de 90 ans (à l'exception de deux périodes au cours desquelles, du fait de sa crise, il a dû céder le gouvernement au parti catholique, le PAN). Le régime et ses institutions ont été secoués par le mouvement des masses, ils sont en crise, mais ils ne se sont pas effondrés.

Les illusions des masses sur Lopez Obrador (les enquêtes en ce moment font état de 60 % d'opinions favorables) se maintiennent parce qu'elles voient en lui la lutte contre la corruption, la création de programmes sociaux et la solution à certaines revendications de la population telles que l'aide financière aux personnes du troisième âge, des bourses pour les jeunes, l'abrogation de la partie essentielle de la contre-réforme de l'enseignement et son évaluation-licenciement, contre laquelle s'est soulevé le corps enseignant national pendant le gouvernement de Peña Nieto. A quoi il faut ajouter son infatigable dialogue

(7) Par ce terme *Huachicoleo*, il est fait référence au vol de carburant, en particulier à grande échelle. Maintenant, on l'utilise aussi pour évoquer les vols ou les fraudes sur les médicaments dans les derniers gouvernements du PRI et du PAN.

(8) La quatrième, après l'indépendance de 1810, l'instauration de la laïcité au milieu du XIX^{e} siècle et la révolution de 1910.

permanent avec les plus pauvres à travers tout le pays.

Du fait des conditions dans lesquelles les gouvernements du PRI et du PAN ont laissé le pays — plus de la moitié de la population vivant dans des conditions de misère, de chômage, de chute du salaire réel tout au long des vingt-cinq dernières années, du développement de la violence avec le narcotrafic, de l'énorme corruption des gouvernements d'Etats et nationaux —, tout cela pousse la population à la lutte pour trouver une solution à ses besoins.

Quelques exemples pour illustrer ce qui vient d'être dit. La corruption des gouvernements d'Etat, PAN et PRI, est telle en Basse Californie que les moyens prévus pour la retraite de plusieurs milliers de professeurs ont été utilisés par le gouvernement d'Etat (PAN) pour réaliser des travaux dans lesquels le gouverneur avait ses propres intérêts. Les professeurs qui ont pris leur retraite doivent attendre entre deux et quatre ans pour recevoir leur argent, et, dans le même temps, les jeunes professeurs qui les remplacent attendent eux aussi de recevoir leur salaire. Aujourd'hui, cette situation a provoqué une mobilisation massive et a conduit la direction syndicale corporatiste à appeler à une grève des bras croisés. Le mécontentement grandit. Le gouverneur a déclaré que les finances de l'Etat étaient en faillite et attend que le gouvernement fédéral, c'est-à-dire le gouvernement d'Obrador, résolve le problème.

En même temps, devant cette situation d'agression, nous voyons surgir des luttes de travailleurs pour se doter de syndicats indépendants. Dans ce même Etat de Basse Californie, dans les cycles de l'enseignement moyen et supérieur, le gouverneur a décidé de fermer des groupes scolaires et de licencier des centaines de professeurs face à la *« nécessité de réduire le budget de l'Education »*. Les professeurs s'organisent pour éviter des licenciements et luttent pour prendre la direction du syndicat, dont les dirigeants obéissent aux ordres du gouvernement de cet Etat. Face au contrôle corporatiste du syndicat, ils décident de s'appuyer sur la décision prise par le Sénat à l'initiative de Morena, à savoir l'approbation de la convention 98 de l'OIT sur la liberté syndicale, en lançant l'initiative d'un nouveau syndicat.

D'une manière générale, il faut signaler que le vote du 1er juillet a également été une défaite des appareils syndicaux officiels (*« charros »*) pro-PRI. C'est pour eux une défaite dans la mesure où ils sont membres du PRI et qu'ils exigeaient des travailleurs de voter pour ce dernier, que ce sont des appareils qui contrôlent jusqu'à présent les secteurs les plus importants de la classe laborieuse mexicaine, des syndicats qui sont centralisés dans ce que l'on appelle le Congrès du travail. Cependant, le changement dans la situation politique accélère leur crise. Sur la frontière nord-ouest du pays, dans la ville de Matamoros, il y a eu une explosion de grèves le 12 janvier 2018 dans plus de cent usines *« maquiladoras »* pour une augmentation salariale de 20 % et une prime de fin d'année de 32 % à partir du décret d'Obrador visant à augmenter le salaire minimum de 100 % dans la zone de la frontière nord du pays, décret que les patrons (étrangers) ne voulaient pas appliquer.

L'adaptation des appareils syndicaux pro-PRI à la nouvelle situation politique du pays a été diverse. Le syndicat du pétrole, dont le dirigeant a été à la tête du pouvoir syndical tout au long de la période de l'ALENA (24 ans), un des plus corrompus et responsable du phénomène du *Huachicoleo* du pétrole, est sur la défensive. D'autres tentent de négocier avec Obrador.

La majorité d'entre eux refuse la réforme du droit du travail approuvée par les actuelles Chambres en recourant au jugement du droit d'*amparo* (9), en particulier trois mesures, qui sont :

a. les cotisations syndicales ne peuvent pas être encaissées par le patron, comme cela s'est passé jusqu'ici dans le syndicalisme officiel ;

b. l'approbation par vote secret du contrat collectif de la part des travailleurs d'une entreprise ;

c. l'existence de plusieurs syndicats dans une entreprise.

Dans les syndicats « indépendants », c'est-à-dire non affiliés à des centrales corporatistes, les mesures prises par les Chambres alimentent également une situation de crise.

Malgré les manœuvres et les adaptations des appareils syndicaux, un processus moléculaire de résistance se développe à la base chez les travailleurs pour leurs revendica-

(9) Voir note 5 p. 21.

tions et la rupture avec les pratiques du syndicalisme officiel.

LE MOUVEMENT DE RÉGÉNÉRATION NATIONALE (MORENA)

Ce qui a permis à Lopez Obrador de développer rapidement le Mouvement de régénération nationale a été sa position de rupture avec le régime du PRI, son entrée dans le PRD (10) créé par C. Cárdenas (11), qui le porta à la municipalité de la ville de Mexico, et plus tard son départ de ce parti. Les campagnes présidentielles en 2006 et 2012 comme candidat du PRD, au cours desquelles il a été victime de fraudes électorales, firent de lui un personnage national jouissant d'une énorme sympathie dans les secteurs du peuple travailleur et opprimé.

Les élections de 2018, d'un seul coup, firent que le Morena, un parti minoritaire, devienne le parti majoritaire dans les deux Chambres, et que, dans une alliance avec deux petits partis, obtienne la majorité qualifiée dans la Chambre des députés. Des individus inconnus des masses ont été élus dans les Chambres et ailleurs sous couvert de la personnalité qu'est Obrador.

La victoire de 2018 a également signifié l'entrée dans le Morena de politiciens qui ont brusquement quitté le PRI et même le PAN. La crise et l'effondrement électoral des partis historiques du régime, le PRI et le PAN, ne signifient pas pourtant que le Morena puisse les remplacer dans le maintien du régime. Neuf mois après l'installation du nouveau gouvernement, nous voyons déjà se développer la crise dans l'organisation Morena. Signalons à ce propos deux éléments.

a. Les mesures prises par les gouverneurs récemment élus. Dans l'Etat de Basse Californie, aux élections de juin de cette année, le Morena présenta comme candidat Jaime Bonilla, un individu fortuné qui a vécu aux Etats-Unis, où il a été membre du Parti républicain. Bonilla a gagné contre le candidat du PAN dans des élections marquées par une énorme abstention, avec tout juste 12 % des voix des électeurs inscrits. Sa victoire a été due à l'effondrement du PAN, qui a gouverné cet Etat ces trente dernières années. Les élections ont été convoquées pour une période de deux ans seulement afin d'unifier les dates électorales locales et nationales. Bonilla, avant même de prendre possession de sa charge, « a convaincu » (on parle d'un million de dollars) les députés de la législature sortante de porter le mandat de la période à cinq ans. La presse qualifie ironiquement cette loi de loi Bonilla.

Dans l'Etat de Tabasco, le gouverneur de Morena, élu aux élections de 2018, a présenté au Congrès local une initiative de loi (les médias appellent cette loi de la jungle *« la loi Gourdin »*) approuvée par la majorité de Morena. Elle établit de dures peines de prison contre ceux qui tentent de bloquer une route ou des édifices gouvernementaux, des actions utilisées actuellement par des masses paysannes ou différentes organisations. Ce sont deux exemples de l'activité de gouverneurs de Morena, activités rejetées par la masse et en contradiction avec les déclarations d'Obrador lui-même.

b. Nous voyons en même temps des affrontements et des différenciations apparaître à l'intérieur de Morena. Lutte pour la présidence de la Chambre des sénateurs entre les principales notabilités de cette organisation, dont les uns dénoncent publiquement les manœuvres des autres. Lutte pour le pouvoir sans que pour l'instant soient très claires les pressions sociales et politiques à l'œuvre derrière chacune de ces notabilités.

Dans la préparation du congrès de Morena, qui doit avoir lieu dans les prochains mois, des groupes agissent derrière les trois candidats à la présidence de Morena. Une lutte qui exprime les mêmes problèmes que dans les Chambres. Pour l'instant, le prestige d'Obrador comme président évite une crise majeure dans l'organisation.

L'étape politique qui s'est ouverte au Mexique, les actions de guerre commerciale et politique menées par l'impérialisme américain et le bradage auquel se sont livrés les partis pro-impérialistes électoralement vain-

(10) *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) – Parti de la révolution démocratique fondé en 1989, scission « à gauche » du PRI, qui fut battu aux élections présidentielles deux fois à la suite d'une énorme fraude.

(11) Cuauhtémoc Cardenas, fils du président Lazaro Cardenas, a réalisé la première grande rupture du PRI en 1988 et a constitué un front d'organisations avec lequel il se présenta comme candidat à la présidence cette année-là. Le régime a réalisé une première grande fraude électorale pour empêcher sa défaite et l'arrivée au gouvernement de C. Cardenas. Après la fraude électorale, Cardenas a constitué le Parti de la révolution démocratique (PRD).

cus, mais toujours actifs, d'un côté, et, de l'autre, le mouvement de résistance des masses laborieuses et opprimées qui ont fait un grand pas le 1er juillet 2018 en écrasant électoralement le PRI, infligeant ainsi une défaite à l'impérialisme : tout cela montre la nécessité et la possibilité de la constitution de la classe laborieuse comme classe indépendante, la nécessité de son indépendance, de son unité syndicale et d'une expression politique propre.

LA STRATÉGIE DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE (FUA)

Pour aider la couche de travailleurs et du peuple qui s'intègre à la lutte, il faut définir le contenu concret de la stratégie du FUA dans la situation politique où nous vivons. Premièrement, la défense de la souveraineté et de l'unité de la nation face aux menaces de l'impérialisme. Sur cette orientation, nous soutiendrons les mesures progressives que pourra prendre le gouvernement Obrador avec son organisation Morena. Nous soutenons la reconstruction des entreprises nationales, l'abrogation des directives de l'OCDE à propos de l'évaluation-licenciement dans l'enseignement…

Ce qui vient d'être dit exige en même temps de maintenir une position indépendante face au gouvernement en expliquant aux travailleurs et au peuple opprimé les positions contradictoires d'Obrador pour ce qui est de la souveraineté nationale comme pour son acceptation du nouveau traité de libre commerce avec les Etats-Unis, le TMEC élaboré et signé par le gouvernement de Peña Nieto. Nous avons salué comme positif le refus de trois sénateurs de Morena qui n'ont pas voulu ratifier ce traité.

En même temps, nous revendiquons la lutte pour l'abrogation des contre-réformes développées par les gouvernements du PAN et du PRI au moment où a été appliqué l'ALENA, avec lesquelles on a détruit ou tenté de détruite des conquêtes issues de la période de gouvernement de Lázaro Cárdenas et de la période de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque le régime du PRI a dû céder un certain nombre de conquêtes à des travailleurs du secteur public, comme par exemple le « poste fixe » (stabilité de l'emploi).

Le gouvernement de Salinas de Gortari (1988-1994, PRI) au service de l'impérialisme a mis en œuvre l'ALENA et la contre-réforme agraire, qui a ouvert la porte à la privatisation des *ejidos* (12).

Le gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012, PAN) a démantelé le système de solidarité des retraites par répartition et a livré les fonds appartenant aux travailleurs à la spéculation financière, aux prétendues Administrations des fonds pour les retraites (*Afores*), avec le soutien des dirigeants syndicaux pro-PRI et le refus des dirigeants du syndicalisme « indépendant » d'engager des actions unitaires et à l'échelle nationale.

Le gouvernement de Peña Nieto (2012-2018, PRI) a tenté de détruire par le moyen des évaluations-licenciements (sous les ordres de l'OCDE) le « poste fixe » dans le secteur des enseignants. La lutte nationale des professeurs a stoppé cette contre-réforme, ce que, finalement, a confirmé l'actuel gouvernement. Cependant, ce n'est pas la totalité des mesures de la contre-réforme de l'enseignement imposée par l'OCDE qui a été éliminée, la lutte va continuer.

Le combat pour la défense de la souveraineté nationale et contre les menaces de l'impérialisme pose la question de la nécessité de poursuivre le mouvement des masses du 1er juillet 2018, et le démantèlement des institutions antidémocratiques du régime pro-PRI. A la prochaine étape viendra l'agitation autour de l'Assemblée nationale constituante souveraine.

RÉUNION NATIONALE DE DIALOGUE ENTRE TRAVAILLEURS LE 26 OCTOBRE

Pour franchir un pas sur la voie de la lutte pour un parti indépendant de travailleurs, un parti de masse, nous préparons pour le 26 octobre prochain une réunion nationale de dialogue entre travailleurs, qui a trois objectifs centraux :

a. Discuter et le cas échéant approuver un manifeste adressé aux travailleurs et à la

(12) L'*ejido* est un bien agraire (privatisé par le gouvernement de Salinas, PRI) qui était un bien de la nation, mais dont seules les familles (à l'exclusion des entreprises et personnes morales) rassemblées sur ces terres avaient en commun l'usufruit pour y vivre et travailler. Il ne pouvait être vendu, mais uniquement transféré des parents aux enfants pour être exploité par ces derniers, d'où son énorme importance en particulier à la campagne, où il assurait la subsistance des familles de paysans pauvres *(Ndt)*.

nation, qui analyse l'offensive que le gouvernement Trump développe contre notre pays en tant qu'élément de l'offensive contre l'ensemble du sous-continent.

Un manifeste qui appelle à la lutte pour la défense et, le cas échéant, à la récupération des conquêtes des travailleurs et de la nation détruites par les gouvernements du PRI et du PAN (école publique, laïque et gratuite, retour au système par répartition et solidarité dans les retraites, abolition des Umas [13], en relation avec les contre-réformes de ces gouvernements). Un manifeste qui appelle à poursuivre la lutte pour la démocratie et la défense de la souveraineté nationale.

Un manifeste qui fixe une position de défense du gouvernement Obrador face à la politique de l'impérialisme et de soutien aux mesures de progrès qu'il pourra prendre, et en même temps qui pose la question de la nécessité de rejeter le TMEC, qui fait du Mexique le garde-frontière sud de l'impérialisme américain.

Un manifeste qui appelle à constituer des comités de dialogue entre travailleurs pour une représentation politique indépendante.

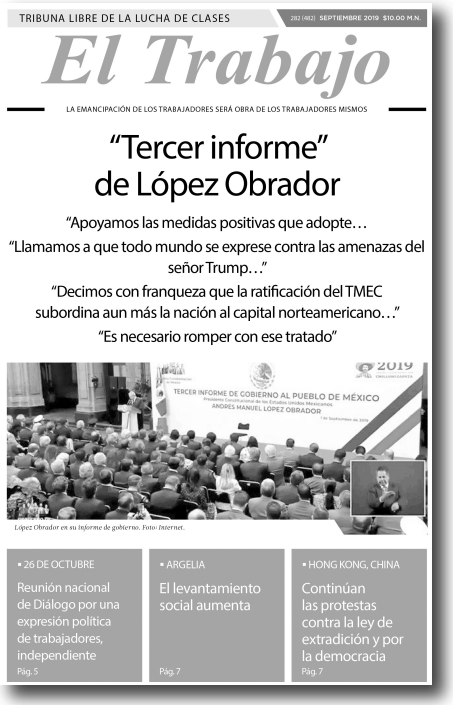
b. Donner un mandat aux camarades qui participeront à la deuxième réunion internationale du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) fin novembre.

c. Poursuivre la campagne pour la libération de Louisa Hanoune, dirigeante du PT algérien.

d. Développer une campagne de défense de la nation vénézuélienne face aux menaces du gouvernement Trump.

Luis Zapata

(13) Unités de mesure et d'actualisation : mesure créée par le gouvernement du PRI et utilisée illégalement pour indexer les amendes de circulation et autres infractions administratives sur le calcul des retraites, ce qui en réduit le montant.


TRIBUNA LIBRE DE LA LUCHA DE CLASES

282 (4ª2) | SEPTIEMBRE 2019 $10.00 M.N.

El Trabajo

LA EMANCIPACIÓN DE LOS TRABAJADORES SERÁ OBRA DE LOS TRABAJADORES MISMOS

"Tercer informe" de López Obrador

"Apoyamos las medidas positivas que adopte…
"Llamamos a que todo mundo se exprese contra las amenazas del señor Trump…"
"Decimos con franqueza que la ratificación del TMEC subordina aun más la nación al capital norteamericano…"
"Es necesario romper con ese tratado"

TERCER INFORME DE GOBIERNO AL PUEBLO DE MÉXICO
ANDRÉS MANUEL LÓPEZ OBRADOR

López Obrador en su Informe de gobierno. Foto: Internet.

▪ 26 DE OCTUBRE
Reunión nacional de Diálogo por una expresión política de trabajadores, independiente
Pág. 5

▪ ARGELIA
El levantamiento social aumenta
Pág. 7

▪ HONG KONG, CHINA
Continúan las protestas contra la ley de extradición y por la democracia
Pág. 7

« Une » de *El Trabajo*, n° 282 (septembre 2019), tribune libre de la lutte des classes, publication de l'Organisation socialiste des travailleurs, section mexicaine de la IV^e^ Internationale.

VENEZUELA

Contre l'ingérence impérialiste, pour la défense de la nation et des droits du travail

LE gouvernement des Etats-Unis est en train de porter des coups tous azimuts. Simultanément, il lance ses attaques contre la Chine et contre l'Iran. Son offensive pour reprendre le contrôle de son « arrière-cour » s'exprime avec une plus grande intensité dans sa politique interventionniste contre le Venezuela, qui vient de faire l'objet d'un embargo (un blocus), avec le saccage, la mise sous séquestre des actifs nationaux tels que, entre autres, Citgo (1) aux Etats-Unis et Monomeros (2) en Colombie. Puis, il a aggravé le blocus total sur les transactions financières internationales en cherchant à destituer le gouvernement constitutionnel de Nicolas Maduro par le biais de l'étranglement de l'économie, en rendant le pays ingouvernable, en plongeant la nation vénézuélienne dans le chaos et en faisant porter le poids de la crise économique et sociale du pays sur les épaules des travailleurs.

Près de neuf mois après le tournant qu'a représenté la reconnaissance de Guaido *(le président autoproclamé en 2018 soutenu par le Parlement — Ndlr)*, les perspectives pour que la situation évolue suivant les objectifs initiaux sont peu encourageantes pour la Maison-Blanche. Les efforts infructueux pour le changement de régime au Venezuela ont enrayé la machinerie du coup d'Etat. Le gouvernement des Etats-Unis cherche un nouveau souffle avec l'orientation qui lui semble la plus fiable : l'escalade dans la création de faux prétextes de conflits de la part de pays frontaliers avec le Venezuela, et, en particulier, dans le couloir entre la Colombie et le Venezuela.

Durant ces vingt années, les gouvernements de Chavez et de Maduro ont cherché à négocier sur un pied d'égalité avec l'impérialisme, mais on sait bien que, pour l'impérialisme, il ne peut y avoir indépendance de la part des Etats-nations, mais seulement subordination et liens de vassalité.

C'est dans ce cadre que, le 21 août, 37 militants et dirigeants syndicaux d'origines diverses réunis à Caracas ont publié une déclaration contre l'ingérence impérialiste, pour la défense de la nation et les droits du travail, en mettant au centre la question d'un regroupement politique indépendant des travailleurs et des travailleuses, étant entendu que *« Pour les travailleurs, défendre la nation, c'est nous défendre nous-mêmes »*.

DÉCLARATION ET RÉSOLUTIONS APPROUVÉES LORS DE LA RENCONTRE DU 21 AOÛT À CARACAS

Nous, travailleurs, militants syndicalistes d'origines politiques diverses, réunis à Caracas le 21 août 2019 au siège de la Caisse d'épargne des employés publics (Casep), déclarons qu'une nouvelle agression contre notre nation a été perpétrée par le plus haut représentant de l'impérialisme

(1) Citgo : compagnie de statut américain détenue par la PDVSA, raffineur et distributeur vénézuélien d'essence, de lubrifiants et d'autres produits pétroliers et pétrochimiques.
(2) Monomeros : entreprise colombienne de fertilisants utilisés dans l'agriculture vénézuélienne.

yankee au travers du décret émis le 5 août par Donald Trump. Ce décret-loi amplifie l'escalade impérialiste contre notre nation.

L'impérialisme coordonne son offensive sur le continent pour faire plier tous les gouvernements. Il cherche à reprendre le contrôle de son arrière-cour. Ses attaques contre le gouvernement de Lopez Obrador, la politique migratoire imposée au Guatemala, les nouvelles menaces contre Cuba et ses attaques bien ciblées contre le Venezuela en sont une claire démonstration. Trump a monté des provocations de guerre sur tous les continents. Il menace d'intervenir en Iran, il a engagé une guerre commerciale contre la Chine et la Russie, et il exige des autres puissances impérialistes qu'elles soutiennent ses plans, en même temps qu'il exerce une pression sur ses alliés de l'Union européenne et sur la Corée du Sud pour financer les dépenses militaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'OTAN.

La politique de Trump est l'expression de l'impérialisme qui cherche à sortir de sa crise en semant le chaos. La guerre et la dislocation des Etats-nations sont la poursuite des mesures prises par Obama, qui, le premier, a pris des sanctions contre le Venezuela. Les ingérences et les agressions de « l'Empire » (3) ont provoqué la décomposition sociale et matérielle du pays, et la ruine de la classe travailleuse. Cette situation est accélérée par les hésitations du gouvernement Maduro, qui ne prend pas de mesures exemplaires contre les capitalistes et pour la défense des travailleurs et des salaires. Pas une seule mesure de réciprocité n'a été prise contre les intérêts de l'impérialisme au Venezuela. Et les intérêts économiques de la bourgeoisie locale n'ont pas été touchés davantage, au contraire : aujourd'hui, elle se trouve à la table des négociations à Oslo pour prétendre y gagner ce qu'elle n'a pas pu gagner dans la rue.

Les nouvelles mesures de Trump, aggravant le blocus total des transactions de la nation dans le système financier international (y compris concernant les médicaments et les produits des caisses CLAP [4]), ont eu un impact encore plus brutal dans la vie du peuple travailleur. Il serait naïf de croire que c'est un blocus ponctuel en direction du gouvernement. C'est une attaque totale et directe contre la population vénézuélienne. C'est un pas en avant de plus dans la dangereuse stratégie d'étranglement de notre pays, dont l'objectif essentiel est de créer le scénario idéal pour saper les bases de l'Etat-nation et pour l'effondrement du gouvernement constitutionnel de Nicolas Maduro. Son objectif est de placer à Miraflores (5) un président qui soit un inconditionnel absolu de sa politique.

Pour nous, la défense de la nation doit être liée à la lutte pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Il est indispensable de retirer l'énorme poids de la crise qui pèse sur les épaules du peuple travailleur et de la faire reposer sur celles du capital. Ce scénario exige la participation politique organisée des travailleurs, de manière indépendante, ainsi que l'autonomie syndicale de nos organisations.

Nous sommes conscients des obstacles que nous rencontrons en tant que classe travailleuse. A la suite des agressions et face aux menaces de l'impérialisme yankee, une voie a été ouverte vers une offensive restaurationniste. Les courants privatisateurs au sein du gouvernement se fraient un chemin. Les privatisations d'actifs de la nation dans différentes branches de l'économie, la création de « zones spéciales » pour attirer de nouveaux investissements, les accords pétroliers, la privatisation d'entreprises nationalisées par Chavez, les bénéfices accordés à une certaine frange du patronat en relation étroite avec certains acteurs gouvernementaux, tout cela signifie concrètement le contrôle absolument discrétionnaire du revenu pétrolier aux mains de groupes économiques.

L'inexplicable politique agraire qui encourage la « bourgeoisie révolutionnaire » au détriment des paysans est une escroquerie et une tromperie, tout comme les « accords de listes de prix » conclus avec les monopoles. La supercherie des chefs d'entreprise vis-à-vis du Plan 50 (6) sur les prix fixés en commun dénote un mépris total envers la légitimité du gouvernement de la part du patronat. La libéralisation progressive des taux de change, qui consiste à toujours octroyer des devises aux monopoles, n'arrête en rien la

---

(3) Terme utilisé en Amérique latine pour désigner les Etats-Unis.

(4) CLAP : programme alimentaire des Comités locaux d'approvisionnement et de production du gouvernement bolivarien.

(5) *Palacio de Miraflores* est le nom du palais présidentiel de Caracas, résidence des présidents de la République bolivarienne du Venezuela.

(6) Plan 50 : plan qui cherche à garantir le prix de 50 produits, biens et services de première nécessité, jugés indispensables à la consommation des familles vénézuéliennes.

spéculation quotidienne sur le prix du dollar, ce qui entraîne en permanence une distorsion de l'économie et réduit nos salaires à néant. Et pendant que tout cela a lieu, l'ANC (7) a abrogé la loi sur les changes illicites, et maintenant le contrôle des devises de la nation est entre les mains des banques privées et des monopoles qui définissent le système de fixation des prix.

Dans ces conditions, nous décidons :

— De refuser de manière catégorique le blocus économique et l'embargo criminel imposés contre la nation et le peuple travailleur par les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union européenne, en complicité avec leurs laquais locaux et internationaux.

— De confirmer notre soutien au cadre constitutionnel et à la légitimité démocratique du président Nicolas Maduro. Nous apprécions à sa juste valeur la volonté du président de ne pas plier, de supporter des attentats, des menaces, des pressions et des offenses, en faisant appel à sa résistance, et ce jusqu'à l'extrême limite.

Cependant, la reconnaissance de son courage ne devrait pas faire oublier la remise en cause de certaines décisions de son cabinet qui n'ont pas contribué à soulager la situation de tous ceux qui, comme nous, vivent de leur salaire. Cependant, ensemble, nous avons résisté à la pression sans précédent du gouvernement des Etats-Unis.

Nous appelons à lutter pour la défense de la souveraineté, et, en même temps, de tout le cadre de protection et de garanties que le peuple travailleur a conquis ces vingt dernières années. Notre autodétermination et nos droits sont inaliénables et ne sont pas l'objet de négociations avec le capital.

Devant la situation où se trouve le mouvement des travailleurs, la constitution d'une grande force qui recherche une issue en faveur des travailleurs et pour la défense des conquêtes de la révolution bolivarienne pose pour nous la nécessité d'un regroupement politique sur le terrain propre à la classe travailleuse, et qui ne sera possible que si nous, les travailleurs, nous nous organisons de manière indépendante sur le terrain politique et syndical. Nous décidons dès lors de nous associer pour ouvrir la discussion sur l'urgence qu'il y a à construire à partir de cette réunion une représentation politique propre aux travailleurs et aux travailleuses.

Sur le terrain syndical, la nécessité se pose pour nous de combattre pour garantir l'existence de la CSBT (8) comme centrale syndicale autonome et indépendante. Sa démarche doit se fonder sur la défense de la souveraineté et de nos conquêtes, qui vont du terrain revendicatif jusqu'au politique. Pour cela, il est nécessaire de prendre en charge l'engagement de construire une forte centrale syndicale régionale et nationale. Il est vital de légitimer et de démocratiser davantage la CSBT à travers un processus électoral démocratique et participatif. Pour l'instant, nous articulerons les différents regroupements syndicaux situés sur le terrain de la défense de la souveraineté et de nos droits contre les ingérences impérialistes.

Nous décidons, de plus, d'envoyer dans les prochains jours une lettre ouverte adressée à la direction de la CSBT pour solliciter d'urgence la relégitimation démocratique de notre outil syndical.

Dans la lutte pour la restitution des salaires et le respect de nos droits, il est nécessaire de démonter immédiatement le plan de dévalorisation salariale engagé par le ministère de la Planification, ainsi que l'abrogation du mémorandum 2792 (9). Faisons en sorte que le ministère du Travail se prononce pour le respect total de la LOTTT (10) et des autres lois de protection des travailleurs. Et pour la défense des conventions collectives.

Nous décidons de constituer une coordination nationale autonome indépendante de travailleurs, parmi les militants syndicaux, les travailleurs des différentes branches dans tout le pays, afin de discuter de notre situation devant la crise et de présenter les propositions qui conduisent à défendre nos conquêtes et à garantir nos droits dans le cadre de la défense de la souveraineté. Au sens où, seulement ainsi, nous serons une classe dans la mesure où nous édifierons nos propres organisations de manière autonome et indépendante.

Caracas, le 21 août 2019

---

(7) ANC : *Asamblea Nacional Constituyente* — Assemblée nationale constituante du Venezuela.

(8) CSBT : *Central Socialista Bolivariana de Trabajadores* — Centrale socialiste bolivarienne des travailleurs du Venezuela.

(9) Mémorandum 2792 : mesures adoptées par le gouvernement (circulaire n° 2792) qui s'attaquent de fait au droit de grève et à la négociation des conventions collectives.

(10) LOTTT : *Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras* — Loi organique du travail, des travailleuses et des travailleurs.

Couvertures du précédent numéro de *La Vérité*, n° 102, édité simultanément en cinq langues : français, anglais, espagnol, portugais, allemand.

EUROPE

« Des émeutes à redouter »
(selon un rapport du gouvernement britannique)

LA crise politique qui n'a cessé de s'approfondir ces derniers mois en Grande-Bretagne, brisant le Parti conservateur, provoquant en son sein une vague d'exclusions, de démissions de ministres et de députés, et bouleversant de fond en comble le fonctionnement de la plus vieille démocratie parlementaire du monde, a plongé tous les commentateurs politiques dans une profonde perplexité.

GRANDE-BRETAGNE : *"D'IMPORTANTS MOUVEMENTS DE MÉCONTENTEMENT, VOIRE D'ÉMEUTES, SERAIENT À REDOUTER"* (SELON UN DOCUMENT OFFICIEL INTITULÉ *YELLOWHAMMER*)

Le spectacle d'un Premier ministre, Boris Johnson, qui, à peine nommé, suspend le Parlement, jure qu'il ne se soumettra pas aux décisions des députés, qu'il ira jusqu'à braver le *royal assent* (1) et qui va jusqu'à lancer dans cette vénérable assemblée un tonitruant : *« Plutôt crever la gueule ouverte ! »*, n'a pas de précédent dans l'histoire récente du pays.

Le 9 septembre, jour où le Parlement votait, avant d'être suspendu, contre la proposition de Boris Johnson de convoquer des élections anticipées, l'éditorialiste des *Echos* s'inquiétait en ces termes :

> « L'issue des événements — *écrivait-il* — est d'abord tellement indécise qu'elle constitue un cas d'école des difficultés des démocraties à gouverner — et il s'agit de la plus ancienne qui soit (...). La conclusion est que les vingt-sept autres pays devraient réfléchir à une initiative sur le Brexit pour montrer qu'ils ne sont pas seulement des spectateurs narquois. Ils doivent surtout prouver que l'Europe a un projet pour les 446 millions d'habitants restant à bord. »

En invitant les gouvernements des vingt-sept à se garder de toute attitude « narquoise », l'éditorialiste du quotidien français du capital financier leur conseillait poliment de prendre la mesure de ce qui se jouait réellement derrière la farce de Westminster. En les appelant à « prouver » que l'Europe a un « projet » pour ses 446 millions d'habitants, il soulignait cruellement l'absence d'un tel « projet » et la menace qu'elle faisait peser sur l'ordre politique de tout le continent.

AU MOMENT OÙ SE JOUAIT LE "DRAME" DE WESTMINSTER...

Au moment où se jouait le « drame » de Westminster, le gouvernement italien tombait. Il tombait victime des contradictions qui opposaient depuis des mois ses deux composantes, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles (M5S). Il était remplacé, au pied levé, par un gouvernement Conte n° 2 réunissant dans une coalition tout aussi insolite et fragile que la précédente le Mouvement 5 étoiles et, cette fois, le Parti démocrate de Renzi, le parti qui avait été rejeté et écrasé aux dernières élections législatives.

---

(1) *Royal assent* : sanction royale ou assentiment royal, acte par lequel le monarque promulgue un projet de loi adopté par le Parlement, et qui lui donne force de loi *(Ndlr)*.

En Allemagne, la position de Merkel, traditionnellement présentée comme le solide pôle de stabilité de toute l'Europe, était ébranlée. Les élections régionales du 1er septembre en Saxe et dans le Brandebourg venaient confirmer l'effondrement de la CDU et du SPD, partenaires de son gouvernement de Grande Coalition et partis historiques sur lesquels a reposé l'ordre institutionnel en Allemagne depuis 1949. Et ce, précisément au moment où, brusquement, l'industrie allemande ralentissait, victime des premiers signes d'une récession mondiale.

L'Espagne offrait le spectacle d'un pays plongé depuis des mois dans l'incapacité de se doter d'un gouvernement, obligé de convoquer de nouvelles élections le 10 novembre, exprimant la crise du régime monarchiste.

Quant à la France... en dépit de l'autosatisfaction affichée par le président Macron et par sa cour, tout le monde retient son souffle en prévision du moment où le gouvernement va devoir entrer dans le vif de la « réforme » de tout le système des retraites issu des conquêtes de 1945.

Il aura rarement été donné de voir les principaux Etats européens entrer simultanément — comme aujourd'hui — dans une crise politique et institutionnelle de cette ampleur.

Tous les gouvernements, quelles que soient leur composition et la forme de leurs institutions, se heurtent à un rejet profond qui frappe leurs décisions d'illégitimité. Au moment où la récession mondiale s'annonce et où ses conséquences commencent à se faire durement ressentir, tous les signes indiquent que *« en haut, ils ne peuvent plus gouverner comme avant »* — pour reprendre la célèbre formule de Lénine.

C'est dans ce contexte que Draghi, affolé par les signes précurseurs indiscutables d'une récession mondiale, annonçait le 12 septembre un nouveau plan de la Banque centrale européenne (BCE), avant de passer le relais à Christine Lagarde. Il confirmait la poursuite de la baisse des taux d'intérêt — qualifiée de suicidaire par une partie des banquiers centraux. Il annonçait l'engagement d'un nouveau plan de rachat massif de dettes par la BCE (la « planche à billets »), au risque de faire éclater les bulles spéculatives qui n'ont cessé de se former à l'ombre de la politique « d'assouplissement quantitatif » mise en œuvre par les principales banques centrales.

Il soulignait, ce 12 septembre, la gravité de la situation et essayait de convaincre les Etats — en particulier l'Allemagne — de rompre avec le « dogme de l'orthodoxie budgétaire » pour investir massivement dans les infrastructures. Acculé par les développements de la crise mondiale, il était contraint de prendre le risque d'ouvrir une crise à Berlin, de provoquer une nouvelle fois un débat explosif au sein même des instances dirigeantes de l'Union européenne (UE) et — pour citer une nouvelle fois Lénine — d'ouvrir dans le dispositif de gouvernance de l'UE *« une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin »*.

L'incertitude dans laquelle sont entrés tous les gouvernements est aggravée par la crainte panique de l'incident contingent qui provoquera l'effondrement. Ils mesurent la résistance profonde et sourde qui, si elle ne s'est pas encore manifestée dans toute sa puissance, continue de mûrir dans les profondeurs de chaque pays.

En dépit des obstacles dressés par les vieilles directions, les signes ne trompent pas : la résistance tâte le terrain. Elle se fraie, sous des formes largement inédites, son propre chemin. Les travailleurs et les peuples cherchent, pas à pas sur tout le continent, à se rassembler pour bloquer les « réformes » structurelles dictées dans chaque pays par le capital financier en pleine crise.

C'est cette résistance qui est à la base du rejet « dégagiste » de toutes les forces politiques qui se sont soumises et associées à la mise en œuvre, simultanément dans toute l'Europe, de ces plans de destruction de toutes les conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière. C'est elle qui provoque l'inquiétude de l'éditorialiste des *Echos* devant ce qu'il nomme les *« difficultés des démocraties à gouverner »*.

Soyons clairs : le Brexit dépasse largement le domaine des futures relations qui seront établies entre la Grande-Bretagne et le continent. Il est l'expression du début de désintégration de l'édifice déjà instable de l'UE et de l'inexorable déclin de toutes les vieilles puissances impérialistes européennes, entraînées dans les soubresauts de la crise de tout le système de domination impérialiste à l'échelle mondiale.

LE RÔLE DE LA CITY

Revenons au Brexit. Lors du référendum du 23 juin 2016, 52 % des électeurs ont voté pour que la Grande-Bretagne se retire de l'Union européenne. C'est le produit de la combinaison originale de deux facteurs. D'un côté, une fraction de représentants du capital financier s'est prononcée pour quitter l'UE, et, de l'autre, une large couche de l'électorat ouvrier du Labour a manifesté son rejet de décennies de politique violemment anti-ouvrière impulsée par Thatcher et poursuivie par Blair et le New Labour dans le cadre de la politique de l'UE — après la ratification par la Grande-Bretagne de l'Acte unique en 1986 et du traité de Maastricht en 1993. Ils ont voté pour se libérer de cette politique incarnée par le carcan de l'UE. Pour comprendre les raisons qui ont poussé une fraction du grand capital à appeler à quitter l'UE, il faut revenir sur le rôle de la City.

Dans son livre *Crashed,* l'historien britannique Adam Thoose rappelle les conditions dans lesquelles a évolué et s'est développée la City à partir des années 1950. Il écrit :

> « Après la Seconde Guerre mondiale, le système monétaire créé par les accords de Bretton-Woods a cherché à restreindre les flux des capitaux spéculatifs, donnant ainsi au ministère américain des Finances et à la Fed la mainmise sur la situation. L'objectif est de limiter l'instabilité monétaire et de gérer la pénurie mondiale de dollars, mais, pour ce faire, les autorités américaines doivent appliquer le type de mesure que l'on attribue aujourd'hui à la Chine. Ce sont des entraves au secteur bancaire privé.
>
> A partir des années 1950, avec la coopération des autorités britanniques, la City de Londres devient un centre financier qui contourne ces régulations. Les banques britanniques, américaines, européennes puis asiatiques commencent à se servir de Londres comme centre de dépôts et de prêts en dollars non réglementé. (...). Dans les années 1960, les comptes en eurodollars de Londres sont le cadre fondamental d'un marché financier mondial qui échappe largement aux réglementations.
>
> Par conséquent, ce que nous qualifions aujourd'hui d'hégémonie financière américaine a une géographie complexe. Elle n'est pas plus réductible à Wall Street que la fabrication d'i-Phones peut être réduite à la Silicon Valley. L'hégémonie du dollar émerge par le biais d'un réseau. C'est en passant par Londres que le dollar devient une monnaie mondiale (...).
>
> Au début des années 1980, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont aboli toute forme de restriction sur les flux de capitaux, ce qui est suivi, en octobre 1986, par un "Big Bang" de la libéralisation adopté par Margaret Thatcher. La City de Londres s'ouvre alors pleinement aux investissements extérieurs : des structures multiséculaires ressemblant plus à des confréries sont sacrifiées pour répondre à l'impératif de créer un centre financier vraiment mondial (...).
>
> Pour beaucoup des transactions mondiales les plus rapides, Londres — et non Wall Street — a la préférence des investisseurs. En 2007, 35 % de l'activité mondiale de change, soit la somme ahurissante de mille milliards de dollars par jour, est gérée par des systèmes informatiques de la City (...).
>
> Dix ans après le Big Bang de Margaret Thatcher, face aux fortes pressions que subit le secteur bancaire local, le gouvernement New Labour de Tony Blair entreprend de poursuivre l'optimisation fiscale de la City. Neuf organismes spécialisés de régulation sont regroupés en une seule instance, l'Autorité des services financiers (FSA). La supervision des services financiers n'a jamais été aussi réduite (...).
>
> La libéralisation du Royaume-Uni affranchit non seulement les marchés britanniques, mais sert de levier pour éjecter les réglementations en vigueur ailleurs dans le monde. Les échanges d'informations des deux côtés de l'Atlantique entraînent un allègement progressif des restrictions aux Etats-Unis comme en Europe. Les célèbres décisions américaines de libéralisation prises par le gouvernement de Bill Clinton à la fin des années 1990, qui abrogent les dernières restrictions financières datant du New Deal, sont prises dans ce contexte. »

Impossible, pour comprendre ce qui se passe, de faire abstraction de la façon dont le système financier mondial a cherché en permanence à se restructurer depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour desserrer les contradictions qui minent le système fondé sur la propriété privée des moyens de production et pour tenter d'assurer, coûte que coûte, le fonctionnement et l'extension parasitaire des marchés, il s'est engagé dans une fuite en avant qui arrive aujourd'hui à échéance.

NIXON A OUVERT LA VOIE...

C'est Nixon, qui, en suspendant la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971, a ouvert la voie à une déréglementa-

tion sans précédent des marchés financiers et à ses conséquences incontrôlables.

L'impérialisme britannique, détrôné à l'issue de la guerre de sa place de première puissance mondiale par les Etats-Unis, s'est attaché à inscrire la City dans la restructuration du système financier mondial qui s'était opérée autour du dollar comme première monnaie de réserve internationale.

En Grande-Bretagne, après avoir remporté, en 1985, une victoire contre la grève des mineurs et porté un coup terrible aux syndicats ainsi qu'à toutes les relations sociales du pays, Thatcher s'attaque à la réorganisation de la City afin d'offrir la plate-forme déréglementée dont avait besoin le système financier mondial pour ouvrir, en se libérant de toutes les entraves réglementaires — en particulier celles héritées du New Deal —, un champ infini aux développements parasitaires de la finance.

L'impérialisme britannique a tout fait pour tenter de maintenir la City à son rang de première place financière mondiale en l'adaptant au rôle de paradis fiscal déréglementé dont avaient besoin les marchés. Il l'a fait en sacrifiant l'essentiel de ses autres industries, déconnectant toujours plus l'avenir de la City de celui du vieil appareil productif du pays, vouant des régions entières et leur population à la misère.

A l'évidence, la fraction du capital financier qui a décidé de combattre pour quitter l'UE aspire à aller plus loin encore dans cette direction et, pour cela, à se libérer de toutes les contraintes politiques et réglementaires qui lient la Grande-Bretagne à l'UE. Ses porte-parole le disent clairement. Le 30 avril 2019, le correspondant à Londres du journal français *Le Monde* écrit, citant le régulateur financier britannique :

> « Andrew Bailey a prononcé, mardi 23 avril, un discours important pour l'avenir de la City. Le directeur de la Financial Conduct Authority (FCA), le régulateur financier britannique, a dressé les grandes lignes de ce que pourrait devenir la régulation après le Brexit. Et ça rappelle beaucoup ce qui se pratiquait avant la crise de 2008, aux plus belles heures de la régulation dite "light touch". Une décennie après l'implosion du système financier, la tentative de dérégulation refait surface au plus haut niveau de la City (...).
>
> Le revers de la médaille — *commente le correspondant du* Monde — est malheureusement connu de tous depuis la crise de 2008. Dans les années 2000, la City se vantait de sa régulation simple et peu codifiée, surnommée à l'époque "light touch". Tout cela s'est terminé par une implosion du système, une violente récession, une décennie de stagnation du pouvoir d'achat... »

AVEC OU SANS "DEAL"...

Quelle que soit la décision prise, avant, pendant ou après le 31 octobre, ce sera, pour les millions de travailleurs britanniques et leurs familles, une impasse. Avec ou sans « deal », avec ou sans rétablissement des droits de douane..., la Grande-Bretagne est entraînée dans la récession qui frappe d'ores et déjà toute l'Europe.

S'il est évident qu'un « no deal » menace de provoquer une période de chaos aux frontières (des deux côtés de la Manche) entraînant des pénuries de produits de première nécessité, cela ne peut nous faire oublier la façon dont le Brexit se combine avec le ralentissement général de l'activité économique mondiale, dont il est lui-même une expression.

Avec ou sans « deal », les dommages sont déjà là, immenses. Les « investisseurs » ont mis à profit la période de paralysie du gouvernement britannique pour anticiper le ralentissement de l'économie, qui annonce le début d'une récession mondiale. Ils ont réduit leurs investissements dans l'industrie automobile, qui se sont, de fait, arrêtés, et ont commencé à réorganiser leurs chaînes de production, se dégageant purement et simplement, pour un certain nombre d'entre eux, de Grande-Bretagne.

Ce qui vaut pour la Grande-Bretagne et le Brexit vaut pour l'Allemagne.

Si des secteurs déterminants du capital financier ont, en Grande-Bretagne, mis toutes leurs forces dans la bataille au service de la constitution d'un gigantesque « paradis fiscal » (une lessiveuse planétaire) au milieu d'un champ de ruines, au risque de disloquer le Royaume-Uni, l'impérialisme allemand, lui, a pensé résister à la spirale de déclin dans laquelle les vieilles puissances impérialistes européennes sont entraînées en misant tout sur une politique industrielle offensive, axée sur l'exportation. En vain !

Il a affaibli les conventions collectives, précarisé le travail en Allemagne et organisé des secteurs de sous-traitance intégrés à son appareil productif dans les pays à bas salaires d'Europe centrale et orientale. Et il

a suffi que la demande chinoise — notamment dans l'automobile — ralentisse pour que tout son formidable appareil productif soit ébranlé.

IL A SUFFI QUE LA DEMANDE CHINOISE RALENTISSE...

« Nous ne nous dirigeons plus vers la crise, nous sommes en plein dedans ! », s'est exclamé l'un des responsables du Salon de l'automobile de Francfort.

Si ce n'est pas à proprement parler le produit du Brexit, l'onde de choc du ralentissement allemand s'est d'ores et déjà étendue à toute l'Europe.

> « Quand le premier moteur économique de l'Europe s'enrhume — *écrit* Le Monde *(16 août 2019)* —, l'ensemble de ses voisins prennent froid. En particulier ceux dont les chaînes de production sont hautement intégrées au secteur industriel allemand.
>
> C'est notamment le cas de la République tchèque : les exportations de Prague vers le pays de la chancelière Angela Merkel pèsent en valeur près de 25 % du Produit intérieur brut (PIB). La Hongrie et la Slovaquie (20 %) sont presque aussi dépendantes de l'industrie germanique, tout comme la Pologne et la Slovénie (plus de 10 %) ou encore la Bulgarie et la Roumanie (plus de 5 %). »

On imagine l'impact social et politique de la combinaison du Brexit et du « coup de frein » allemand sur une industrie (automobile et machines outils) aussi étroitement interconnectée à l'échelle de l'Europe...

Le « ralentissement chinois » qui vient de précipiter l'Allemagne dans la récession serait, selon de nombreux commentateurs, la conséquence de la « guerre commerciale » engagée par Trump.

Patrick Artus, chef économiste de Natixis, nuance cette appréciation. S'il est évident que la « guerre commerciale » a des effets négatifs sur le commerce mondial et constitue un facteur de son ralentissement, ce n'est pas là l'essentiel, leur dit-il :

> « La panne de croissance de la Chine n'est pas liée à la demande extérieure, mais à la consommation intérieure. Les constructions neuves, les ventes de voitures, l'investissement sont au point mort. La production d'électricité aussi (...). La Chine — *insiste-t-il* — rencontre des problèmes liés au vieillissement de la population, à la saturation des besoins, c'est infiniment plus impactant que les droits de douane de Trump. Et cela explique, en partie, le ralentissement mondial. »

Bref, il n'y a pas de miracle. La Chine se heurte aux limites de ce que peut absorber son marché. Son immense marché intérieur ainsi que ses énormes réserves de main-d'œuvre, taillables et corvéables à merci, ont attiré les surplus de marchandises et de capitaux qui ne trouvaient pas à s'investir sur un marché mondial saturé. Il n'en demeure pas moins que la Chine est dans l'incapacité d'absorber les surplus mondiaux.

À L'ORIGINE DE LA "GUERRE COMMERCIALE"

On nous présente la guerre commerciale engagée par Trump comme le produit des lubies d'un président fantasque. Ce qui induit le raisonnement selon lequel il suffirait de le remplacer et de revenir au « multilatéralisme » d'antan pour en finir avec les menaces que cette « guerre » fait peser sur le monde.

C'est une façon de faire oublier ce qui est à l'origine de cette « guerre » et qui tient essentiellement au fait que les Etats-Unis, première puissance impérialiste mondiale, impriment la monnaie de réserve mondiale, en vertu du *« privilège exorbitant »* dénoncé en son temps par Giscard d'Estaing.

> « Le pays qui émet la monnaie de réserve internationale dominante a une économie qui inspire confiance — *poursuit Patrick Artus* —, ce qui assure sa solvabilité extérieure et sa solvabilité budgétaire. Cela conduit les autres pays à adopter la monnaie de ce pays comme monnaie de réserve. C'est ce qui s'est produit avec le dollar américain à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.
>
> Mais on voit apparaître une difficulté grave. Soit les Etats-Unis conservent une balance extérieure équilibrée ou excédentaire ; ils maintiennent alors leur solvabilité extérieure et la solidité de leur monnaie, mais n'offrent plus assez de dollars au monde, ce qui conduit à une crise de liquidités mondiale. Soit les Etats-Unis connaissent un déficit extérieur croissant ; l'augmentation de leur dette extérieure offre au reste du monde une quantité de dollars suffisante pour nourrir la liquidité mondiale ; mais leur solvabilité se dégrade, la confiance dans le dollar recule (...). Les Etats-Unis abusent de cette position pour s'endetter.

> La dette extérieure nette des Etats-Unis atteint 48 % du Produit intérieur brut (PIB) américain (elle était nulle en 1990) ; la dette publique des Etats-Unis atteint 115 % du PIB, contre 68 % en 1990 (...). Les Etats-Unis ont utilisé le rôle international du dollar pour conserver depuis 1992 un déficit extérieur continuel, qui s'accroît à nouveau aujourd'hui avec les politiques de relance de la demande menées par Trump. »

Ce faisant, l'impérialisme le plus puissant, sur lequel repose en grande partie le maintien de l'ordre mondial, porte les déficits budgétaires à des niveaux insupportables.

Pendant des années, les échanges entre la Chine et les Etats-Unis ont été organisés de façon très simple. Les Américains achetaient des produits chinois peu chers. Les Chinois finançaient leur déficit extérieur pour pouvoir vendre plus. Cela ne posait pas de problème aux Etats-Unis. En 2014, les Chinois ont décidé d'arrêter d'accumuler des réserves de changes en dollars... D'où la crise.

La politique de l'impérialisme dominant, en creusant le déficit budgétaire des Etats-Unis, mine la confiance des investisseurs dans les obligations émises par ces mêmes Etats-Unis et, par voie de conséquence, les prive de centaines de milliards de dollars dont ils ont besoin pour fonctionner et financer le budget de 1 000 milliards de dollars de la défense. C'est cette contradiction, expression de la contradiction fondamentale de tout le système de domination mondiale de l'impérialisme, qui nourrit la politique de chantage et de coups de force permanents de Trump.

Les dirigeants européens, Macron en tête, peuvent discourir à n'en plus finir sur l'ambition qui serait la leur de s'interposer dans cette « guerre » et d'imposer un retour au multilatéralisme, ils sont hors-jeu. On ne reviendra pas aux accords de Bretton-Woods, ils ont volé en éclats sous les effets des contradictions qui ne cessent de disloquer le marché mondial.

UNE BULLE CONSIDÉRABLE S'EST FORMÉE... ET L'AIGUILLE QUI LA PERCERA SE RAPPROCHE

Lorsque Nixon a décidé, le 15 août 1971, de suspendre la convertibilité du dollar en or, l'OCI (section française de la IV^e^ Internationale) a publié une déclaration qui disait :

> « Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme US a **"trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires"**. Il en est des USA comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont tout à la fois **"trop exporté", "trop importé"** (…). Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure. **Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites,** malgré l'économie d'armement il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production. »

Cinquante ans plus tard, tout le monde s'inquiète du stade auquel le système financier mondial a été conduit par l'orgie de déréglementations ouverte par la décision de Nixon.

L'éditorialiste de la chronique *« Economie et entreprise »* du *Monde* écrit le 10 septembre 2019 :

> « Mercredi 4 septembre, l'entreprise la plus fortunée du monde, Apple, assise sur son trésor de 200 milliards de dollars, a jugé qu'il était temps d'emprunter un peu d'argent. Elle a émis pour sept milliards de dollars d'obligations, des titres de dette, alors qu'elle ne sait manifestement quoi faire de son argent.
>
> Elle n'était pas la seule. La semaine dernière a vu un déluge d'émissions d'obligations sans précédent s'abattre sur Wall Street (...). Un record historique qui s'est propagé sur toutes les classes de dettes et sur toute la planète, avec un montant jamais vu de 150 milliards de dollars. Du côté des acheteurs, la raison de cet engouement est la même que celle qui prévaut depuis que les banques centrales ont baissé drastiquement les taux des obligations d'Etat. Ce placement sans risque ne rapportant plus rien, voire coûtant de l'argent, les investisseurs se sont reportés sur les obligations des grandes entreprises, qui sont un peu plus rémunératrices que les bons du Trésor américain, avec un risque faible (...).
>
> Ces dollars tout frais vont servir en grande partie à soutenir le cours de Bourse en procédant à des rachats d'actions. Une tactique bien maîtrisée par les entreprises américaines. Une société comme Starbucks doit l'essentiel de la progression de son cours ces dernières années à cette pratique. La firme a annoncé la semaine dernière qu'elle allait lancer avant fin 2019 un nou-

veau programme de rachat destiné à compenser l'effet sur son titre d'une croissance moins forte que prévu (...). Ainsi, les taux bas poussent les investisseurs vers les entreprises qui trouvent si facilement de la dette que celle-ci leur permet de soutenir un cours de Bourse de moins en moins lié à leur croissance intrinsèque. **Un cercle vicieux** (...). Une bulle considérable s'est formée et l'aiguille qui la percera se rapproche. »

LE SYSTÈME FINANCIER MONDIAL EST UN TOUT

Le système financier mondial est un tout. Le moindre accident sera immédiatement répercuté à tous les rouages du système, qui sont imbriqués comme ils ne l'ont jamais été à l'échelle mondiale. Le sort des travailleurs et des peuples européens, le sort des peuples britannique, allemand, italien, français, tchèque, slovaque... n'a jamais été aussi étroitement lié à celui des peuples algérien, soudanais, brésilien qui se dressent contre l'impérialisme... La rupture d'une chaîne d'approvisionnement, la faillite d'une banque, une variation brusque du prix du pétrole peuvent à tout moment provoquer l'effondrement du système financier, entraînant une destruction massive de forces productives, semant ruines et désolation sur tous les continents.

Le monde de la finance ne cesse d'ausculter les faiblesses qui apparaissent dans la longue chaîne de relais qui constituent le système financier mondial. L'Europe occupe, dans l'inventaire de tous les dangers, une place de choix.

L'Union européenne a été la tentative la plus élaborée entreprise après la guerre, sous l'égide de l'impérialisme américain, pour tenter de surmonter les contradictions opposant les vieilles nations européennes entre elles et d'ouvrir un marché à la dimension de ses monopoles impérialistes.

Elle implose sous la pression combinée de la résistance des peuples, qui n'a pas cessé un seul instant, et des contradictions inter-impérialistes que fait renaître de plus belle la « guerre commerciale », expression de la dislocation en cours du marché mondial. Si l'UE a réussi à se doter d'une monnaie unique pour tenter de s'opposer à l'éclatement d'une guerre des changes entre monnaies européennes, elle a été incapable de se doter des institutions qu'impliquait la monnaie unique, se heurtant là encore à la résistance des peuples refusant de renoncer à leurs prérogatives de souveraineté. Elle a été incapable de se doter d'un véritable budget européen, d'un marché financier intégré capable d'émettre des *euro-bonds* (euro-obligations)...

Il en résulte que ses banques apparaissent aux yeux des représentants des secteurs dominants du capital financier particulièrement menacées. Une situation que résume parfaitement le patron d'un des principaux hedge-fund de la planète (Bridgewater) :

> « L'Europe est très risquée — *déclare-t-il* —, car la politique monétaire est presque en panne de carburant, elle est fragmentée politiquement et elle ne participe pas à la révolution technologique. »

Si l'Europe n'a pas, à l'évidence, la dimension requise pour se faire une place dans la guerre que se mènent les grands monopoles impérialistes pour le contrôle des marchés, si ses vieilles puissances impérialistes sont inexorablement entraînées dans le déclin, si le centre de gravité du marché mondial s'est déplacé vers l'Asie, vers son immense marché intérieur et ses non moins immenses « réserves » de bas salaires... ce serait une grave erreur de voir dans cette nouvelle disposition des forces une réorganisation (voire une stabilisation), même momentanée, du marché mondial.

Le « ralentissement chinois » illustre l'impasse politique que représente l'intégration à marche forcée de l'économie chinoise dans le cadre du marché mondial dominé par l'impérialisme américain. Il témoigne de la résistance des masses chinoises à l'exploitation forcenée réalisée par la bureaucratie au compte de l'impérialisme.

A sa manière, le peuple de Hong Kong, soucieux de préserver et d'arracher toutes les conquêtes démocratiques capables de lui garantir, pour l'avenir, le droit à l'organisation indépendante de classe, opère la jonction avec la résistance grandissante de la classe ouvrière du continent.

A l'opposé d'une réorganisation du système, le déplacement de l'axe du marché mondial vers l'Asie annonce l'entrée dans la pire crise (pour ne pas dire une « ultime » crise) de tout le système de domination impérialiste. La pression de l'impérialisme américain, faite de coups de boutoir désordonnés, pousse l'immense masse du prolétariat et du peuple chinois à entrer en scène pour résister à la surexploitation des capita-

listes chinois protégés par la bureaucratie alliée de l'impérialisme.

UNE NOUVELLE ÉTAPE DE L'HISTOIRE DE LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE ÉTROITEMENT COMBINÉE À SES DÉVELOPPEMENTS MONDIAUX

Revenons à l'Europe. Un document de cinq pages, intitulé *« Yellowhammer »*, émanant du gouvernement britannique, détaille les différentes hypothèses d'un Brexit sans accord. Il envisage des hausses des prix qui affecteraient les populations les plus vulnérables, des pénuries diverses, etc., et ajoute que d'importants mouvements de mécontentement, voire *d'émeutes*, seraient à redouter. Difficile de dire plus clairement la panique qui saisit les sommets gouvernementaux en Grande-Bretagne. Et pas seulement en Grande-Bretagne.

Dans les notes sur l'Europe adoptées par le secrétariat international de la IVe Internationale en janvier 2019, nous écrivions :

> « Une nouvelle étape de l'histoire de la lutte des classes en Europe est en train de s'ouvrir. Si la vague qui se prépare à déferler est comparable, par sa puissance, à la vague révolutionnaire qui a balayé toute l'Europe en 1945, la comparaison s'arrête là.
>
> En 1945, l'impérialisme américain victorieux se partageait avec Staline la tâche du maintien de l'ordre sur le continent. L'appareil stalinien, au faîte de sa puissance, jouait le premier rôle dans la défense et la reconstruction des Etats bourgeois.
>
> Aujourd'hui, c'est d'un tout autre paysage politique qu'il s'agit.
>
> Tous les partis politiques (de droite comme de gauche) qui ont animé la vie politique dans le cadre de l'Etat national sont balayés comme vestiges de cet Etat national dépassé et disloqué par les coups de boutoir des monopoles impérialistes.
>
> Tous les partis politiques, à commencer par les partis staliniens et social-démocrates de tous les pays européens, sont rejetés par les masses qu'ils prétendaient représenter. Tous les pays sont touchés sous des formes qui leur sont propres, qu'il s'agisse de l'agonie d'un parti comme le PS en France ou bien de la crise qui déchire le Labour en Grande-Bretagne, où, autour de Corbyn, se mène la lutte pour vaincre la vieille direction blairiste. Un rejet qui déstabilise profondément les appareils dirigeants des organisations de classe, ouvrant un large champ au combat pour la défense de l'indépendance de ces organisations. »

C'est dans cette combinaison qu'il faut chercher l'origine de l'explosion spontanée des Gilets jaunes. C'est là qu'il faut chercher la cause de son impact à la base des organisations de classe, en France comme dans tous les pays européens.

> « C'est le surgissement au grand jour — *écrivions-nous dans la déclaration du secrétariat international* — de cette majorité de la population appauvrie et progressivement exclue de ses droits fondamentaux par la succession des politiques de contre-réformes dictées dans toute l'Europe par le capital financier et coordonnées par les instances de l'Union européenne. »

Et nous insistions :

> « Ils se sont organisés spontanément pour bloquer les ronds-points dans tout le pays, sans l'autorisation des directions censées les représenter et qui n'ont cessé d'accompagner depuis des décennies les politiques de contre-réformes des gouvernements successifs, multipliant les journées d'action sans lendemain.
>
> Ils se sont organisés par eux-mêmes, refusant les "porte-parole" que de toutes parts on a essayé de leur fabriquer pour les amener à la table d'un "grand pacte de concertation" avec les "partenaires sociaux" et les représentants de la société civile. »

Il nous faut comprendre ce que cela veut dire pour nous, militants de la IVe Internationale, qui combattons pour construire le parti révolutionnaire par la méthode de la transition.

Sans méconnaître les « scories » politiques inévitablement charriées par un tel surgissement, il nous faut écarter toutes les équivoques. Le mouvement des Gilets jaunes nous indique dans quelle direction et autour de quelles lignes de force la classe ouvrière et les immenses masses paupérisées vont chercher à se doter des instruments leur permettant de surmonter l'obstacle des directions et de s'ouvrir une issue politique conforme à la défense des intérêts de l'immense majorité.

Il nous faut comprendre que s'exprime dans ce mouvement une recherche qui, dans la classe ouvrière et dans ses organisations, s'inscrit plus généralement dans le mûrissement des conditions politiques qui condui-

ront au surgissement des « comités de grève » qui ont cruellement fait défaut dans la grève générale de Mai-Juin 68.

Soucieux d'établir le contact dans les principaux pays européens avec tous ceux qui ressentent l'impérieuse nécessité d'aider à ouvrir la voie à *« l'aspiration irrépressible des plus larges masses à s'extraire du chaos dans lequel les entraîne le système de la propriété privée des moyens de production »* dont parle Léon Trotsky…, conscients de ce que cette irrépressible aspiration va poser dans son développement aux différents peuples européens la question de se ressaisir de leur souveraineté pour arracher, à l'échelle de toute l'Europe, le pouvoir des mains du capital financier afin de s'engager, à l'échelle de tout le continent, dans la réorganisation des transports, de l'énergie, de l'industrie et des infrastructures au service de tous les travailleurs et de tous les peuples dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe, les militants de la IV[e] Internationale se sont inscrits dans la préparation de la Rencontre européenne du 4 mai 2019 organisée par des militants ouvriers français de différentes origines politiques et par la délégation permanente du Comité national pour la résistance et la reconquête des acquis ouvriers de 1936-1945.

Rendant compte de cette Rencontre européenne qui décidait de se constituer en « Comité de correspondance européen », nous écrivions dans le précédent numéro de *La Vérité* :

> « Cette "Rencontre européenne" s'est tenue le 4 mai. Seize pays étaient représentés. Deux pays empêchés ont fait savoir qu'ils s'inscrivaient dans la constitution du "Comité de correspondance".
>
> Le succès de cette "Rencontre" a tenu pour beaucoup au fait que son invitation s'adressait sans exclusive à tous ceux qui, quelles que soient leurs origines politiques et syndicales, décidaient de manifester leur solidarité, contre la campagne de calomnies, avec le mouvement des Gilets jaunes, authentique expression de la résistance populaire, et qui décidaient de faire de cette question une ligne de démarcation politique avec tous les partisans du statu quo, avec les directions bureaucratiques.
>
> Le besoin d'échanger sur toutes les manifestations de la résistance des peuples, à la veille de ce que tous ont perçu, dans chacun de leurs pays, comme les signes avant-coureurs de soulèvements en plein cœur de l'Europe, s'y est exprimé avec force. Comme s'y est exprimé le besoin de réaffirmer l'unité de la lutte de la classe ouvrière dans toute l'Europe en réintégrant à sa place — comme l'ont souligné les délégués de Serbie, de Hongrie et de Pologne — la lutte de la classe ouvrière des pays de l'est de l'Europe qui n'a jamais cessé et fait partie intégrante de la classe ouvrière européenne. »

On mesure, au moment où toute l'Europe de l'Est va être bouleversée par les conséquences du « ralentissement allemand », l'importance d'avoir commencé à rétablir, comme nous l'avons fait le 4 mai 2019, des liens avec ces militants de Serbie, de Hongrie et de Pologne.

Afin de nous conformer aux développements tumultueux que l'effondrement du système financier mondial va entraîner à l'échelle de la planète, il nous reviendra de chercher avec tous les militants qui se sont engagés dans la constitution du « Comité de correspondance européen » à inscrire son activité dans la préparation de la réunion du « Comité de liaison et d'échanges » (Cilé) appelée par la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) les 28, 29 et 30 novembre à Paris.

Marc Gauquelin
18 septembre 2019

Couverture de l'ouvrage de Xabier Arrizabalo Montoro, *Capitalisme et économie mondiale*, toujours disponible à la SELIO au prix de 22 €.

La dislocation du marché mondial

LE texte ci-dessous, extrait du livre *Capitalisme et économie mondiale* (1), a été écrit en 2014, encore au cœur de la crise qui avait éclaté en 2007. Sa conclusion établit, à partir de la méthode marxiste, que le capitalisme n'est pas réformable, que les graves problèmes actuels ne sont pas le résultat d'une mauvaise gestion du capitalisme, mais de ce que nous réserve inévitablement sa survie.

Depuis lors, cinq années ont passé, au cours desquelles cette conclusion a été pleinement vérifiée. Malgré la propagande selon laquelle la crise était une chose du passé, le FMI lui-même, principale institution internationale au service du capital financier dominant, celui des Etats-Unis, a fini par reconnaître que de sombres nuées menacent l'économie mondiale. A tout moment, une nouvelle crise peut éclater qui, de toute façon, arrivera tôt ou tard. Cette succession de crises sans solution de continuité — c'est-à-dire sans une quelconque période d'expansion intermédiaire — est ce qui nous conduit à parler d'une sorte de « crise chronique du capitalisme », qui révèle ses limites historiques infranchissables.

Le caractère contradictoire et anachronique du capitalisme se révèle dans les croissantes difficultés de valorisation que rencontre le capital. Ce sont les lois de l'accumulation capitaliste — en particulier la tendance à la chute du taux de profit — qui régissent pleinement l'économie mondiale et imposent la constante nécessité d'augmenter le degré d'exploitation du travail. C'est pour cela que le capital recherche, à travers toutes ses institutions, à éliminer les conquêtes qu'a historiquement arrachées la classe ouvrière. Celle-ci, en tant qu'organisme vivant, exprime son instinct de survie en cherchant les moyens de préserver ses conquêtes en essayant de résister face aux attaques que subissent ses conditions de vie.

Les difficultés de valorisation se révèlent dans la tendance à la suraccumulation, qui est le prélude à la crise. Devant cette suraccumulation — plus de capitaux que ceux qui peuvent effectivement être valorisés, survivre —, la lutte de concurrence est acharnée, comme on l'observe spécialement en particulier sur deux plans. D'un côté, une orientation toujours plus grande vers la finance, en particulier la finance spéculative, qui débouche sur une folle augmentation de l'endettement.

En 2018, selon l'Institut international des finances, son montant total atteint déjà à l'échelle mondiale 217 billions de dollars, c'est-à-dire 3,17 fois le produit mondial total : plus du triple ! (Nota bene : pour cette raison, ce qu'on appelle la « financiarisation » n'est pas le problème, mais son symptôme, car derrière elle se trouvent les difficultés croissantes de valorisation déjà mentionnées ; en conséquence, on ne peut avoir la moindre illusion dans une régulation de la finance pour promouvoir de cette manière un prétendu bon capitalisme.)

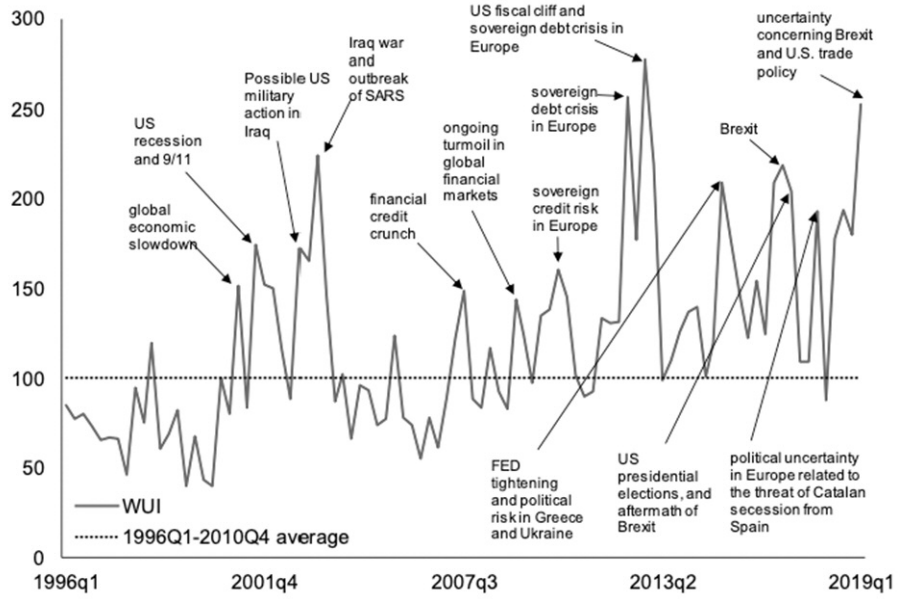
Par ailleurs, la guerre commerciale, outre son risque potentiel de se transformer en encore plus de guerres ouvertes, implique d'une manière directe la destruction de larges segments de la production et, en conséquence, de l'emploi (l'OIT considère qu'il y a déjà plus de 192 millions de sans-emploi dans le monde). Les mesures annoncées par Trump à ce propos ont provoqué une chute de 4,5 % de l'indice boursier américain S&P 500 lors des 10 jours qui vont du 3 au 13 mai derniers. Cela équivaut à 1,17 billion de dollars, plus d'un billion d'euros *(rappel : un billion = 1 000 milliards)*.

---

(1) Xabier Arrizabalo Montoro, *Capitalisme et économie mondiale, Bases théoriques et analyse empirique pour la compréhension des problèmes économiques du XXIe siècle*, Institut marxiste d'économie (IME), première édition espagnole février 2014, édition française août 2017, pages 490 à 497 *(Ndlr)*.

A cette situation s'ajoute l'incertitude sur le Brexit, ainsi que d'autres sources de tension associées aux exigences impérialistes de s'assurer le contrôle des principales ressources naturelles qui sous-tendent les menaces de Trump lui-même à l'égard de l'Iran, la tentative permanente de putsch au Venezuela, etc. De prestigieux universitaires américains, membres d'universités comme Stanford ou Chicago, associés au *Policy Uncertainty Project*, élaborent un Indice mondial de l'incertitude (2).

Malgré la prudence qu'il faut garder à l'égard de ces indicateurs, leur trajectoire ne laisse pas place au moindre doute *(voir infographie ci-dessous)*.



(Source : Hites Ahir, Nicholas Bloom, Davide Furceri, *The global economy hit by higher uncertainty*, 11 mai 2019, publié sur le site : voxeu.org)

Cette incertitude est tout simplement l'expression de l'absence de tout « ordre » possible dans l'économie mondiale. En définitive, toute la rhétorique sur cette crise qui serait derrière nous se heurte à la réalité têtue de la « crise chronique du capitalisme », qui révèle l'absence de toute issue dans le cadre du capitalisme, un mode de production historique dont la survie étend chaque jour davantage la destruction systématique de forces productives. Non seulement dans la forme des crises, des guerres, du pillage et de la destruction des ressources mondiales, mais en particulier dans la dévalorisation de sa principale composante qui est la force de travail, et la régression des conquêtes démocratiques qui en découle. Cinq années après, non seulement la conclusion du livre de 2014 est vérifiée, mais cette vérification se fait d'une manière toujours plus frappante en montrant le seul chemin possible auquel conduit le capitalisme : la barbarie, que l'on peut uniquement éviter par l'action de la classe ouvrière organisée politiquement de manière absolument indépendante de tout engagement envers la classe capitaliste et toutes ses institutions.

Xabier Arrizabalo Montoro

(2) L'indice EPU (*Economic Policy Uncertainty index*) est une mesure du niveau d'incertitude des conditions économiques au travers de la presse, des dispositions fiscales et des écarts de prévisions des économistes *(Ndlr)*.

Extraits de *Capitalisme et économie mondiale*

BILAN DE L'AJUSTEMENT : UNE ISSUE ORDONNÉE ET STABLE À LA CRISE... OU UNE DESTRUCTION TOUJOURS PLUS GRANDE DE FORCES PRODUCTIVES ?

SI ce livre avait été écrit avant 2007, il y aurait eu quelque sens à argumenter in extenso à propos des énormes limites des politiques fonds-monétaristes (c'est-à-dire du FMI) comme réponse à la crise, mettant en relief l'aggravation des contradictions qu'elles suscitent ainsi que la destruction de forces productives qu'elles provoquent dans un processus qui ne peut être qualifié que de fuite en avant. Cependant, les événements intervenus ces dernières années ont tranché sans appel tout possible débat sur l'issue à laquelle nous conduisent les politiques d'ajustement, la grande crise actuelle.

Ces politiques s'imposent en fonction de l'exigence non plus seulement de la classe capitaliste, mais en particulier de la fraction dominante du capital (le capital financier américain) pour essayer de restaurer la rentabilité au moyen de l'abaissement du coût de la main-d'œuvre, c'est-à-dire par le moyen de l'augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière, en augmentant par conséquent le taux de la plus-value. C'était là une des prétentions de l'ensemble de la classe capitaliste, mais ces politiques font également table rase de nombre des garde-fous dont disposaient les capitaux nationaux, en configurant un scénario de concurrence mondiale dans lequel la survie d'une partie des capitaux est à ce point menacée qu'en fait nombre d'entre eux font faillite et disparaissent en tant que capitaux nationaux. Rien de nouveau, en définitive, parce que tant la nécessité d'augmenter l'exploitation que la centralisation du capital sont une partie constitutive de la dynamique capitaliste. Autre chose est l'ampleur que cela prend.

Ces politiques résolvent-elles les problèmes de l'accumulation ?

Ouvrent-elles une issue à la croissance avec des possibilités réelles d'extension spatiale et temporelle ?

Si les problèmes avaient résulté d'une certaine manière de conduire la politique économique, on aurait pu avoir des illusions sur le fait qu'une autre manière de la conduire aurait pu résoudre la situation. Mais la chute de la rentabilité, qui est à l'origine de la crise des années 1970 et que l'on prétend inverser grâce à ces politiques, a des racines bien plus profondes, car elle est cadrée par une loi de l'accumulation capitaliste : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (*). Par conséquent, la portée de toute politique économique dans l'incapacité d'éluder cette loi est inévitablement limitée.

C'est pour cela que, même si en certains cas et en certaines périodes ces politiques ont pu ouvrir des espaces à l'accumulation rentable, cela a toujours été de manière partielle, très circonscrite, à court ou, tout au plus, à moyen terme :

> « Si le recours à l'intervention économique de l'Etat n'a pas permis de résoudre les problèmes de fond de l'accumulation au sein de cette économie *"parvenue à maturité"*, comme la qualifiait Keynes, il serait illusoire de croire que le retour au *"laisser-faire"* (en français dans le texte), c'est-à-dire aux conditions mêmes qui avaient rendu nécessaire le soutien de l'Etat à l'activité privée, soit la garantie d'une reprise harmonieuse de l'activité économique. Par conséquent, il faut s'attendre à ce qu'elles conduisent à des conflits sociaux plus aigus » (Gill Louis, *Fondements et limites du capitalisme,* 1996, Boréal, Montréal, page 685).

En effet, le problème, ce ne sont pas seulement les contradictions économiques de ces politiques essayant d'insuffler un peu d'oxygène à l'accumulation, mais le fait qu'elles le fassent sur une orientation de « terre brûlée ». Le problème est également, et surtout, constitué par leurs conséquences politiques. Ou, pour mieux dire, par l'expression politique de ces contradictions éco-

(*) Cf. lexique en fin d'article.

nomiques, puisque l'augmentation de l'exploitation qu'elles imposent implique un recul des conditions de vie de la majorité de la population, qui constitue le bouillon de culture de ces explosions sociales dont l'extension apparaît désormais imparable.

Autrement dit : avec ces politiques est imposée une augmentation du taux de la plus-value (*). A première vue, on peut penser que, dans ces conditions, le taux de profit (*) augmentera et qu'ainsi on pourra relancer l'accumulation. Cependant, empiriquement, on constate que l'augmentation du taux de plus-value est insuffisante pour maintenir la rentabilité. Pourquoi ? Ce n'est pas seulement que l'augmentation du taux de la plus-value doive compenser l'effet négatif sur la rentabilité qui découle de l'augmentation de la composition du capital, mais cela tient aussi à l'obligation qu'a la masse de plus-value engendrée de nourrir une gigantesque quantité de capitaux, résultat de l'expansion de l'activité financière — spéculative (dont une partie importante est constituée de « capital fictif » [*]).

Et ces politiques ne peuvent engendrer une plus-value suffisante, parce que la fuite en avant qui les caractérise provoque une fructification du capital moyennant un processus destructif d'activité qui n'est pas capable d'employer pleinement la force de travail qu'il a pourtant dévalorisée.

C'est-à-dire qu'il y a une double voie de destruction des forces productives, par la dévalorisation de la force de travail et par la réduction de son niveau d'emploi. C'est pour cela que nous parlons de « terre brûlée ».

Cette double voie peut être illustrée au moyen des données spécifiques à chacune des deux voies de l'économie espagnole : d'un côté, la dévalorisation de la force de travail qui rend possible l'augmentation de la plus-value, telle qu'elle se reflète dans la chute de la part des salaires dans le PIB de 67,5 % en 1978 à 63,3 % en 1993, et jusqu'à 54,9 % en 2006, donc avant l'éclatement et les effets de la crise *(données AMECO)*.

Par ailleurs, la destruction directe de la force de travail occupée implique l'augmentation exponentielle du chômage ouvert, qui dépasse officiellement 25 % de la population active depuis 2012 (avec le mécanisme du sous-emploi comme préalable à la crise, c'est-à-dire des formes « partielles » de chômage). En fait, vue sous l'angle du capital, la question est la suivante : pourquoi renoncer à exploiter un quart des travailleurs disposés à vendre leur force de travail ? De toute évidence, parce qu'il ne peut le faire de manière rentable ; mais cette incapacité est une autre démonstration claire de la fuite en avant du capital impulsée par les politiques du FMI. Ou, autrement dit, le capital n'a pas de « plan B ».

D'une manière ou d'une autre, inévitablement, il s'engouffre toujours davantage dans la dynamique mentionnée de la fuite en avant.

La situation actuelle, depuis l'éclatement de la crise, se caractérise par le fait que, placé devant elle, le capital ne peut offrir que des politiques « du pareil au même ». Dans le mode de production capitaliste, il n'y a pas de « plan B » et il ne peut pas y en avoir, comme le corrobore le développement récent des événements, ainsi que cela est expliqué par la suite.

LA GRANDE CRISE ACTUELLE : UNE CROISÉE DES CHEMINS HISTORIQUE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Tout au long de l'exposé qui a précédé, on a établi de manière théorique et empirique que les phénomènes économiques ne se produisent pas par hasard ou à cause de certaines circonstances particulières, mais qu'il y a des lois pour les expliquer. Cela ne veut pas dire, évidemment, que tout soit prédéterminé.

Mais, en termes simples, que le mode de production capitaliste est bien arrivé à son stade historique caractérisé comme impérialiste, et qu'il est toujours plus incompatible avec le développement des forces productives, qui, de manière hypothétique, pourrait être adossé au progrès scientifique et technique ainsi qu'à une plus grande qualification de la force de travail (non pas celle qui existe, mais celle qui serait potentiellement possible).

Au contraire, la survie du capitalisme met en œuvre des processus de destruction toujours plus massifs, et, en premier lieu, comme cela a été dit, avec la dévalorisa-

tion de la principale composante des forces productives, la force de travail (1).

Les crises sont inévitables, elles font partie du processus d'accumulation capitaliste. Mais leur existence n'est pas une question purement cyclique, elle est plutôt liée à la trajectoire générale du capitalisme. Pour la période actuelle, cette trajectoire, nous la caractérisons comme une fuite en avant. C'est pour cette raison que la crise qui éclate dans les années 2007-2008 n'est pas une crise comme les autres. Son analyse dans une perspective historique permet de constater avec clarté ceci : la crise actuelle est la situation à laquelle aboutit l'économie mondiale après 25 années d'ajustement permanent fond-monétariste. C'est-à-dire après 25 années d'une politique par laquelle la fraction dominante du capital à l'échelle mondiale, le capital financier, principalement américain, cherchait à répondre aux difficultés de valorisation qui avaient éclaté dans la crise du début des années 1970. Une crise qui, à son tour, avait révélé l'impossibilité de soutenir plus longtemps l'échafaudage exceptionnel mis en place après la Deuxième Guerre mondiale par les Etats-Unis. Cette construction artificielle avait été imposée par le décret-choc de Bretton Woods, qui établissait de manière hiérarchique un cadre de stabilité monétaire, mais qui était inévitablement limité et, en pratique, n'a même pas embrassé pleinement l'ensemble de la période 1945-1971.

Autrement dit : la possibilité de synthétiser le parcours récent de l'économie mondiale avec la séquence crise-ajustement-crise est absolument éloquente. Nous caractérisons la situation des années 1970 et actuelle comme crise, c'est-à-dire en fonction du critère du rythme de l'accumulation. Du fait que ce rythme s'est interrompu, nous parlons de crise. Mais comment doit-on définir la période intermédiaire entre deux situations de crise ouverte (les années 1970 et actuellement), c'est-à-dire la période qui, grosso modo, va de 1980 à 2007 ? Selon ce même critère du rythme d'accumulation, il n'est pas possible, sur la base des faits, de la caractériser comme une période de croissance. En ce sens, tous les épisodes de croissance qui ont eu lieu dans cette période ont été très limités. En fait, pour montrer qu'en toute rigueur on ne peut considérer cette période comme période d'expansion, il suffit simplement de prendre comme condition qu'il y ait une croissance généralisée et soutenue dans le temps, au moins pour l'ensemble des économies les plus avancées. Et cela ne se produit pas : les processus de croissance qui ont existé ont été très ponctuels et localisés dans certains pays d'une manière singulière, non généralisée et systématique. C'est-à-dire qu'en termes de rythme d'accumulation, la période a été marquée par l'irrégularité, l'instabilité, les va-et-vient et l'incertitude, ainsi que par l'asymétrie entre pays (2).

En dehors de l'indication de ces traits en ce qui concerne le rythme de l'accumulation, en constatant qu'il n'y a pas d'impulsion soutenue et généralisée, comment peut-on caractériser cette période « entre deux crises » d'une manière plus judicieuse ? Justement par la réponse que l'on essaie d'imposer devant l'impossibilité de maintenir un rythme considérable d'accumulation. C'est-à-dire par les politiques d'ajustement fond-monétariste comme recours auquel fait appel le capital ou, dit de manière plus précise, sa fraction dominante. Un ajustement fondé sur la dévalorisation de la force de travail qui, cependant, ne parvient pas à apporter la base d'une relance du processus d'accumulation, mais qui au contraire finit par préparer le terrain à l'éclatement de l'actuelle crise, de manière encore plus forte :

> « Les conditions fondamentales qui caractérisent le capitalisme depuis lors se perpétuent et ont des conséquences graves du point de vue de la crise. Outre les difficultés croissantes pour contrecarrer la tendance déclinante du taux de profit, la place

(1) Aux Etats-Unis, un exemple très significatif est que la part des rémunérations et des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) passe de 50,1 % en 1980 à 45,8 % en 2005. Si l'on enlève le premier quintile des salariés, soit 20 %, au cours de ces deux décennies, les salaires réels chutent de 18 % (sources : *Economic Analysis et Department of State*). Sont également destructives l'économie d'armement, si importante tout au long de la deuxième moitié du XX^{e} siècle, ainsi que, en particulier dans la période la plus récente, l'économie des stupéfiants et autres activités liées à la criminalité financière et spéculative.

(2) Il suffit d'observer le cas des Etats-Unis pour le vérifier. Après la chute de la production en 1974 (- 0,5 %) et 1975 (- 0,2 %), le PIB rechute en 1980 (- 0,3 %) et en 1982 (- 2%). En 1990, il croît juste au-dessous de 2 % (1,9 %) et en 1991 il subit un nouveau recul (- 03 %). Et de même, il y a stagnation en 2001 et 2002 (1,1 % et 1,8 %), jusqu'à parvenir à 2007 (1,9 %) et aux chutes de 2008 (- 04 %) et 2009 (- 3,1 %) (données du *Bureau of Economic Analysis* [BEA], du U.S. Department of Commerce).

prédominante que prend le capital financier est un véritable paradoxe. Si, d'un côté, sont cruciaux sa fonction stimulatrice du processus de concentration et de centralisation du capital, ainsi que son rôle dans la configuration de l'économie mondiale comme telle, son orientation fortement spéculative le conduit à provoquer de continuelles explosions de crises très graves dans des délais de temps toujours plus courts (en termes théoriques, nous parlons d'un circuit A-A' dans lequel, sans production de plus-value, on obtient du profit, celui-ci procédant par conséquent de cessions de plus-value par le capital productif — qui exige à son tour d'augmenter l'exploitation — ; et également d'un maelstrom de capital fictif qui prend la forme de bulles qui, nécessairement, finissent par se dégonfler). Mais ces explosions se montrent de toute évidence incapables de réaliser effectivement la fonction traditionnelle d'assainissement nécessaire pour la reprise de l'accumulation » (Arrizabalo M. Xabier, *« L'impérialisme, les limites du capitalisme et la crise actuelle comme croisée des chemins historiques »,* in Gómez Pedro, éd. 2011, *Economie politique de la crise*, Editorial Complutense, Madrid, page 100).

Il s'agit, en définitive, d'une crise qui approfondit, de manière très accélérée, les contradictions toujours plus aiguës de l'accumulation capitaliste. De sorte que l'augmentation soutenue du taux de plus-value, qui n'implique plus seulement un appauvrissement relatif de la majorité de la population, la classe laborieuse, mais bien un appauvrissement absolu de fractions toujours plus importantes de cette dernière (ou, autrement dit, une détérioration des conditions de vie de la majorité de la population), apparaît insuffisant pour soutenir un taux de profit qui, par conséquent, devient de la même manière insuffisant pour la poursuite de l'accumulation.

ÉCLATEMENT ET EXTENSION DE LA CRISE DEPUIS 2007-2008 : LES BULLES IMMOBILIÈRE ET FINANCIÈRE, LA POINTE DE L'ICEBERG

L'éclatement de la crise est habituellement daté de l'année 2007, associé à une série de faits qui se concrétisent dans ce que l'on a appelé « la crise des hypothèques *subprime* », c'est-à-dire les hypothèques à plus haut risque.

Cependant, il est évident que cette crise hypothécaire n'est que la pointe de l'iceberg. Derrière elle, on trouve un échafaudage financier qui, à son tour, obéit à des facteurs économiques de fond (3). Par ailleurs, ce même échafaudage, rendu possible par les politiques d'ajustement qui ont été expliquées dans les points antérieurs, implique qu'à la différence d'autres expériences historiques de crise, dans ce cas l'extension mondiale, la « contagion », soit automatique parce que, au préalable, il couvait à travers des mécanismes comme la titrisation qui seront abordés ci-après.

En parlant de « facteurs économiques de fond » on fait allusion, en dernière instance, aux lois de l'accumulation capitaliste et, en particulier, à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Ce n'est pas par hasard si les capitaux se ruent sur l'activité financière spéculative, ni le résultat d'une politique économique particulière. Ils se tournent vers la spéculation à cause du besoin incontournable de valorisation qui est le leur et devant les difficultés d'y parvenir sur le terrain de l'investissement productif. Ce besoin de valorisation fait partie constitutive de la condition du capital, puisque c'est de cette valorisation que se nourrit le financement des dépenses nécessaires pour se maintenir comme capital dans la lutte compétitive, c'est-à-dire pour survivre en tant que capital. C'est pour cela que les prises de position volontaristes à propos de possibles solutions au problème fondées sur une autre manière de conduire la politique économique, essentiellement à travers des mesures de contrôle des capitaux, ont en dernière instance une portée très limitée. On reviendra sur ce point très vite, en relation avec l'instauration des prétendues politiques d'austérité, ce pour quoi on est allé jusqu'à institutionnaliser des organismes ad hoc, comme la Banque centrale européenne.

Depuis 1971, a disparu toute trace de ce qui avait prétendu être un capitalisme or-

(3) On remarquera avec intérêt la reconnaissance que fait Roberts, sous-secrétaire du Trésor pendant la présidence Reagan et éditorialiste du *Wall Street Journal,* à propos de la faiblesse économique américaine avant l'éclatement de la crise. Et en particulier en termes de destruction d'emplois industriels, puisque, entre 2001 et 2005, ont été perdus 2,9 millions de postes de travail, 17 % de la force de travail industrielle (Source : Roberts Paul Craig, www.counterpunch.org/2006/02/11/nuking-the-economy/).

donné à l'échelle internationale. Cette prétention avait été fondée sur la possibilité de la puissance hégémonique, les Etats-Unis, de « décréter » un schéma de stabilité monétaire internationale. Autrement dit, on s'était fondé sur la limitation du fonctionnement de la loi de la valeur dans l'économie mondiale à travers l'établissement d'une parité fixe entre le dollar et l'or (et des autres monnaies avec l'or, mais par l'intermédiaire du dollar, auquel elles étaient de même liées par le moyen de taux de change fixes). Maîtriser les règles du jeu du capital, la loi de la valeur, ne pouvait être relativement faisable, comme cela s'est fait, que pendant une période bien circonscrite, c'est-à-dire d'une manière exceptionnelle et même dans une certaine mesure fictive, uniquement soutenue de manière apparente grâce à l'hégémonie américaine après la guerre (hégémonie industrielle et monétaire, mais aussi militaire et sur d'autres plans).

L'« abrogation » de ce « décret » (avec la rupture de la convertibilité dollar/or officialisée par Nixon le 15 août 1971) ne signifie pas, évidemment, la disparition du capitalisme : ce qui disparaît est un élément de contrôle relatif de la lutte entre impérialismes. Cependant, ce contrôle, même s'il n'était que relatif, n'avait été possible que dans le cadre d'une période caractérisée par une production suffisante de plus-value pour contrecarrer la chute tendancielle du taux de profit (grâce aux éléments tels que la reconstruction après la Deuxième Guerre mondiale, la collaboration des principales organisations de la classe ouvrière pour la « paix sociale », l'expansion du crédit, etc.). C'est pour cela que la fin des possibilités de cette période exceptionnelle s'exprime aussi dans la disparition finale de la convertibilité du dollar en or, qui s'était révélée insoutenable et déjà fictive, en fait, avant août 1971.

Il est important de rappeler tout cela, parce que c'est précisément dans ce cadre que va avoir lieu une dure bataille de concurrence entre capitaux, chacun d'entre eux essayant de s'assurer un quota suffisant de plus-value. En effet, comme on le verra plus loin en abordant de manière détaillée ce que l'on appelle la *« crise de la dette extérieure »* en Amérique latine, cette dette est la concrétisation de l'inévitable fuite en avant du capital, matérialisée dans le détournement croissant de capitaux vers l'activité financière évoquée.

Comme on le sait, et il ne pouvait en être autrement, la stabilité financière n'élimine pas, bien évidemment, la crise de la dette extérieure qui éclate au début des années 1980. Au contraire, cette crise inaugure une période dans laquelle l'instabilité financière sera une constante, faisant planer toujours plus intensément le risque de violents soubresauts. Ainsi, le 19 octobre 1987 — le *Black Monday* (le lundi noir) —, a eu lieu un krash boursier avec une chute de 22,6 % de la cotation à la Bourse de New York, qui a signifié des pertes supérieures à un demi-billion de dollars (plus de 10 % du PIB, alors de 4,69 billions). Même si on a voulu en attribuer la cause à des facteurs techniques, y compris l'automatisation des programmes informatiques de *trading* (règles mathématiques sur lesquelles se fondent les opérations boursières), de toute évidence les choses allaient bien au-delà d'une question purement technique, et il ne s'agit même pas seulement du fonctionnement des marchés : à l'origine, il y avait au contraire des facteurs économiques dans le cadre de l'instabilité déjà mentionnée déchaînée depuis 1971.

En fait, dans les années qui ont suivi, les épisodes de crise financière et monétaire ont été nombreux, par exemple celles-ci — pour n'en citer que quelques-unes : a) la crise de la livre sterling et d'autres monnaies européennes en septembre 1992 ; b) la crise des taux de change du Mexique de la fin 1994, qui aussitôt devient une crise financière ; c) la crise asiatique commencée en 1997 avec la dévaluation du baht thaïlandais le 2 juillet ; d) la crise russe qui éclate le 17 août 1998, après de graves conflits économiques et politiques (comme la grève des mineurs de charbon depuis mars) ; e) la crise brésilienne qui éclate également en août 1988, avec une fuite massive de capitaux et la mise à sec des réserves ; f) la crise argentine de décembre 2001, qui, en dehors d'une suspension des paiements, met en place le « corralito » (restriction de la libre disposition en espèces de l'argent du fait des injonctions bancaires), ce qui a provoqué immédiatement une très grave crise politique.

Il est important d'indiquer que ces explosions constituent des cas particuliers d'une caractéristique présente de manière réitérée depuis 1971 : dans une étude de Laeven et Valencia pour le FMI, ont été

identifiées 124 crises bancaires, 208 crises des taux de change et 63 pour défaut de paiement ou restructuration de la dette (certaines d'un double point de vue, et même dix d'entre elles d'un triple) ; et dans une autre étude, Eichengreen et Bordo, pour le National Bureau of Economic Research américain, ont comptabilisé 139 crises bancaires, des taux de change et sur les deux plans en 1973 et 1977, face aux 38 entre 1945 et 1971 (Gill Louis, *« La crise actuelle, écho des crises d'hier et prélude de celles de demain »,* université Laval, page 14) (4).

Une expression supplémentaire de cette instabilité, particulièrement significative, est l'effondrement de l'indice Nasdaq — 100 depuis le niveau maximum atteint le 10 mars 2000 (4 549,07) à celui du 4 avril 2001 (1 434,01), soit une chute de 68,5 % (5). Cet effondrement est très significatif, parce que l'indice Nasdaq était utilisé comme référence d'une notion largement diffusée sur le terrain propagandiste : celle d'une prétendue nouvelle économie, qui, sur la base de la croissance de nombreuses entreprises liées aux nouvelles technologies, soutenait la capacité de développement capitaliste (6).

L'éclatement de la bulle « technologique » conduit la Banque centrale américaine (la FED) à une politique de réduction des taux d'intérêt qui va stimuler une nouvelle bulle, dans ce cas dans le secteur immobilier. Et précisément, l'éclatement de cette bulle est à l'origine de l'explosion de la crise actuelle en 2007, dont les causes, en tout cas, sont bien plus profondes et traversent les dernières décennies.

En quelques mois à peine, on fait descendre de manière abrupte le taux d'intérêt de la FED (Federal funds effective rate) : de 7,03 % le 3 juillet 2000, encore à 6,67 % le 2 janvier 2001 et à ce 5,01 % déjà évoqué du 4 avril 2001, il tombe à 1,19 % le 19 septembre. Il se maintiendra à ce niveau réduit, autour de 1 % pratiquement, pour les années 2003 et 2004, et commencera à remonter au-dessus de 2 % fin 2004, atteignant des niveaux supérieurs à 3 % le 12 mai 2005 (3,01), à 4 % le 3 novembre (4,01) et jusqu'aux 5 % du 31 mars 2006. Ultérieurement, il se situera autour de 3 % entre la fin 2007 et le début 2008, retombant en dessous de 2 % le 2 mai, installé sans interruption en dessous de 1 % depuis le 16 octobre, y compris en dessous de 0,6 % depuis le 31 et encore plus réduit depuis le 4 décembre, sans dépasser 0,25 % jusqu'à maintenant (et même, sur une large période, du 31 mars 2001 au 8 mars 2012, en dessous de 0,13 %, avec deux seules exceptions, les 1er et 2 août, à 0,17 % et 0,16 %, et la plupart du temps en dessous de 0,1 %) (7).

Dans le secteur immobilier, la demande s'élargit non seulement à cause de la baisse du crédit, mais aussi grâce à l'intégration de tranches de la population traditionnellement exclues. Il se produit ainsi un effet de rétro-alimentation entre la demande et les prix qui fait que ceux-ci flambent, s'éloignant toujours plus des valeurs des appartements. Nous parlons de la fameuse bulle. Le prix moyen des appartements aux Etats-Unis augmente de manière vertigineuse : selon l'indice Standard&Poor's (Case-Schiller, Composite-10), il passe du niveau 100 en janvier 2000 à 226,29 en juin 2006, soit une augmentation de 126,3 % en 77 mois (moins de six années et demie), les prix sont multipliés par plus de 2,25.

Dans les 41 mois qui vont de janvier 1987 à juin 1990 (presque trois années et demie), lorsqu'ont également augmenté les prix de manière considérable, ce fut de 30,8 %. Et entre février 1994 et janvier 2000, presque six ans, l'augmentation n'a été que de 32,2 %.

Ensuite, la bulle éclate et les prix s'effondrent : entre juin 2006 et avril 2009, en à peine 34 mois (moins de trois ans), ils chutent de 33,5 %.

---

(4) Les effets de ces crises sont connus des organismes internationaux sous des noms bien frivoles, avec des expressions du type « effet tequila », « effet tango » ou « effet vodka », ce qui dénote probablement certains traits psychologiques associés à la position sociale de ceux qui les dirigent et de ceux qui dirigent aussi les médias qui les diffusent, montrant ainsi la conception qu'ils ont de ces pays.

(5) Le NASDAQ (*National Association of Securities Dealers Automatic Quotation System*) est le système de cotation automatique de l'Association nationale des courtiers en valeurs, une Bourse de valeurs, un système de cotation électronique des émissions d'actions communes les plus activement négociées sur le marché OTC (*Over-the-Counter*, c'est-à-dire hors Bourse).

(6) La notion de « nouvelle économie », mais avec un contenu réel et, par conséquent, non capitaliste, est celle qu'utilise Evgeni Préobrazhensky, *La Nueva economía*, Ariel, Barcelone, 1970.

(7) Données officielles de la Réserve fédérale : www.federalreserve.gov/releases/h15/data.htm.

Dans les quinze mois suivants, jusqu'à juillet 2010, une légère récupération de 7,5 %. Après plusieurs allers-retours, ils chutent à nouveau d'un 9,7 % cumulé jusqu'à mars 2011. La chute évoquée de 33,5 % en 34 mois est bien supérieure à celle qui avait eu lieu entre juin 1990 et février 1994, de 8 % en 44 mois. C'est-à-dire que tant l'augmentation que la chute impliquent des secousses extrêmes (8).

(8) Cet indice pondère les prix de dix zones urbaines : Boston, Chicago, Denver, Las Vegas, Los Angeles, Miami, New York, San Diego, San Francisco et Washington.

LEXIQUE (*)

Baisse tendancielle du taux de profit : principale découverte de Marx, qu'il expose dans le Livre III du *Capital,* la réduction de la quantité de travail vivant (les salariés) par rapport au travail mort sous l'effet de la concurrence entraîne une baisse du taux de profit de manière tendancielle, malgré les tentatives nombreuses pour la contrer.

On peut résumer cette loi ainsi : l'accumulation du capital provoque des changements dans la structure même du capital. Les progrès techniques et la mécanisation se traduisent par une transformation de la composition organique du capital. Cela entraîne une augmentation de la part du capital constant (c), c'est-à-dire de la part investie dans les machines par rapport au capital variable (v), la part investie dans l'achat de la force de travail (seule source de la plus-value). Cela entraîne donc une tendance à la baisse du taux de profit.

Capital fictif : Marx utilise le terme (section V du Livre III du *Capital*) pour désigner la monnaie de crédit, les titres de la dette publique et les actions. Cela regroupe l'ensemble des liquidités et titres créés à partir de rien (ne reposant pas sur une production matérielle) par des institutions financières, l'Etat ou des entreprises.

Taux de plus-value *(pl') ou taux d'exploitation* : c'est le rapport de la plus-value au capital variable (pl/v), c'est-à-dire le rapport entre la part du travail servant à assurer la reproduction de la force de travail et la part du travail producteur de la plus-value.

Taux de profit *(p')* : c'est le rapport entre la plus-value et l'ensemble du capital investi (c+v), c'est-à-dire le capital constant (machines) et le capital variable (salaires) (pl/c+v).

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 1 — 15 Août 1929 Hebdomadaire Prix : le N° 0 fr. 50

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Après dix années d'existence, l'Internationale Communiste est en complet recul. Son emprise sur la classe ouvrière va sans cesse et régulièrement s'atténuant. Ses sections, travaillées les unes après les autres, par de graves crises intérieures, s'anémient. Leurs effectifs sont en diminution constante.

C'est un fait si certain, si évident que les dirigeants des partis communistes sont contraints de le reconnaître.

L'un d'eux a pu caractériser le Parti français comme une passoire. L'expression est juste. Il faut ajouter : une passoire qui retient de moins en moins de substance solide.

Ce qui est vrai pour le Parti *est* également vrai pour la C. G. T. U. La aussi, il a fallu en faire l'aveu public.

Divers remèdes ont été essayés pour enrayer cette désagrégation inquiétante. Tous se sont révélés inefficaces. Ils ne s'attaquaient pas à la racine du mal.

Des organisations ouvrières qui se montrent incapables de retenir leurs membres sont des organisations qui n'inspirent pas confiance aux ouvriers.

Si les présents dirigeants de l'Internationale Communiste se sont imaginés qu'ils pouvaient impunément trahir du Parti Communiste massacrer les meilleurs ouvriers d'Octobre, les persécuter, les déporter, les exiler, ils ont simplement fourni la preuve qu'ils ne comprennent rien au mouvement ouvrier.

S'ils se sont crus capables de guider la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre la bourgeoisie, ils se sont illusionnés sur leurs mérites et sur leurs talents.

Leur tactique zigzaguante, oscillant entre le putsch et l'opportunisme borné, menant même parfois les deux en même temps, alarme et décourage les ouvriers sérieux.

∴

Le régime intérieur des partis banni toute discussion approfondie. Il faut approuver aveuglément toute décision signifiée par le centre — où s'en aller.

La vraie et saine critique que toute organisation ouvrière doit, non pas redouter mais désirer, a été remplacée par une caricature de critique baptisée autocritique.

Un tel régime ne peut s'imposer et durer qu'à coups d'exclusions. Les communistes authentiques sont chassés du Parti. D'autres se mettent silencieusement à l'écart, espérant que cela ne durera pas toujours.

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, les partis communistes soient des passoires ?

∴

Partout, maintenant, les communistes hors du Parti sont nombreux. Et partout, les forces d'opposition ont été amenées à se grouper.

Dans l'Union Soviétique, l'opposition, même stoïquement en lutte, malgré une répression qui dépasse en brutalité, en cruauté raffinée la répression tsariste.

En dehors de l'Union Soviétique, la situation varie suivant les pays.

Dans certains cas :

En Belgique, aux Etats-Unis, on peut dire que l'opposition forme déjà le vrai Parti. C'est chez elle qu'on trouve les militants capables, les ouvriers de la première heure, les fondateurs du Parti. Les dirigeants staliniens sont ou des social-démocrates qui ont gardé leur « chemise sale », ou des « vieux bolcheviks » de 1923-1928.

Ailleurs, l'opposition n'a pas encore réussi à se rassembler.

C'est notamment le cas en France où les éléments et les groupes d'opposition ne manquent pas, mais où, pour des raisons diverses, ils n'ont pu constituer encore une force capable de se mettre en travers des sottises des dirigeants du Parti — ce qui est le plus urgent — et de faire œuvre constructive — ce qui est le plus nécessaire.

Ce groupement de l'opposition, c'est la tâche que nous voulons entreprendre.

Les appels du Parti et de sa doublure, la C.G.T.U. tombent dans le vide. Les ouvriers n'y répondent pas. On voit surtout les policiers de Chiappe. Mais cela n'empêche pas Parti et C. G. T. U. de recommencer.

Il faut créer « l'Avant ! »

Mais pour être entendu, il est indispensable de parler avec une force suffisante, et surtout de répéter l'avertissement sans se lasser.

∴

Nous croyons que l'opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d'un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide.

Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborées par les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, complétées par les travaux de l'Opposition communiste russe.

Lénine et Trotsky assistant à un défilé de l'Armée Rouge.

C'est l'Opposition communiste russe qui incarne aujourd'hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d'événements qui ont fait trembler le vieux monde.

Dans l'Union Soviétique, elle défend les principes d'Octobre.

Dans l'Internationale Communiste elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923.

Il est, du reste, impossible de suivre en même temps une politique juste dans l'Union Soviétique et une politique fausse dans l'Internationale Communiste.

Au zigzag intérieur allant alternativement de la brutalité aux concessions, correspond le zigzag au-dehors : on crie : « classe contre classe » et on affirme sa confiance dans Tchang Kai Chek au moment où celui-ci a déjà fait verser aux bourreaux pour trancher la tête des communistes.

Telle sera la base sur laquelle nous demanderons à l'Opposition de se grouper. Elle nous paraît indispensable. Sinon l'opposition risquerait d'être seulement une cohue sans action utile possible.

∴

Mais nous ne songeons pas du tout à opposer simplement une nouvelle orthodoxie à une orthodoxie rachitique. Au contraire. Notre journal restera largement ouvert à la discussion.

La période de recul révolutionnaire que nous traversons, avec les menaces et les difficultés qu'elle renferme, exige une connaissance exacte de la situation, une pratique des luttes ouvrières, un jugement sûr.

La discussion que nous susciterons nous permettra d'élaborer ensemble une mise au point des problèmes qui intéressent la classe ouvrière et de leur donner des solutions justes.

∴

Le mouvement ouvrier français a besoin d'une cure de vérité.

Il y a des simplifications qui sont des déformations, des grossissements qui sont une injure à la classe ouvrière.

Au reste, la méthode n'est pas nouvelle. C'est la « pédagogie herviste ». On sait aussi où elle mène.

Si l'on pense que la classe ouvrière est encore mineure, qu'elle a besoin d'être dupée au moyen d'inventions comme « le socialisme dans un seul pays », il faut en tirer les conclusions inéluctables.

Nous pensons, nous, que la classe ouvrière est majeure, qu'elle est capable de prendre tout le pouvoir avec ses seules forces et, en conséquence, qu'elle a droit à la vérité.

L'œuvre que nous nous sommes assignée ne pourra être menée à bien que si nous trouvons dès maintenant à Paris et sur tous les points du pays des camarades résolus à nous seconder.

Notre budget de dépenses sera réduit au minimum. Il ne comportera nulle rétribution, ni pour la rédaction, ni pour l'administration. Rédaction et administration seront du travail de « samedi communiste ».

Nous nous adressons à tous ceux qui souhaitent le succès de notre œuvre, et veulent s'associer à notre effort.

Il nous faut des souscriptions, des abonnements. Partout où cela est possible, des groupes d'amis du journal doivent se constituer qui étendront les moyens d'assurer la diffusion du journal dans leur coin ou dans leur région.

Un journal qui ne peut recueillir les ressources dont il a besoin pour vivre, c'est un qu'il ne représente pas un mouvement viable, ou que ceux qui le font ne savent pas exprimer ce mouvement.

L'Opposition communiste en France n'a besoin que de se trouver pour être une force.

Nous voulons que son journal vive.

H. Audoin. Marthe Bigot. L. Charbit.
Jeanne Despallières. F. Frank.
Gourget. L. Marzet. A. Mougeot.
Sarah Mennut. R. Rey. A. Rosmer.

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et d'immenses réserves, et la marche de l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY.

Fac-similé du n° 1 de *La Vérité* (15 août 1929).

DOSSIER

La Vérité a 90 ans

LE 15 août 1929 sortait le premier numéro de *La Vérité*. A l'occasion de ses 90 ans, nous revenons sur les conditions de sa création et quelques aspects de son histoire. Du fait de l'aide que lui a apportée Léon Trotsky, cette revue a joué un rôle important dans le regroupement des forces de l'Opposition internationale au stalinisme. Elle a été ensuite le journal de la section française de la IV^e^ Internationale et a été au cœur de toutes ses batailles, notamment pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale après la dislocation provoquée par le pablisme.

Une nouvelle situation

Ce journal sera l'outil de construction en France, mais aussi de débat pour préserver l'Internationale. Il s'agit de faire assimiler les leçons de la vague révolutionnaire de 1917-1923 à travers les combats du présent, combiner intervention dans la lutte de classes et discussion, car le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action.

Les militants qui fondent *La Vérité* sont pour la plupart des responsables et des militants récemment exclus du Parti communiste.

Dans leur *« Appel aux ouvriers révolutionnaires »*, les fondateurs de *La Vérité* proclament les principes sur lesquels ils entendent développer leur hebdomadaire, ceux de la continuité historique du marxisme et du léninisme :

« (…) Nous croyons que l'Opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d'un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide. Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborée par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, complétées par les travaux de l'Opposition communiste russe. C'est l'Opposition communiste russe qui incarne aujourd'hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d'événements qui ont fait trembler le vieux monde. Dans l'Union soviétique, elle défend les principes d'Octobre. Dans l'Internationale communiste, elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923 (…) » (*La Vérité,* n° 1, 15 août 1929).

Cependant, cette initiative voit le jour dans un contexte difficile, résumé par Léon Trotsky :

« (...) Les idées que vous représentez, les idées du marxisme enrichi par la pratique révolutionnaire du parti de Lénine et toute l'expérience révolutionnaire internationale de l'après-guerre fraieront leur route. On ne peut en douter. Il faut seulement que ces idées soient reliées étroitement aux faits de la vie, qu'elles s'accrochent aux événements réels, qu'elles soient fécondées par l'expérience vivante des masses. Tel est l'objectif de votre hebdomadaire (…).

Votre hebdomadaire s'appelle* La Vérité*. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution (1). *Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale communiste (…) »* (Léon Trotsky, *« Lettre ouverte à la direction de* La Vérité *»*, 5 août 1929).

Très vite, une conférence internationale est organisée. Elle se tient le 6 avril 1930 à Paris, à l'initiative du groupe *La Vérité,* et réunit des militants de nombreux pays. Un secrétariat international se met en place, auquel participe Alfred Rosmer. A l'issue de la conférence, décision est prise de constituer en France la Ligue communiste (LC), dont *La Vérité* devient l'organe.

---

(1) Le passage que nous avons indiqué en gras dans cette déclaration figure comme référence depuis de très nombreuses années en page 2 de couverture des numéros de *La Vérité*.

La Ligue communiste doit faire face à de nombreuses questions, en grande partie nouvelles : quelle est la nature de la direction bureaucratique qui dirige maintenant l'IC et le PC ? Comment agir dans la lutte des classes face au réformisme de la SFIO et dans le contexte de la bureaucratisation du PC ? Quelle est la place des organisations syndicales et quelle doit être la nature de leur relation avec le parti ?

Le débat sur la question syndicale

Il est cadré par un texte de Trotsky, *« Syndicalisme et communisme »*, paru dans *La Vérité*, 1er novembre 1929 :

« (…) Le syndicalisme d'avant-guerre, à l'époque enthousiaste de son épanouissement, en luttant pour l'autonomie syndicale, luttait en fait pour son affranchissement du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels le parti socialiste parlementaire. Ce fut la lutte contre l'opportunisme — pour les méthodes révolutionnaires. De plus, le syndicalisme révolutionnaire ne faisait pas de l'autonomie des organisations de masse un fétiche. Au contraire, il comprenait et prêchait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire à l'égard des organisations de masse (…). La théorie de la minorité agissante fut, en vérité, une théorie inachevée de parti prolétarien (…). Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé non seulement sa critique, mais encore son développement et son achèvement dans le communisme. Tenter de ressusciter le syndicalisme révolutionnaire serait tenter de faire revenir l'histoire en arrière. Pour le mouvement ouvrier, ces tentatives ne peuvent avoir qu'une signification réactionnaire (…). »

Lénine avait dû combattre énergiquement les tendances gauchistes (*La Maladie infantile du communisme*) qui proposaient de quitter les syndicats bureaucratisés et briseurs de grèves pour bâtir des syndicats rouges. Il était partisan de combattre dans les syndicats bureaucratisés pour gagner la majorité en étant les meilleurs organisateurs de la défense des revendications ouvrières.

Léon Trotsky précise que les rapports entre syndicat et parti doivent être déterminés en relation avec l'évolution de la lutte des classes. Le syndicat a pour objet la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs, tant pour les revendications immédiates que dans la perspective de la disparition du salariat, et donc du capitalisme. En période « normale », le syndicat mène une série d'escarmouches défendant pied à pied les revendications partielles immédiates. Lorsque la lutte devient générale, elle débouche sur un affrontement politique entre les classes et le rôle du syndicat est un enjeu très politique. Le parti, en luttant pour le pouvoir, doit tenir compte de ces situations et lutter pour gagner la confiance des syndiqués, et la majorité dans les syndicats, par sa capacité à mener la lutte quotidienne. Une politique correcte du parti, ne confondant pas les périodes, ne procédant pas par oukases, permet cette combinaison. Or, ce qui avait été acquis par les IIIe et IVe Congrès de l'Internationale communiste est cassé par le stalinisme, redonnant à la social-démocratie des possibilités de manœuvres. Le syndicalisme révolutionnaire revient à l'illusion que la classe ouvrière n'a pas besoin d'un parti.

La lutte pour préserver l'indépendance des syndicats est une constante de la section française : en France, respect de la Charte d'Amiens et travail opiniâtre dans les syndicats, sur la base de l'indépendance réciproque entre partis et syndicats (dans d'autre pays — Grande-Bretagne, par exemple —, d'autres aspects sont à considérer). Le dossier (*La Vérité*, n° 88) revient sur la position de Lénine en 1921 prônant l'indépendance des syndicats en URSS.

Cette orientation d'implantation dans les syndicats et dans les combats de la classe ouvrière permettra de rompre l'isolement des trotskystes que le stalinisme a tenté de réaliser par l'assassinat, la calomnie, la terreur ciblée.

Le front unique ouvrier (FUO)

La Vérité rend publique en octobre 1930, sur plusieurs numéros, l'analyse de Trotsky sur *« Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne »*. En 1923, malgré une situation très favorable, les hésitations de l'IC et du PC allemand conduisent à l'échec de la révolution allemande et à l'affermissement de la social-démocratie. Trotsky estime qu'au moment où il écrit, la situation est à nouveau propice à des développements révolutionnaires, mais dans un nouveau contexte où le nazisme a acquis des positions qu'il ne faut surtout pas sous-estimer :

« Quelle est la situation actuelle en Allemagne ? (...) Les conditions objectives principales de la révolution prolétarienne existent déjà, il existe une de ses conditions politiques (état de la classe dominante) ; une autre condition politique (état du prolétariat) commence seulement à évoluer vers la révolution, et, à cause de l'héritage du passé, elle ne peut pas évoluer rapidement ; enfin, la troisième condition politique (état de la petite bourgeoisie) n'est pas dirigée vers la révolution prolétarienne, mais vers la contre-révolution bourgeoise (…). Nous avons donc une situation profondément contradictoire. L'un des facteurs actuels met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne et les autres excluent les possibilités de sa victoire dans un avenir proche, c'est-à-dire sans un changement profond, au préalable, des rapports des forces politiques (…).

La tactique du PC allemand dans la période la plus proche doit-elle se mener sous le signe de la défensive *ou de l'*offensive *? Nous répondons : défensive. Si le choc se produisait aujourd'hui comme résultat d'une offensive du PC, l'avant-garde du prolétariat se casserait alors la tête contre le bloc du gouvernement et du fascisme au milieu de la neutralité craintive de la majorité de la classe ouvrière et du soutien direct du fascisme par la majorité de la petite bourgeoisie.*

Se mettre sur la défensive, c'est se rapprocher de la majorité de la classe ouvrière allemande et c'est faire le front unique avec les ouvriers social-démocrates et sans-parti contre le danger fasciste*. Nier ce danger, le sous-estimer, ne pas le prendre au sérieux est le plus grand crime qu'on puisse commettre aujourd'hui contre la révolution prolétarienne en Allemagne (...). Le PCA doit prendre la défense des positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a conquises dans l'Etat allemand. Le problème se pose immédiatement pour le sort de ses organisations politiques, de ses syndicats, de ses journaux et de ses imprimeries, ses clubs et bibliothèques, etc. L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate :* "Les politiques de nos partis sont inconciliables ; mais si les fascistes viennent cette nuit faire un pogrome dans le local de ton organisation, alors je viendrai à ton aide les armes à la main. Me promets-tu de venir à mon aide si le danger menaçait mon organisation ?" *Telle est la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute l'agitation doit être menée dans cet esprit. »*

La bureaucratie stalinienne, pour protéger son pouvoir, fragile encore, accentue son contrôle sur l'IC. La politique sectaire sert d'outil pour exclure ceux qui contestent, renforcer la soumission aux directives de Staline. Trotsky souligne qu'après l'expérience du fascisme en Italie, il est criminel de sous-estimer le nazisme.

Ces textes publiés dans *La Vérité* montrent l'importance qu'attache Trotsky à l'affrontement qui se développe en Allemagne et la nécessité pour tous les groupes et organisations de l'Opposition internationale d'en mesurer l'enjeu. Il fait une série de contributions qui à la fois polémiquent contre les positions dangereuses de la direction stalinienne de l'IC et reprennent à la lumière de l'évolution de la lutte en Allemagne tous les enseignements de la révolution d'Octobre et de la vague révolutionnaire en Europe de 1917 à 1923. C'est aussi à ce moment que Trotsky rédige et publie son *Histoire de la révolution russe*, qui lui permet de revenir sur les faits que la bureaucratie stalinienne ne cesse de falsifier, désarmant les communistes allemands et les jeunes générations dans tous les pays.

Le 14 mars 1933, Trotsky tire le bilan de la catastrophe :

« La politique de la bureaucratie stalinienne en Chine ne fut pas moins désastreuse qu'actuellement en Allemagne. Mais là-bas, l'affaire se passa derrière le dos du prolétariat mondial, dans des conditions qui lui furent incompréhensibles. La voix critique de l'Opposition ne parvenait presque pas de l'URSS jusqu'aux ouvriers des autres pays. L'expérience de la Chine est restée pour l'appareil stalinien presque impunie. En Allemagne, il en est tout autrement. Toutes les étapes du drame se développèrent devant les yeux du prolétariat mondial. A chaque étape, l'Opposition éleva la voix. Toute la marche du développement fut annoncée à l'avance. La bureaucratie stalinienne calomnia l'Opposition, lui imputa des idées et des plans étrangers à elle, exclut tous ceux qui osaient parler du front unique, aida la bureaucratie sociale-démocrate à démolir les comités locaux unifiés de défense, barra aux ouvriers la moindre possibilité de sortie sur la voie de la lutte de masse, désorganisa l'avant-garde, paralysa le prolétariat. Ainsi, s'opposant au front unique de défense avec la social-démocratie, les staliniens se trouvèrent avec celle-ci dans un front unique de panique et de capitulation (…). Il faut le dire clairement, nettement,

ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août (en référence au 4 août 1914, qui aboutit au vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates — Ndlr). *Dès aujourd'hui les ouvriers "avancés" de ce pays ne parleront de la période de domination de la bureaucratie stalinienne qu'avec un âpre sentiment de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédictions. Le Parti communiste officiel allemand est condamné. Dès maintenant, il ne fera que se décomposer, s'effriter et tomber à néant. Aucun moyen artificiel ne le sauvera. Le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction (...). En Allemagne, la chanson funeste de la bureaucratie stalinienne est en tout cas finie. Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. »*

Ainsi, un prolétariat puissant et organisé, dont la force était supérieure à celle d'Hitler, a été écrasé sans combat du fait de la politique de ses directions. Il faut désormais abandonner la stratégie de redresser l'IC et engager le combat pour un nouveau parti, une nouvelle Internationale.

En France, dès 1934, une situation critique se développe. La Ligue communiste milite activement pour le front unique, face à la menace fasciste. Chaque semaine, *La Vérité* alimente ce combat. Et le 12 février 1934, l'agitation de la LC pour le front unique rejoint le mouvement de la masse des travailleurs. Ce jour-là, deux manifestations sont organisées contre la menace fasciste, l'une par la CGT, l'autre par la CGTU. La pression des travailleurs des deux organisations permettra que les deux cortèges se rejoignent, manifestant ainsi la volonté d'unité des rangs ouvriers. Ce sera le prélude au pacte SFIO-PCF signé en juin 1934. Trotsky écrit :

« Hier encore, le mot d'ordre du front unique était le monopole exclusif des seuls bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, il nous a été enlevé. Ce mot d'ordre appartient à tous. Il exprime l'aspiration profonde et passionnée, mais politiquement très obscure, des masses à opposer aux progrès de la réaction les forces unies de tous les opprimés. L'existence d'une telle aspiration crée la condition la plus importante, sinon d'une situation directement révolutionnaire, du moins d'une situation prérévolutionnaire qui peut très rapidement se transformer en une situation révolutionnaire… »

Ces lignes sont rédigées deux ans avant la grève générale de 1936. Mais, dès 1935, la bureaucratie lance le Front populaire pour casser le front unique ouvrier. L'unité des partis ouvriers PS-PCF contre l'offensive du capital est remplacée par l'unité derrière le Parti radical, principal parti à l'époque de la bourgeoisie, au nom de l'antifascisme. La grève générale de juin 1936 se heurte à la politique du Front populaire ; en Espagne, le Front populaire conduit à une nouvelle défaite.

La bataille pour le front unique ouvrier (FUO) sera une constante de l'Organisation des bolcheviks-léninistes, nom que prennent les groupes de l'Opposition qui vont combattre pour une IV^e^ Internationale, qui s'exprimera régulièrement dans *La Vérité* et se matérialisera à chaque moment important de la lutte des classes par des mots d'ordre appropriés. Elle est au cœur du *Programme de transition* de fondation de la IV^e^ Internationale en 1938.

On trouve ainsi dans *La Vérité* d'autres expressions de cette stratégie en relation avec le cours des événements. En décembre 1944, le congrès du PCI analyse la montée révolutionnaire en France et se prononce pour un *« gouvernement PS-PC-CGT »*, mot d'ordre de front unique exprimant d'une part l'aspiration révolutionnaire des masses, et, d'autre part, la nécessité de rompre tout lien avec les partis bourgeois, alors que PCF et PS aident de Gaulle à rétablir l'Etat bourgeois.

L'effondrement du stalinisme en 1990, la crise des partis de l'Union de la gauche en France et dans toute l'Europe posent la question du FUO sous des formes nouvelles, car devant l'offensive décuplée de la bourgeoisie pour passer en force et briser toute indépendance des organisations syndicales, devant le rejet des partis sociaux-démocrates et staliniens, il faut dégager les formes adaptées aux circonstances du combat pour le front unique, en particulier en liaison avec les combats de résistance spontanés, type Gilets jaunes, et grèves déterminées qui montent d'en bas, à l'opposé des journées d'action qui, d'en haut, cherchent à freiner la mobilisation (cf. les notes sur l'Europe dans *La Vérité*, n° 101).

Le front unique anti-impérialiste (FUA)

Cette stratégie est définie dès le II^e^ Congrès (1920) et précisée au IV^e^ Congrès de l'IC, en novembre 1922. Tirant le bilan de la Première Guerre mondiale pour le partage du monde, Lénine définit la nature des relations entre grandes puissances impérialistes et pays dominés. Le soulèvement des colonies est un élément de la révolution mondiale, les sections de l'IC doivent soutenir ces mobilisations et guerres d'indépendance : dans les métropoles impérialistes, en combattant toutes les répressions et guerres de leur propre bourgeoisie ; dans les pays dominés, tout en mettant en avant les mots d'ordre démocratiques et en appuyant les forces qui luttent pour l'indépendance nationale, les sections de l'IC (PC), doivent garder leur indépendance pour organiser la classe ouvrière.

Contre son propre impérialisme, la section française et son journal *La Vérité* mènent le combat et seront soumis à la répression. Dès la fin de la guerre, tous les numéros de *La Vérité* consacrent une large place au combat anticolonialiste. Ainsi, un article de *La Vérité*, n° 161 (7 février 1947) titre : *« Il faut retirer le corps expéditionnaire et cesser la guerre, paix immédiate avec le Vietnam. »* L'article souligne aussi le coût de la guerre, qui s'oppose directement à la satisfaction des revendications salariales des travailleurs de la fonction publique.

En février 2016 se tient le IX^e^ Congrès de la IV^e^ Internationale. Dans le troisième rapport présenté à ce congrès, *« La stratégie de construction dans les pays opprimés »*, le rapporteur revient à nouveau sur ce sujet :

« (…) Front unique contre l'impérialisme et ses agents locaux, pour que cela soit plus tangible, c'est juste, mais ne confondons pas avec un "front anticapitaliste" *— ou front* "du peuple travailleur contre la bourgeoisie et l'impérialisme", *ce qui revient au même. Celle-ci serait une formule radicale en paroles, mais d'emblée vouée à l'échec, car elle ne serait pas capable d'attirer la majorité opprimée et exploitée de la nation, dont le prolétariat a un absolu besoin. C'est ainsi que Pierre Lambert a abordé le problème dans la commission de la question nationale au IV^e^ Congrès de la IV^e^ Internationale. La résolution aborde le FUA* "sur des objectifs spécifiques" *(privatisations, Constituante, etc.) avec des secteurs de la bureaucratie de l'Etat, avec des militaires, avec la petite bourgeoisie, même avec des secteurs bourgeois, clairement contre l'impérialisme. A l'époque, la question pratique en vue était le surgissement du gouvernement Chavez* (au Venezuela — Ndlr), *une sorte de phénomène qui, ensuite, comme produit de l'action des masses, irait se* "répéter" *sous diverses formes dans d'autres pays d'Amérique latine ; dans la situation présente en Algérie, la tactique actuelle des camarades est en rapport avec cette même ligne de front unique anti-impérialiste lorsqu'il s'agit de défendre les 51 % de la propriété d'Etat nationale, de l'opposer aux traités d'association avec l'Union européenne et ainsi de suite, y compris sur la place de premier plan que le parti ouvrier doit occuper sur ces questions (…) »* (*La Vérité*, n° 89 [695], mars 2016).

Un numéro spécial de *La Vérité* sorti en août 2016 sur la Palestine republie toutes les positions des trotskystes depuis la création de l'Etat d'Israël, pour la défense des Palestiniens (*La IV^e^ Internationale et la question palestinienne*, 192 pages).

Le dernier numéro (102) de *La Vérité* revient sur l'*« Algérie — 30 ans de combat du Parti des travailleurs »*.

L'internationalisme : *" L'ennemi est dans notre propre pays !"*

La Vérité **publiera 78 numéros clandestins** entre juillet 1940 et décembre 1944. En permanence, *La Vérité* rappelle la nature impérialiste du conflit.

Une brochure complète, *« Fac-similés de* La Vérité *clandestine 1940-1944 »*, parue en 1978, retrace l'activité des trotskystes de *La Vérité* sous l'occupation nazie. Cette brochure publie également un fac-similé du journal *Arbeiter und soldat*, et explique :

« Très tôt, les militants trotskystes eurent le souci d'entreprendre un travail de fraternisation en direction de l'armée allemande. Tâche difficile et périlleuse s'il en fut. Quantités d'appels, de tracts en allemand ont été diffusés par-dessus les murs des casernes, à proximité des foyers ou des cinémas réservés aux troupes d'occupation (…). Cette fraternisation prolétarienne est d'essence révolutionnaire. Elle invitait le soldat allemand à organiser la lutte, à tourner ses armes contre son véritable ennemi : l'impérialisme allemand, la dicta-

ture nazie. Elle l'incitait à unir son combat à celui des travailleurs des autres pays en vue de mettre fin à la guerre et aux régimes dictatoriaux et "démocratiques" qui l'avaient engendrée. Elle avait pour fin de stimuler la révolution allemande. Elle visait la désagrégation des armées alliées et ennemies dans un but révolutionnaire commun : le pouvoir des comités d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Inspirée par la politique du défaitisme révolutionnaire de Lénine, c'était le sens de l'action menée par les militants de la IVe Internationale. Cette activité fut la cible privilégiée des campagnes venimeuses orchestrées par dirigeants du PCF après la guerre. Selon les recettes de l'école de falsification stalinienne, la fraternisation serait synonyme de collusion avec les nazis. Les trotskystes étaient des agents de la Gestapo, des hitléro-trotskystes (…). »

Le n° 65 de *La Vérité* clandestine informe :

« En plus de leur journal Arbeiter und soldat, *qui déchaîne la fureur de la Gestapo, les camarades allemands de la IVe Internationale viennent de reprendre la parution de leur revue* Unser wort, *qui était le journal de nos camarades dans l'émigration avant-guerre. Rappelons que notre camarade Meichler a été fusillé au début de l'occupation pour en avoir été le gérant. »*

L'organisation trotskyste, quelles que soient les difficultés, qui seront nombreuses, restera fidèle à l'internationalisme. Elle traversera notamment une crise très grave en 1952-1953 avec la dislocation générée par le pablisme, elle résistera aux tentations de se désagréger face aux nombreux mouvements nationalistes dans les anciens pays coloniaux ou dans le guérillerisme ou le castrisme…

L'internationalisme, c'est aussi le combat pour la révolution à l'Est comme à l'Ouest.

La révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est

La Vérité, depuis sa création, a mené le combat contre le stalinisme, le massacre des bolcheviks de la génération d'Octobre, la forfaiture des procès de Moscou en 1936-1938. Pour la révolution politique pour chasser la bureaucratie.

Dès juin 1953, *La Vérité* soutient le combat des ouvriers de Berlin contre la bureaucratie, premier affrontement de la révolution politique, puis en 1956 consacre beaucoup d'articles à la révolution hongroise des conseils ouvriers et à la révolution politique en Pologne, elle mène le combat pour la défense des militants emprisonnés. En 1968-1969, les discussions d'une conférence des militants d'Europe de l'Est sont rassemblées dans un numéro spécial de *La Vérité*. Un autre numéro spécial publie les textes du *Samizdat* russe (écrits clandestins). Le développement de la révolution politique en Pologne à partir de 1976 est suivi pas à pas. Après 1990, la bureaucratie, confrontée à l'effondrement de son régime policier, lance les privatisations menées par les régimes mafieux en collaboration avec le capital financier impérialiste, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît. Le n° 607 (novembre 1990) de *La Vérité* analyse cette situation. C'est le n° 1 d'une nouvelle série (en devenant la revue théorique de la IVe Internationale).

Les problèmes de construction de l'Internationale

Léon Trotsky analyse les modifications qui s'opèrent dans la conscience des travailleurs et leur réfraction dans les organisations après 1933 ; il propose en 1935, en France puis dans d'autres pays, de tenir compte de ce qui se passe dans les partis socialistes : la politique sectaire et l'interdiction de toute discussion sur la catastrophe allemande dans le PC et l'IC amènent de nombreux militants ouvriers à chercher dans le PS la voie de la résistance, d'où l'apparition de regroupements au sein du PS tels que la Gauche révolutionnaire.

Il propose l'entrée dans le PS pour nouer les liens avec ces militants. S'il n'est pas possible ici de retracer cette discussion et ses applications, on peut suivre dans *La Vérité* tous les débats sur la stratégie de transition dans la construction du parti et de l'Internationale que Trotsky a mise en œuvre. Le pablisme brise cette élaboration. La section française refusera le « national-trotskysme » (2) dans lequel tombent la section américaine puis la section an-

(2) Référence à la conception schématique et mécaniste de la construction de l'Internationale, par analogie avec la révolution russe et la IIIe Internationale. Cet objectivisme conduit à négliger les tâches d'échange, d'élaboration et de construction des sections au niveau international.

glaise, et engage le combat pour la reconstruction de la IVe Internationale. Lors de la discussion pour la reconstruction de la IVe Internationale, après 1963, cette stratégie de construction sera réexaminée et reprise, notamment avec les conférences mondiales ouvertes, la création de l'Entente internationale des travailleurs : la IVe Internationale ne conçoit pas sa construction en dehors de l'aide au combat pour rassembler toutes les forces dans le monde qui résistent à l'impérialisme et aux politiques d'accompagnement de l'offensive du capital par les directions bureaucratiques.

En novembre 1990, paraît donc le n° 607, n° 1 nouvelle série :

« La Vérité *était la revue théorique du Parti communiste internationaliste, dans le droit fil de la tradition de la revue publiée par l'Opposition de gauche dès 1929 contre le cours contre-révolutionnaire impulsé par le stalinisme*.

Dans le débat de préparation de la conférence mondiale des sections, où sera posée la question majeure de la reproclamation de la IVe Internationale, la proposition a été faite de doter l'Internationale d'un organe théorique. »

La Vérité devient alors la revue de l'Internationale. L'éditorial définit en six points les rapports entre le combat pour la reproclamation de la IVe Internationale et l'orientation du combat pour la conférence mondiale ouverte : la reproclamation de la IVe Internationale correspond en même temps à l'approfondissement de la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire à l'échelle internationale et au regroupement des militants et groupes qui se dégagent de la crise des organisations traditionnelles pour la défense de l'indépendance de classe.

Philippe Mars
avec la rédaction de *La Vérité*

La Vérité (1929-2019) : 1 029 numéros édités

Date - Période	n° de *La Vérité*	Organisation éditrice (périodicité)
15 août 1929 - mars 1930	1 à 32	Lancement de *La Vérité* sous la responsabilité d'Alfred Rosmer. Organe de l'Opposition communiste (Hebdomadaire)
avril 1930 - janvier 1931	33 à 72	Organe de la Ligue communiste (Opposition) (Hebdomadaire)
30 janv. 1931 - 9 mars 1933	73 à 145	Organe de la Ligue communiste (Opposition de gauche) (Hebdomadaire)
17 mars 1933 - 20 oct. 1933	146 à 176	Organe hebdomadaire de la Ligue communiste, section française de l'Opposition internationale de gauche (bolchevique-léniniste) (Hebdomadaire)
27 oct. 1933 - 3 nov. 1933	177 à 178	Organe hebdomadaire de la Ligue communiste section française de l'Opposition internationale des bolcheviks-léninistes (Hebdomadaire)
10 nov. 1933 - 24 août 1934	179 à 219	Organe hebdomadaire de la Ligue communiste, section française de la Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes) (Hebdomadaire)
sept. 1934 - 23 août 1935	220 à 247	Organe du groupe bolchevique-léniniste de la SFIO (anciennement Ligue communiste) (Hebdomadaire)
27 sept. 1935	248	Organe du groupe bolchevique-léniniste (anc. Ligue communiste)
11 oct. 1935 - 26 janv. 1936	249 à 255	Organe du groupe bolchevique-léniniste (Bimensuel)
janv. 1936 - déc. 1937		*La Vérité* cesse de paraître
déc. 1937 - août 1939	1 à 6 (n^{lle} série)	Organe théorique pour la construction de la IV^{e} Internationale. Publié par le Parti communiste internationaliste (bolchevique-léniniste) (Mensuel - irrégulier)
juill. 1940 - déc. 1944		78 numéros clandestins de *La Vérité*. Réimpression en fac-similé en 1978 (éd. EDI, Paris, 1978). POI, puis PCI (à partir de la réunification de février 1944)
31 août 1940 - 1er fév. 1941	1 à 9	Organe bolchevique-léniniste (Hebdomadaire)
15 mars 1941 - 1er août 1941	10 à 19	Organe communiste révolutionnaire (Hebdomadaire)
15 sept. 1941 - 15 déc. 1942	20 à 39	Organe central des comités français pour la IV^{e} Internationale (Hebdomadaire)
15 janv. 1943 - 17 fév. 1944	40 à 59	Organe du Parti ouvrier internationaliste (IV^{e} Internationale) (Hebdomadaire)
25 mars 1944 - 13 av. 1946	1 à 118	Une nouvelle numérotation commence en mars 1944. (Hebdomadaire) Organe central du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^{e} Internationale)
19 avril 1946 - 12 oct. 1956	119 à 426	Organe de défense des travailleurs, Parti communiste internationaliste (section française de la IV^{e} Internationale) (Hebdomadaire)
19 oct. 1956 - 2 oct. 1958	427 à 512	Parti communiste internationaliste (trotskyste), section française de la IV^{e} Internationale (Hebdomadaire)
15 nov. 1958 - mai 1961	513 à 521	Lancement du journal hebdomadaire *Informations ouvrières*, *La Vérité* devient une revue théorique. Mensuel trotskyste (irrégulier)
oct. 1961 - oct. 1966	522 à 534	Revue trotskyste (Parution irrégulière)
déc. 1966 - av.-mai 1968	535 à 541	Revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité pour la reconstruction de la IV^{e} Internationale (Trimestriel)
début 1969 - juillet 1970	542 à 549	Revue trotskyste, puis organe de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^{e} Internationale) (Trimestriel)
juin 1970 - mai 1990	550 à 606	Organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^{e} Internationale) (4 à 6 numéros par an)
nov. 1990 - sept. 2019	1 (607) à 103 (709)	Reproclamation de la IV^{e} Internationale en 1990. *La Vérité* en devient l'organe (une nouvelle numérotation commence). Revue théorique de la IV^{e} Internationale, éditée sous la responsabilité du secrétariat international.

Interview d'Esteban Volkov, petit-fils de Léon Trotsky

A l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, le 20 août 1940, par l'agent stalinien Ramón Mercader, nous publions l'interview que nous a accordée Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky. Le 28 mars dernier, notre camarade Xabier Arrizabalo a présenté son livre *Leçons de la révolution russe* au Musée-Maison Léon Trotsky, à Mexico. Et au nom de *La Vérité*, revue théorique de la IVe Internationale, il a interviewé le 30 mars Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky, avec également la participation de Gabriela Perez Noriega, directrice du musée. Le motif : fonder à travers son témoignage direct le caractère de grossière provocation que constitue la série *« Trotski »* produite par la chaîne d'Etat russe RT et diffusée internationalement par Netflix. Sa manipulation des faits est prouvée en particulier dans la manière dont elle traite l'assassinat de Léon Trotsky, comme l'explique en détail Volkov dans l'interview, révélant ainsi l'orientation fallacieuse sur laquelle s'appuie toute la série : une falsification historique qui ne peut obéir qu'à la crainte que Trotsky et, avec lui, la révolution, restent une référence dans la lutte des exploités pour leur émancipation.

[Transcription de l'interview réalisée par Alvaro Laine — extraits]

***La Vérité* :** Tout d'abord, soyez remerciés de nous avoir concédé cette interview de manière aussi accueillante et hospitalière. C'est pour moi un honneur d'être ici avec vous. Nous pensons qu'il fallait absolument mettre au clair un certain nombre de questions sur ce que je ne sais si je dois l'appeler série, film ou plutôt directement provocation, en raison de ce qui est expliqué dans la déclaration que vous avez fait connaître et dont je suis également signataire. Une provocation dont l'origine est à chercher dans l'entourage de Poutine, à relier à la tentative historique de vouloir faire taire Léon Trotsky après n'y être pas parvenu même par l'assassinat. C'est pour cela que, à nouveau, nous avons devant nous manipulations et calomnies.

Ma première question : comment et quand avez-vous été informés du projet, car, selon ce que j'en sais, ses responsables ont bel et bien pris contact avec vous mais en vous refusant l'accès au scénario, et de plus en refusant chacune des considérations que vous avez adressées en tant que Musée-Maison Léon Trotsky, considérations qui ne se situaient pas sur le terrain de l'opinion mais sur celui des faits éprouvés. Est-ce exact ?

Gabriela Pérez Noriega : Oui. Sur cette question de la série de Netflix, leur idée était précisément de faire un film ici sur le projet du centenaire de la révolution russe. On leur demanda d'abord que ce soit un projet totalement à but non lucratif, ce qui fut un premier obstacle, puisque tel n'était pas leur propos. On facilita les choses et il n'y a pas eu de problème en ce sens, mais on leur fit remarquer qu'il n'était absolument pas conforme à la vérité historique. Alors, ils se sont retirés et ont pris contact avec une entreprise de production mexicaine qui est venue nous voir avec les mêmes arguments, et nous avons à nouveau insisté sur l'idée qu'ils devaient modifier le scénario. On sait que nous ne sommes pas parvenus à un quelconque accord, et finalement, ensuite, cette entreprise de production mexicaine est revenue nous voir en disant qu'elle souhaitait notre soutien pour faire un procès à l'entreprise qui avait réalisé cette série (Netflix). Evidemment, nous ne sommes pas intervenus dans cette démarche. A ce moment-là, nous avions de magnifiques relations avec l'ambassadeur de Russie, qui a fait pour nous la traduction du guide officiel du musée que nous possédons en russe. Donc, nous ne connaissons pas les termes du contrat ni de quoi que ce soit d'autre. De toute évidence, c'est RT qui est derrière tout cela.

DANS LA SÉRIE, LA QUESTION DE L'ASSASSINAT EST UNE MONSTRUEUSE FALSIFICATION

***La Vérité* :** Tout cela est très intéressant, parce que, selon ce que vous nous dites, ce n'est pas seulement en ce cas le contenu, mais même la démarche que l'on

pourrait qualifier de mafieuse, sans vouloir exagérer, parce qu'elle est contraire aux pratiques les plus honnêtes du terrain journalistique, documentaire ou même cinématographique. Sans vouloir entrer dans trop de détails, quels seraient les aspects les plus révélateurs pour ce qui est de la manipulation historique qui est faite du personnage de Trotsky dans la série ?

Esteban Volkov : Bien. Moi, je n'ai vu que le premier chapitre et je me suis rendu compte que le personnage anodin et vulgaire censé représenter Trotsky est à des millions d'années-lumière de mon grand-père, que j'ai connu personnellement. Un des faits qui est réellement une falsification monstrueuse est la question de l'assassinat. Un célèbre inspecteur de la police secrète du Mexique, Jesús Vázquez, s'est assis sur une chaise dans le rôle de Trotsky et l'assassin lui-même, alias Jackson (Ramon Mercader), le journal en forme de rouleau à la main, a montré de quelle manière il a frappé Trotsky par derrière sur la tête. Et dans cette série est présentée la version dont Staline désirait tant que l'adopte le gouvernement mexicain : à savoir que l'assassinat avait consisté en un conflit face à face avec un partisan déçu et découragé de Trotsky. Et finalement, ces deux Russes *(Alexander Kotts et Konstantin Statsky, metteurs en scène de la série — Ndt)* parviennent à satisfaire les désirs de Staline. Et en plus de tout cela, ils y ajoutent un enchevêtrement de monstruosités et de choses absurdes. Ce qui est difficilement concevable, c'est qu'une entreprise comme Netflix puisse diffuser de semblables falsifications et aberrations historiques, une irresponsabilité absolue.

***La Vérité* :** J'ai une anecdote personnelle qui remonte à 1993, lorsque je me suis rendu à Moscou, et où, du fait d'un petit problème administratif, j'ai dû aller au consulat espagnol. J'y ai connu une « enfant de la guerre », Josefina Iturrarán, de celles qui avaient été envoyées en Russie en 1937 devant l'encerclement franquiste de Bilbao. J'ai pu parler longuement avec elle, et elle m'a raconté une anecdote terrible : la dirigeante historique la plus importante du Parti communiste d'Espagne (Dolores Ibarruri, « la Pasionaria ») était tombée malade et avait été conduite dans une clinique à Moscou. Comme mon amie se trouvait dans cette même clinique, un jour on frappa à sa porte et sa surprise fut de voir Ibarruri. Immédiatement, les deux furent surprises, parce que, en réalité, ce n'est pas à elle qu'elle venait rendre visite. Le fait est que lorsque Ibarruri était arrivée à l'hôpital, elle avait demandé à l'accueil où était « l'Espagnole », et on l'adressa à mon amie, mais en réalité elle venait rendre visite à une autre Espagnole, Caridad Mercader, la mère de l'assassin de Trotsky, que la Nomenklatura continuait de remercier pour le criminel travail réalisé. En Espagne, nous utilisons habituellement une expression pour cela : *« Ladran, luego cabalgamos »* (« Les chiens aboient, la caravane passe »).

Esteban Volkov : C'est ce qu'avait dit Don Quichotte, c'est très célèbre.

"ILS ONT PEUR DES IDÉES DE TROTSKY"

***La Vérité* :** Qu'y a-t-il derrière le fait que tout cet appareil d'Etat falsifie le personnage de Trotsky (Poutine vient du KGB) ? Y compris derrière ce que vous m'avez expliqué avant le début de l'interview, que paradoxalement la série peut être un service rendu dans le sens où, en nous appuyant sur la vérité historique, elle nous pousse à renforcer la revendication du personnage de Trotsky et de tout son héritage devant cette provocation. Quelle peut être l'intention de cette manipulation ?

Esteban Volkov : Eh bien, c'est qu'ils ont peur des idées de Trotsky. En un moment où elles entrent en vigueur, elles peuvent être le phare qui éclaire un retour au socialisme. Ainsi, en tant que pays capitaliste, ils veulent l'éviter à tout prix, évidemment.

***La Vérité* :** Lorsque se vérifie avec le plus d'intensité le vieux dilemme socialisme ou barbarie…

Esteban Volkov : Sans doute, on peut maintenant l'inverser : barbarie ou socialisme, c'est-à-dire que pour sortir de la barbarie où nous nous trouvons, nous devons nous diriger vers le socialisme, nous sommes déjà dans la barbarie.

***La Vérité* :** Je suis professeur d'économie et, aujourd'hui, pour expliquer l'économie mondiale actuelle, je m'appuie sur des catégories théoriques formulées par Trotsky comme celle du développement inégal et combiné, par exemple. Parce que nous ne pouvons pas comprendre et caractériser une réalité mondiale qui se présente d'une manière aussi convulsive et contradictoire sans ce concept. Même chose avec l'impérialisme de Lénine, etc. Mais il y a une autre dimension de Trotsky qui me frappe : sa sensibilité pour tout ce qui est humain. C'est-à-dire que c'était quelqu'un qui connaissait la psychanalyse (qui faisait alors ses premiers pas), qui de plus avait une connaissance encyclopédique de la littérature universelle, pour ne donner que quelques exemples. Et quelque chose de très intéressant pour moi, c'était son élégance : sur aucune photo il n'apparaît dans une attitude négligée ou mal vêtu. Il expliquait bien cela par rapport à la vie quotidienne dans l'expérience soviétique (dans le texte intitulé précisément *Problèmes de la vie quotidienne* et dans d'autres) et pour ce qui est l'importance de ce que moi j'appellerais la civilisation, en montrant l'importance de ne pas cracher dans la rue, que les villes et les outils soient entretenus et propres, contre l'usage abusif des « gros mots », etc. Alors, et finalement sur un terrain plus personnel, voudriez-vous aborder quelques éléments de vos grands-parents, et en particulier de Trotsky ?

TROTSKY ÉTAIT TOUJOURS DISPOSÉ À EXPLIQUER LE MARXISME

Esteban Volkov : Oui, bien sûr. Le Trotsky que moi j'ai connu était un personnage d'une intelligence exceptionnelle et une personne d'une simplicité étonnante. Très chaleureux, très proche de ses camarades, toujours d'une grande solidarité avec ceux de son entourage, toujours disposé à leur montrer, à leur expliquer tous les aspects politiques du marxisme. Et, en dehors de cela, il avait également un grand sens de l'humour, ce qui créait une ambiance très chaleureuse, très agréable dans son entourage. C'était un grand admirateur du travail humain, dans lequel il n'admettait pas de distingos ou de privilèges d'aucune sorte. C'était à ce point que, ici même, dans la maison, lorsqu'il y avait des choses désagréables à faire, briser un tuyau de drainage ou nettoyer la fosse septique, lui, personnellement, menait ce travail à bien.

***La Vérité* :** J'imagine qu'il parlait bien plusieurs langues.

Esteban Volkov : En effet. Il maîtrisait bien l'allemand, le français à la perfection et plus ou moins bien l'anglais. Et il a également appris rapidement l'espagnol. Il aimait beaucoup bavarder avec les paysans, c'est-à-dire avec les gens du peuple et de la campagne. Connaître leurs problèmes et leur mode de vie, entrer dans leur existence quotidienne.

***La Vérité* :** Je pense à une autre chose, qui est connue mais peut-être moins diffusée… Et quel style ! En fait, sa première vocation, comme il le dit lui-même dans *Ma vie*, était d'être écrivain. La vie l'a placé devant la nécessité de la révolution, mais il écrivait très bien. Son prologue à l'*Histoire de la révolution russe*, par rapport à la discipline de l'histoire, est, aussi bien du point de vue littéraire que méthodologique, un véritable chef-d'œuvre. Je ne dis pas cela par passion militante trotskyste, mais parce qu'on le constate dans les faits objectifs, n'est-ce pas vrai ?

Esteban Volkov : Oui, l'*Histoire de la révolution russe* est une des grandes œuvres reconnues au niveau international. Ici, je suis arrivé en août 1939, venant de France avec le couple Rosmer, de très vieux amis étroitement liés à mes grands-parents qui m'ont conduit jusqu'ici. Et c'est vrai, ce fut un grand changement. La vie à Paris n'était pas très agréable, j'ai vécu avec Jeanne, la veuve de Léon Sedov *(son oncle — Ndt)* : lui est mort probablement empoisonné dans une clinique remplie d'agents soviétiques, et sa veuve était une femme très déprimée, dévastée par la perte de son compagnon, ce qui ne facilitait pas la coexistence. Et soudain, vient me chercher ce couple. Jeanne m'avait caché là-bas dans les Vosges, près de la frontière allemande, auprès d'une amie à elle…

***La Vérité* :** Vous aussi deviez être repéré.

"ILS VONT BIENTÔT TROQUER LE STYLO POUR LA MITRAILLEUSE"

Esteban Volkov : Non, ce qu'elle voulait éviter par dessus-tout, c'est que mon grand-père vienne me chercher et fasse valoir l'autorité parentale. Mais finalement, ils ont fini par me localiser et, avec un mandat judiciaire, m'ont recueilli. Et c'est alors que j'ai su que j'allais au Mexique. En fait, la garderie où je me trouvais, une sorte d'auberge pour enfants, s'appelait *Rayon de soleil*… Et alors oui, à ce moment-là, j'ai vu un vrai rayon de soleil, à savoir que j'allais partir de là et qu'une nouvelle vie m'attendait là-bas au Mexique. J'ai eu beaucoup de chance, oui beaucoup de chance. Et nous sommes arrivés ici en août 1939, dans une grande famille, avec mes grands-parents. *Le Vieux (en anglais dans le texte,* The old man *— Ndt)* comme l'appelaient les camarades, était entouré de jeunes, en grande majorité étrangers. Il n'est pas mauvais de faire valoir ce point. Léon Trotsky et ses camarades ont choisi d'avoir des étrangers comme secrétaires et des auxiliaires pour ne pas donner des raisons d'être accusés de s'immiscer dans la politique mexicaine, qui était une condition *sine qua non* de l'asile politique que lui avait octroyé le général Lázaro Cárdenas : c'est que, comme tout étranger qui entre au Mexique comme réfugié, il n'avait pas le droit de se mêler de la politique mexicaine, et Trotsky a suivi scrupuleusement cette norme.

Et en août 1940, toute la presse stalinienne, qui, de manière continue agressait, calomniait, diffamait le grand-père, avec Lombardo Toledano *(dirigeant stalinien syndical mexicain — Ndt)* à sa tête, s'est mise à intensifier au maximum cette campagne. Et lorsque mon grand-père lui-même observa ce fait, son commentaire fut : *« De toute évidence, les journalistes sont sur le point de troquer le stylo pour la mitrailleuse. »* Et c'est ce qui s'est passé le 24 mai, lorsque David Alfaro Siqueiros, avec une vingtaine de staliniens, ont pris la maison d'assaut au petit matin et mitraillèrent à profusion la chambre à coucher où dormaient les grands-parents dans la maison. Et c'est par miracle qu'ils n'ont pas été tués grâce aux réflexes rapides de Natalia, qui, aux premiers coups de feu, a jeté le grand-père au sol et l'a poussé vers le coin le plus obscur de la chambre. Moi, j'étais dans celle d'à côté, et je me suis également jeté au sol et recroquevillé dans un coin. Ils ont également tiré sur le lit où je dormais tout le chargeur d'un pistolet automatique et j'ai quand même reçu un impact de balle sur le pouce du pied droit, qui a été ouvert.

Il est difficile de décrire le degré de joie et d'euphorie du grand-père, peu de temps après que furent partis les assaillants, d'avoir survécu à cette attaque de Staline. Au point que, lorsque dans la journée était arrivé un des chefs de la police de Leandro Salazar *(le colonel Leandro Sánchez Salazar, chef des services secrets mexicains — Ndt)*, il ne pouvait pas croire que Trotsky ait subi cet attentat. Ce qui a facilité énormément la tâche des staliniens pour ensuite lancer la version selon laquelle tout n'avait été qu'un « auto-assaut », une représentation théâtrale qu'avait organisée Trotsky.

Et ils ont même suborné les deux femmes de ménage qui travaillaient dans la maison et l'officier qui avait la responsabilité de la surveillance extérieure : il y avait un pavillon à l'extérieur de la maison avec des policiers mexicains, et l'officier Casas et les deux cuisinières, achetées par les staliniens, ont déclaré contre la famille que la nuit d'avant, ils s'étaient réunis jusqu'à très tard, qu'ils étaient tous très nerveux… enfin, n'importe quoi pour soutenir la version de « l'auto-assaut ». Mais le grand-père savait qu'on ne lui avait accordé qu'une trêve. La question était : par où viendra le prochain attentat.

"NE LE TUEZ PAS, IL DOIT PARLER (…), ÉLOIGNEZ L'ENFANT"

C'est si vrai que, lorsqu'il a subi finalement l'attentat du Catalan, de Mercader, qu'il s'est arrêté dans l'embrasure de la porte qui va du bureau à la salle à manger, Natalia s'est rapidement approchée de lui, et il s'est contenté d'indiquer de la main l'assassin, immobilisé dans un coin par un certain nombre de gardes ; il a dit seulement *« Jackson »*, comme s'il disait *« C'est par là qu'est venu ce que nous attendions »*.

Et il y a deux faits intéressants : lorsque, auparavant, avant mon arrivée à la maison, il a dit aux gardes en entendant les plaintes de l'assassin *« Ne le tuez pas, il doit parler »*, et, ultérieurement, lorsque je suis entré dans la bibliothèque qui jouxtait la salle à manger, la porte entrouverte, et qu'il était allongé sur le sol, il a dit également aux gardes : *« Eloignez l'enfant, Sieva, mon petit-fils, il ne doit pas voir cette scène. »* Ce détail dépeint entièrement la qualité humaine du personnage, quelqu'un qui est blessé à mort et qui se préoccupe encore de ne pas provoquer un traumatisme.

Et ensuite, il fut conduit à l'hôpital de la Croix-Verte, de son nom Rubén Leñero, dans la rue Victoria, où il fut même opéré en présence de Gustavo Baz, l'un des médecins les plus renommés qui fut ensuite recteur de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), ministre de la Santé, gouverneur de l'Etat de Mexico. Mais le lendemain, mon grand-père a eu un arrêt cardiaque et il est mort dans l'après-midi du 21 août 1940. Joe Hansen raconte que, encore avant de décéder, il lui a dit : *« Je suis sûr de la victoire de la IV^e^ Internationale, en avant. »* Et c'est là peut-être une tâche à mener à bien pour ceux qui adhèrent à ses idées.

"NOTRE PLUS HAUTE MISSION EST DE RÉTABLIR LA VÉRITÉ HISTORIQUE, SI FALSIFIÉE"

Nous sommes ici dans un lieu historique d'une grande valeur, car précisément notre plus haute mission est de rétablir la vérité historique, un des chapitres qui ont été le plus altérés et falsifiés. Oui, nous vivons une période dans laquelle les *fake news*, la *fake history* (les nouvelles fabriquées, l'histoire falsifiée) sont la chose la plus usuelle et la plus commune, la plus continuellement employée jusqu'à gagner des élections de manière frauduleuse *(probable allusion à l'élection perdue au Brésil ? — Ndt)*, en simulant l'image de la démocratie, de la démocratie bourgeoise.

***La Vérité* :** Réellement, vous accomplissez une tâche très importante, parce que Staline voulait effacer Trotsky, et il croyait qu'avec cette espèce de prédécesseur des actuels programmes de manipulation photographique et numérique comme le fameux Photoshop, c'est-à-dire en le retirant des photographies, ce serait suffisant.

Esteban Volkov : Pas seulement d'effacer Trotsky, mais de détruire ce lieu historique. Il y eut de nombreuses tentatives d'anéantir cet espace. Lors de la présidence de Manuel Avila Camacho et de ceux qui l'ont suivi, il y eut de très nombreuses tentatives de la part de staliniens infiltrés dans le gouvernement de transformer cet espace en une bibliothèque, un jardin d'enfants, une officine du gouvernement. N'importe quoi pourvu que soit détruit le musée. Mais, heureusement, ils n'y sont pas parvenus. Bien plus, le 24 septembre 1982, le président du Mexique d'alors, Lopez Portillo, déclara ce lieu monument historique et m'y nomma comme gardien.

Il y eut un fait curieux en 1965, lorsque j'étais ici avec la famille : un beau jour est arrivé un avocat du gouvernement, du département central, porteur d'un mandat d'expulsion de la famille, avec 15 camions qui attendaient dehors. A ce qu'il paraît, le président d'alors, Díaz Ordaz, dans un de ses accès de furie que provoquait chez lui l'activisme politique des étudiants et des professeurs à l'université, voulut frapper un coup à l'aveugle, et l'idée lui vint de fermer le musée. Et oui, oui, il l'a fait, mais curieusement, quelque trois mois après, on vint nous rappeler pour nous demander de revenir. Ils ne savaient quoi faire de ce lieu. Le détruire, impossible. C'était un lieu d'une telle renommée internationale ! Alors, le moindre mal pour le gouvernement était que nous y restions et que nous revenions à la maison.

La première occasion où nous avons reçu une visite de Russes, ce fut lors du Mondial de football au Mexique, en 1986 : à cette occasion, l'équipe de football russe est venue rendre visite au musée.

***La Vérité* :** Du temps de Gorbatchev. Très intéressant, parce que le personnage de Trotsky, au contraire par exemple de Boukharine, n'a jamais été réhabilité.

"ANNULATION DES FAUSSES ACCUSATIONS DES PROCÈS !"

Esteban Volkov : Jamais. Et nous ne voulons pas qu'ils le réhabilitent. La seule chose que nous avons toujours demandée, c'est qu'ils annulent les fausses accusations existant dans le procès. Et c'est tout.

***La Vérité* :** Le texte lui-même de la commission Dewey, disponible ici, docu-

mente cela de manière indiscutable. Je dois vous dire que c'est un vrai plaisir de vous entendre, je pourrais passer des jours à vous écouter. Un grand merci pour l'hospitalité et vos contributions, d'une très grande valeur. Justement, vous et moi avons correspondu par courrier électronique le 8 mars. Par hasard, la veille, j'ai vu le film *El Elegido (« The Chosen », film centré sur le personnage de Ramon Mercader — Ndt)*, qui d'ailleurs n'est pas non plus un grand film.

Je vous y ai vu, et, quelques heures après, de manière fortuite au départ et grâce à l'historien péruvien Gabriel Garcia Higueras, nous avons correspondu par courrier électronique. Un grand merci vraiment, c'est un véritable plaisir.

Esteban Volkov : Dans ce film aussi il y a beaucoup d'hallucinations. Silvia Ageloff n'a jamais été secrétaire du grand-père, jamais, jamais. C'était une jeune trotskyste, proche des gardes, des secrétaires de la maison, mais elle n'a jamais été secrétaire. La vraie secrétaire, ce fut Ruth, sa sœur, Ruth Ageloff. Elle avait fait un très bon travail dans les contre-procès de la commission Dewey. Et le grand-père avait une très bonne impression d'elle. Avoir choisi la sœur pour être la compagne de l'agent du Guépéou a été une chose très intelligente, très bonne, pertinente, très perverse bien sûr, mais…

Il est bon de noter que lorsque le grand-père se lança dans le travail de faire la biographie de Staline, en réalité ce travail ne l'intéressait guère. Il portait un bien plus grand intérêt à l'achèvement de la biographie de Lénine, dont il avait déjà fait la partie sur la jeunesse. Mais pour des raisons financières, de précarité et de manque de ressources de la famille, il a dû accepter cette offre, cette demande de l'éditeur Harper & Brothers qui allait lui verser une somme tout à fait raisonnable pour ce travail, et il s'est lancé dans cette tâche. Et sans nul doute, la réalisation de ce dernier travail a hâté son assassinat. Plus précisément, trois mois avant l'attentat du 24 mai dirigé par David Alvaro Siqueiros, un jeune garde fit son entrée dans la maison, Sheldon Hart, qui n'était pas autre chose qu'un agent infiltré par le Guépéou. Et selon ce que dit de lui la secrétaire Fanny Yanovich, il ne cessait de lui demander où en était la biographie, si elle avançait bien.

***La Vérité* :** De plus, le moment est crucial, parce que, en 1938, était créée la IV^e^ Internationale, et en 1943 Staline dissout la III^e^ Internationale, déjà complètement dévoyée, dégénérée, bureaucratisée, contre-révolutionnaire. Cette dissolution corrobore la justesse de la pensée de Trotsky, la pertinence de la création de la IV^e^ Internationale, parce que, effectivement, la III^e^ était déjà en banqueroute, pour utiliser l'expression qu'utilisa si souvent Lénine, par exemple pour se référer à la trahison de la direction de la II^e^ Internationale en particulier en 1914, en se ralliant dans chaque pays à sa bourgeoisie impérialiste.

C'est pour cela que ce dont avait besoin Staline, c'était que le personnage de Trotsky disparaisse du panorama, du fait qu'il y avait bien une continuité avec l'année 1919, mais assurée, de toute évidence, non par l'Internationale stalinisée, mais par la IV^e^ Internationale, qui avait été créée en septembre 1938 en France.

Grand merci, Esteban. Très honoré.

Esteban Volkov : Nous sommes là pour être utiles, camarades.

Esteban Volkov avec l'auteur de l'interview.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France
Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international de la IV^e Internationale

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

ISSN 0294-359X